Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA **DEL REGNO D'ITALIA**

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 74° **ROMA - Sabato, 30 dicembre 1933 - ANNO XII** **Numero 301**

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914

AVVISO IMPORTANTE

Ad evitare interruzione nell'invio del periodico e poichè, in seguito, non sarebbe possibile spedire ai ritardatari tutti i fascicoli arretrati, si pregano i Sigg. Abbonati di compiacersi di rinnovare al più presto il Loro abbonamento versando il corrispondente importo nel c/c postale 1-2640.

SOMMARIO

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Dimissioni dei Membri del Direttorio Nazionale del P. N. F. nominati col decreto di S. E. il Capo del Governo del 12 dicembre 1932-XI.

Con decreto del Capo del Governo in data 22 dicembre 1933-XII, sono state accettate le dimissioni rassegnate dai Membri del Direttorio Nazionale del Partito Nazionale Fascista nominati con decreto del 12 dicembre 1932-XI.

(6691)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 14 dicembre 1933, n. **1738.**

Approvazione della Convenzione di stabilimento e del relativo Protocollo firmati a Roma fra l'Italia e la Francia il 3 giugno 1930.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di stabilimento e al relativo Protocollo firmati a Roma fra l'Italia e la Francia il 3 giugno 1930.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore 15 giorni dopo lo scambio delle ratifiche degli Atti di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 dicembre 1933 - Anno XII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE FRANCISCI — JUNG — ERCOLE.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.

Convention d'établissement entre l'Italie et la France.

Sa Majesté le Roi d'Italie et *le Président de la République française*, animés du désir de régler la condition des ressortissants de chacun des deux Etats sur le territoire de l'autre, ont résolu de conclure une Convention et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence M. Giuseppe De Michelis, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie, sénateur du Royaume;

Le Président de la République Française:

Son Excellence M. Maurice, Paul, Jean Delarue Caron de Beaumarchais, Ambassadeur de la République Française près Sa Majesté le Roi d'Italie, Commandeur de l'Ordre National de la Légion d'Honneur;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes peuvent librement entrer sur le territoire de l'autre Partie et en sortir à tout moment, sous réserve des dispositions des lois de police, de sûreté publique et de défense nationale qui sont applicables à tous les étrangers. Sous les mêmes réserves, ils pourront voyager, s'établir sur ce territoire et y séjourner aux mêmes conditions que les nationaux.

Art. 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront de plein droit sur le territoire de l'autre Partie du même traitement que les nationaux en ce qui concerne les droits privés et civils, l'exercice du commerce, de l'industrie, des professions et des métiers, le droit d'acquérir, posséder, louer et occuper tous biens meubles et immeubles et d'en disposer, sans autres restrictions que celles qui sont prévues à l'article 7.

Art. 3.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à ne prendre vis-à-vis des biens, droits et intérêts légalement possédés sur son territoire par les ressortissants de l'autre Partie aucune mesure de disposition, limitation, restriction ou d'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, qui ne serait pas applicable dans les mêmes conditions à ses nationaux, ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Il en sera de même pour les indemnités auxquelles ces mesures donneront lieu.

Art. 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exemptés, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire personnel et de toutes prestations militaires personnelles, ainsi que de toute taxe remplaçant ce service ou ces prestations.

Ils restent soumis aux réquisitions de toute nature auxquelles seront soumis les nationaux et dans les mêmes conditions que ceux-ci.

Art. 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie, libre et facile accès devant les Tribunaux à tous les degrés de juridiction, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits et intérêts. Ils jouiront à cet égard des mêmes droits et avantages que les nationaux.

Art. 6.

Les sociétés civiles et commerciales (industrielles, financières, bancaires, d'assurances, de transport, etc.) ainsi que les établissements publics d'assurances et autres en tant qu'ils exercent sur le territoire de l'autre Partie une activité de caractère exclusivement commercial, régulièrement constitués sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, et y ayant leur siège social, seront reconnus de plein droit par l'autre Partie comme existant régulièrement.

La légalité de la constitution de ces sociétés et établissements et leur capacité d'ester en justice, ainsi que celles de leurs succursales et agences, seront déterminées d'après leur statut et la loi du pays où ces sociétés et établissements ont été constitués.

Ils pourront s'établir, créer des filiales, succursales et agences et exercer toute activité industrielle et commerciale, suivant les modalités, limitations et conditions établies par les lois en vigueur et qui sont applicables aux sociétés et établissements de tout autre pays. Ils jouiront en matière judiciaire des mêmes droits et avantages que les ressortissants de leur pays d'origine.

Art. 7.

Les dispositions de l'article 2 ne sont pas applicables dans les cas où la qualité de ressortissant de l'Etat est exigée par la loi du pays dans un intérêt d'ordre public comme condition essentielle pour permettre l'exercice des droits et activités indiqués audit article.

Toutefois, le traitement des ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie ne pourra dans aucun cas être moins favorable que celui qui est reconnu aux ressortissants de tout autre Etat.

Art. 8.

Le présent article, à l'exclusion de tous autres, règle les questions fiscales concernant les particuliers.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre, à des droits, taxes, impôts ou contributions, sous quelque dénomination que ce soit, et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus, sur les nationaux, dans des situations identiques; ils bénéficieront notamment, dans les mêmes conditions que les nationaux, des réductions ou exemptions d'impôts ou taxes et des dégrèvements à la base, y compris les déductions accordées pour charges de famille.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit de taxes dites de séjour, soit des taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, tant que ces taxes seront perçues sur les autres étrangers. Le taux de ces taxes ne pourra pas être supérieur à celui des taxes perçues sur les ressortissants de tout autre Etat.

Art. 9.

Le présent article, à l'exclusion de tous autres, règle les questions fiscales concernant les sociétés et établissements qui remplissent les conditions indiquées à l'article 6.

Les sociétés et établissements, ainsi que leurs succursales et agences, ne seront pas soumis sur le territoire des Hautes Parties Contractantes, en ce qui concerne les droits, taxes, impôts et contributions, sous quelque dénomination que ce

soit, et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, à une charge fiscale plus élevée que celle qui est supportée par les sociétés du pays.

Dans le cas où un droit, taxe, impôt ou contribution ne peut en fait être perçu sur les sociétés étrangères, chaque Gouvernement conserve le droit de calculer l'impôt sur une base forfaitaire et de recourir à la méthode de l'abonnement.

Par charge fiscale, on entend seulement l'impôt en lui-même, à l'exclusion des garanties de paiement.

Art. 10.

Les diplômes, titres, ou certificats d'études délivrés par les autorités de l'un des deux Pays seront admis dans l'autre, en vue de la continuation des études, en équivalence de ceux qui y sont exigés pour l'inscription dans les établissements d'enseignement correspondant à ceux pour lesquels ils sont reçus comme titre d'inscription dans le pays où ils sont délivrés.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes qui obtiendront les diplômes, titres ou certificats délivrés par les autorités de l'autre Partie, conformément aux lois et règlements de cette dernière, et exigés pour les nationaux, pourront exercer les mêmes professions que les nationaux titulaires des mêmes diplômes, titres ou certificats, sous réserve des professions exclusivement réservées aux nationaux.

Dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, les administrations intéressées des deux Pays, d'un commun accord:

1. désigneront les diplômes, titres ou certificats d'études qui seront considérés comme équivalents et les établissements pour lesquels chacun d'eux pourra être reçu;

2. fixeront les conditions dans lesquelles les étudiants ayant fait une partie de leurs études dans l'un des deux Pays pourront bénéficier, en vue de la continuation de leurs études dans les établissements de l'autre Pays, des dispenses d'examen ou de scolarité et des taxes y afférentes;

3. désigneront les diplômes, titres ou certificats d'études qui, délivrés par les autorités de l'une des Parties, donneront sur le territoire de l'autre le droit d'exercer une profession.

Les accords conclus en vertu des paragraphes précédents pourront être révisés par les mêmes administrations.

Art. 11.

L'état et la capacité des personnes et les rapports de famille entre nationaux, y compris le régime matrimonial des époux mariés sans contrat de mariage, seront régis à l'égard des Italiens en France et des Français en Italie par la loi nationale des intéressés.

Les successions mobilières des Italiens en France et celles des Français en Italie seront régies par la loi nationale du défunt, quelle que soit la nationalité des héritiers.

Il est fait exeption à l'application de la loi nationale de l'une des Parties lorsque des dispositions de cette loi sont contraires à des dispositions d'ordre public de la législation de l'autre Partie.

Tant que de nouveaux accords ne seront pas intervenus, il n'est rien stipulé, sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, pour les matières visées aux paragraphes précédents du présent article pour le cas où un Français ou un Italien a son principal établissement et sa résidence habituelle sur le territoire de celui des deux Etats dont il n'est pas le ressortissant ni, en cas de succession, lorsque un défunt français ou italien au moment de son décès avait son principal établissement et sa résidence habituelle sur le territoire de celui des deux Etats dont il n'était pas le ressortissant.

La loi nationale sera appliquée, sous conditions de réciprocité, aux ressortissants de chacun des deux Etats sur le territoire de l'autre et à leurs successions dans tous les cas où elle est appliquée aux ressortissants de tout autre Etat exclusivement européen et à leurs successions.

Art. 12.

Aucune dérogation n'est apportée par la présente Convention aux traités spéciaux concernant le régime des travailleurs.

Art. 13.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent d'appliquer d'un commun accord, par échange de notes, la présente Convention aux colonies, pays de protectorat et autres territoires soumis à leur souveraineté ou à leur autorité.

Dès la mise en vigueur de la présente Convention et jusqu'à l'application de la disposition précédente, les ressortissants et sociétés italiennes jouiront en Algérie du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 14.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que possible.

Elle entrera en viguer quinze jours après l'échange des ratifications. Elle aura une durée de cinq ans et restera en vigueur après ce terme tant que l'une des Hautes Parties Contractants n'aura pas notifié, par un préavis de six mois, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention, et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, en double exemplaire, le trois juin mil nef cent trente.

(*L. S.*) BEAUMARCHAIS (*L. S.*) GIUS. DE MICHELIS

PROTOCOLE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'établissement en date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés, sont convenus des dispositions suivantes, qui feront partie, à tous effets, de la Convention:

I.

Si, par suite de changements apportés, après la mise en vigueur de la présente Convention, aux lois et réglements de l'un des deux Etats, le traitement résultant des stipulations de cet accord devient, dans son ensemble, moins favorable dans cet Etat que dans l'autre, des négociations seront engagées en vue de déterminer les mesures propres à assurer, sur la base du régime le plus libéral, une légitime équivalence de traitement. Ces mesures, une fois concertées, seront mises en vigueur par les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de chacun des Etats.

Dans le cas où les négociations mentionnées au paragraphe précédent ne donneraient pas un résultat dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de les engager, les Gouvernements des deux Etats Contractants se réservent le droit de dénoncer la présente Convention. La dénonciation produira ses effets deux mois après la notification.

II.

ad Article 2.

Le Gouvernement français reconnaît qu'aux termes de l'article 2 les Italiens et les sociétés italiennes peuvent invoquer en France le bénéfice de la loi du 20 juin 1926 qui règle les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ainsi que de la loi du 29 juin 1929 qui modifie et complète la loi du 1er avril 1926 déterminant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux d'habitation. Il est reconnu que la Convention confirme aux Italiens et aux sociétés italiennes le bénéfice qu'ils tenaient déjà du *modus vivendi* provisoire d'établissement antérieurement en vigueur.

ad Article 6.

Toutes les sociétés déclarées ressortissantes de l'Etat Italien par les Traités qui ont mis fin à la guerre de 1914-1918 bénéficient des dispositions de la Convention.

ad Article 10.

Aucune modification n'est apportée à la situation actuelle des établissements scolaires italiens en France et des établissements scolaires français en Italie.

Les administrations françaises compétentes consentiront à ce que, sous réserve du remboursement des frais, des cours en langue italienne soient organisés auprès des écoles publiques en dehors des heures de classe, sous la surveillance des directeurs de ces écoles et conformément aux lois et réglements français.

Fait à Rome, en double exemplaire, le trois juin mil neuf cent trente.

BEAUMARCHAIS GIUS. DE MICHELIS

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:

SUVICH.

REGIO DECRETO-LEGGE 7 dicembre 1933, n. 1739.

Proroga del regime daziario nei comuni di Zara e Lagosta.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 3 della legge 27 dicembre 1928, n. 2887;

Visti gli articoli 18 del R. decreto-legge 20 marzo 1930, n. 141, e 342, n. 7, del testo unico per la finanza locale approvato con R. decreto 14 settembre 1931, n. 1175;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Riconosciuta la necessità urgente ed assoluta di prorogare le speciali disposizioni vigenti in materia daziaria nei comuni di Zara e Lagosta;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze, di concerto col Ministro per l'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

La disposizione dell'art. 3 della legge 27 dicembre 1928, n. 2887, concernente la facoltà data al Ministro per le finanze di rivedere, di concerto col Ministro per l'interno, le norme relative al regime daziario nei comuni di Zara e Lagosta e di emanare anche in deroga alle disposizioni in vigore le norme occorrenti da valere per un periodo non eccedente i cinque anni a partire dal 1° gennaio 1929, continuerà ad avere effetto per altri cinque anni a partire dal 1° gennaio 1934.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge, e il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 7 dicembre 1933 - Anno XII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 dicembre 1933 - Anno XII
Atti del Governo, registro 342, foglio 167. — MANCINI.

REGIO DECRETO 8 dicembre 1933, n. 1740.

Testo unico di norme per la tutela delle strade e per la circolazione.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto-legge 2 dicembre 1928, n. 3179, che detta norme per la tutela delle strade e per la circolazione;

Vista la legge 17 marzo 1930, n. 230, relativa alla conversione in legge del detto Nostro decreto;

Ritenuto che, con l'art. 2 della legge medesima, il Governo del Re fu autorizzato a coordinare, emendare e completare le norme contenute nel suddetto decreto-legge, tenuto conto dei voti delle Commissioni parlamentari e delle discussioni seguite alla Camera e al Senato, e udita una Commissione di cinque senatori e cinque deputati, da nominarsi dai presidenti delle rispettive Assemblee;

Viste le conclusioni della predetta Commissione;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per gli affari esteri, per l'interno, per la guerra, per la marina, per l'aeronautica, per le corporazioni, per le comunicazioni, per le finanze, per la giustizia e per l'agricoltura e foreste;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Sono approvate le norme per la tutela delle strade e per la circolazione secondo il testo coordinato ed emendato annesso al presente decreto e vistato, d'ordine Nostro, dal Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 8 dicembre 1933 - Anno XII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DI CROLLALANZA — CIANO — JUNG — DE FRANCISCI — ACERBO.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 dicembre 1933 - Anno XII
Atti del Governo, registro 342, foglio 175. — MANCINI.

Norme per la tutela delle strade e per la circolazione

TITOLO I.

TUTELA DELLE STRADE E AREE PUBBLICHE

CAPO I.

ATTI VIETATI.

Art. 1.

È vietato di:

1° danneggiare in qualsiasi modo la strada e le opere e piantagioni che ad essa appartengono, alterarne la forma o invaderne il suolo;

2° danneggiare le pietre ed i cartelli indicatori, compresi quelli collocati da Enti pubblici o privati nell'interesse della circolazione stradale, ovvero le colonne miliari o chilometriche;

3° impedire il libero scolo delle acque nei fossi laterali delle strade e stabilirvi maceratoi di canapa e di lino;

4° impedire il libero deflusso delle acque che si scaricano dalle strade sui terreni più bassi;

5° condurre a pascolare bestiame lungo i cigli, le scarpe e i fossi stradali;

6° fare scendere il bestiame sulla scarpa della strada per abbeverarlo in fossi o canali laterali. Quando occorra, saranno praticati gli opportuni abbeveratoi, a carico di chi di ragione, con le forme da prescriversi dall'Autorità competente;

7° condurre a strascico sulle strade legnami di qualunque sorta e dimensioni, ancorchè in parte sieno sostenuti da ruote;

8° usare le treggie, salvo in quanto servano al solo trasporto degli strumenti aratori;

9° usare le slitte quando le strade non siano coperte di ghiaccio o di neve;

10° aprire canali, fossi, o fare qualunque escavazione nei terreni laterali a distanza minore della loro profondità, partendo dal confine della strada (ciglio della strada, ciglio esterno del fosso, ove esiste, piede della scarpata se la strada è in rilevato, o ciglio della scarpata se la strada è in trincea).

Tale distanza non può essere minore di tre metri, quantunque l'escavazione del terreno sia meno profonda;

11° costruire case, altre fabbriche o muri di cinta lungo le strade fuori degli abitati, a distanza minore di tre metri dal confine della strada, quando manchino linee di fabbricazione determinate da piani regolatori o di ampliamento ovvero da deliberazioni delle Autorità competenti;

12° costruire fornaci, fucine o fonderie a distanza minore di cinquanta metri dal ciglio delle strade esterne agli abitati;

13° piantare alberi e siepi, lateralmente alle strade esterne degli abitati, a distanza minore delle seguenti:

a) per gli alberi, metri tre misurati dal confine della strada, salvo che dalle Autorità competenti siano consentite distanze minori;

b) per le siepi, tenute all'altezza non maggiore di un metro sul terreno, centimetri cinquanta misurati dal confine della strada.

In ogni caso la distanza non può essere mai minore di un metro misurata dal ciglio della strada;

c) per le siepi di maggiore altezza la distanza sarà di metri due e centimetri cinquanta misurati dal ciglio esterno del fosso, oppure dal piede della scarpa, se la strada è in rilevato, ed in ogni caso non minore di tre metri dal ciglio della strada.

I limiti di distanza di cui ai numeri 10, 11 e 12 possono essere ridotti in rapporto a strade e tratti di strada che abbiano andamento altimetrico o planimetrico particolarmente accidentato.

Il provvedimento è disposto, su richiesta degli interessati, dal Capo del Compartimento per la viabilità, per le strade statali, o dall'Ingegnere capo del Genio civile, per le altre strade.

Per le piantagioni in località ad uso di pubblico passeggio presso le città o comuni, le distanze debbono essere stabilite in conformità dei piani approvati dall'Autorità competente.

È in ogni caso vietato di eseguire costruzioni o piantagioni, sia pure osservando le distanze indicate nelle precedenti disposizioni, quando si tratti di costruzioni o piantagioni in corrispondenza delle curve stradali di raggio inferiore a cento metri, di incroci, biforcazioni, e ogni qualvolta sia riconosciuto, a giudizio insindacabile delle competenti autorità, che tali costruzioni o piantagioni possano ostacolare o ridurre il campo visivo necessario a salvaguardare la incolumità della circolazione nel tratto pericoloso.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire cinquanta a lire duemila.

CAPO II.

ATTI PER I QUALI OCCORRE LA PREVENTIVA LICENZA O LA CONCESSIONE.

Art. 2.

Opere e depositi sulle strade.

Nessuno può, senza mandato o licenza dell'Autorità competente, fare opere o depositi, anche temporanei, sulle strade.

Oltre l'osservanza delle condizioni speciali espresse nella licenza, il detentore di essa è sempre obbligato a disporre le opere ed i materiali e ad usare le opportune cautele, in modo da mantenere libera la circolazione e sicuro il passaggio; e particolarmente deve, durante la notte, apporre gli opportuni ripari e mantenere accesi i lumi che possano, a conveniente distanza, avvertire dei lavori o scavi intrapresi, o dei materiali, palchi e steccati che comunque occupassero qualunque porzione della pubblica via.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire cinquanta a lire mille.

Qualora la contravvenzione sia stata commessa nonostante la diffida dell'Autorità amministrativa, l'ammenda è da lire cento a lire duemila.

Art. 3.

Scarico nei fossi.

È proibito di scaricare nei fossi delle strade e di condurre in essi acque di qualunque natura, salvi i diritti acquisiti, debitamente giustificati, e salvo le regolari concessioni della competente Autorità.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire cento a lire cinquecento.

Art. 4.

Diramazioni e accessi.

Non possono essere stabiliti nuovi accessi o nuove diramazioni dalla strada ai fondi e fabbricati laterali, senza preventiva licenza della competente Autorità.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire cento a lire mille.

Chi ha ottenuto la predetta licenza deve uniformarsi alle prescrizioni in essa contenute ed in ogni caso è sempre tenuto a formare e mantenere gli opportuni ponti sui fossi laterali senza alterare la sezione della strada, nè il suo piano viabile.

Le nuove diramazioni devono, per un tratto di almeno trenta metri, essere costruite con materiale di buona consistenza e sempre mantenute senza fango.

CAPO III.

Licenze e concessioni e Autorità alle quali spetta di accordarle.

Art. 5.

Licenze.

La licenza per gli atti indicati nel precedente capo e quella per la costruzione di abbeveratoi è data dal Capo del Compartimento per la viabilità se si tratti di strade statali, fatta eccezione per i tratti attraversanti l'abitato, e dall'Ente cui le strade appartengono in ogni altro caso.

Art. 6.

Concessioni.

Le nuove concessioni per condurre le acque dei privati nei fossi delle strade, per attraversare ed occupare strade, con corsi di acqua, condutture, serbatoi di combustibili liquidi o con altri impianti od opere che possano menomare la buona conservazione delle strade e intralciare la circolazione, sono di competenza:

a) del Ministro, Presidente dell'Azienda Autonoma Statale della Strada, per le strade statali;

b) degli Enti cui le strade appartengono, per le strade non statali.

Per i tratti delle strade statali scorrenti nell'interno del l'abitato le domande di concessioni o di autorizzazioni, i cui lavori possano arrecare pregiudizio al traffico o alla circolazione, sono previamente sottoposte all'esame dei Capi Compartimento della viabilità competenti che le muniscono del loro visto.

L'impianto, sulla sede di strade statali, di nuove linee ferroviarie, tramviarie, telegrafiche o telefoniche, ovvero di speciali tubazioni sotterranee, destinate a servizio pubblico, regolarmente concesse o autorizzate, non può essere attuato se non sia intervenuto il preventivo consenso del Ministro per i Lavori Pubblici, Presidente dell'Azienda Autonoma Statale della Strada. Per quanto riguarda le strade non statali occorre il preventivo consenso delle Amministrazioni a cui le strade appartengono quando esso sia previsto dalle disposizioni vigenti.

Quando si tratti di solo attraversamento di strade ordinarie con qualcuno dei detti mezzi di comunicazione, è richiesto il benestare del Ministro per i Lavori Pubblici, Presidente dell'Azienda Autonoma Statale della Strada, o degli Enti predetti soltanto in rapporto alle modalità costruttive dell'attraversamento stesso.

Art. 7.

Domande di licenze o concessioni.

Le domande dirette a conseguire licenze o concessioni di polizia stradale, interessanti strade statali, sono presentate al Capo del Compartimento per la viabilità, il quale provvede direttamente nei casi di sua competenza, o rimette gli atti al Ministro Presidente dell'Azienda Autonoma Statale della Strada col suo parere, nei casi di competenza di quest'ultimo.

Le domande rivolte a conseguire licenze o concessioni interessanti strade non statali sono presentate al Capo della amministrazione dell'Ente cui la strada appartiene.

In ogni caso le domande debbono essere corredate dai disegni necessari e devono contenere la dichiarazione che qualora occorresse una visita sul luogo la spesa sarà sostenuta dal richiedente, previo deposito della somma che verrà fissata.

Art. 8.

Condizioni delle licenze e delle concessioni.

Nell'atto che contiene la licenza o la concessione sono fissate le condizioni e le norme alle quali s'intendono subordinate.

Per le licenze e per le concessioni di cui agli articoli 2, 3 e 6 primo comma sono inoltre stabiliti la loro durata, la somma dovuta per l'occupazione o per l'uso concesso e l'annuo canone.

Per le licenze di cui all'art. 4 non è fissata la durata ed è imposto il pagamento di un canone annuo o di una somma una volta tanto, solo nei casi in cui gli accessi e le diramazioni siano stabiliti con opere visibili e permanenti.

Le licenze e le concessioni s'intendono in tutti i casi accordate:

a) senza pregiudizio dei diritti dei terzi;

b) con l'obbligo del concessionario di riparare tutti i danni derivanti dalle opere o dai depositi permessi;

c) colla facoltà dell'Amministrazione competente di imporre nuove condizioni.

Nello stabilire la misura delle somme dovute si avrà riguardo alle soggezioni che derivano alla strada. Si avrà riguardo anche al valore economico della concessione o della licenza ed al vantaggio che il concessionario ne ricava, quando la concessione del suolo o dell'uso costituisca l'oggetto precipuo dell'intrapresa.

Nelle licenze o concessioni la durata è determinata con criterio discrezionale dall'Autorità concedente, ma non può eccedere gli anni ventinove.

Le licenze e le concessioni sono rinnovabili alla scadenza ed in qualunque momento possono essere revocate dall'Autorità concedente quando concorrano giusti motivi.

La durata dell'occupazione del suolo per l'impianto dei servizi pubblici è determinata in relazione alla durata prevista per i servizi stessi dalle leggi e dagli atti di concessione che li riguardano.

Art. 9.

Forma delle concessioni e delle licenze.

Le concessioni e le licenze sono date, con decreto, dall'Autorità competente.

Nelle nuove concessioni di cui all'articolo 6 si può richiedere una cauzione per l'adempimento delle condizioni imposte.

Art. 10.

Mancanza della licenza o della concessione.

Chi intraprenda lavori o eseguisca depositi sulle strade deve presentare, nel luogo dei lavori o del deposito, la prescritta licenza o concessione ad ogni richiesta dei funzionari, ufficiali o degli agenti incaricati di vigilare sull'osservanza delle norme del presente decreto. Per la mancata presentazione della licenza o della concessione è applicabile la pena dell'ammenda fino a lire duecento.

I funzionari, gli ufficiali e gli agenti devono intimare al contravventore di desistere dai lavori in corso fino alla presentazione della licenza o della concessione, e, in caso di rifiuto, devono impedire la prosecuzione dei lavori stessi anche con l'intervento della forza pubblica.

CAPO IV.

Obblighi dei concessionari e dei possessori di canali e di fondi laterali alle strade.

Art. 11.

Canali artificiali.

I proprietari e gli utenti di canali artificiali esistenti lateralmente od in contatto con le strade sono obbligati ad impedire la espansione delle acque sulle strade medesime ed ogni guasto al corpo stradale e sue pertinenze.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire cento a lire mille.

Art. 12.

Obblighi dei concessionari.

I concessionari di ferrovie, tramvie, fili e cavi telefonici ed elettrici, e quelli di servizi pubblici di distribuzione di acqua potabile o di gas, quando occupino suolo stradale, sono obbligati ad osservare le condizioni e prescrizioni imposte dall'Autorità competente per la conservazione della strada, per la libertà della circolazione e per la coesistenza dei vari usi stradali.

Sorgendo contestazioni sulle condizioni e prescrizioni da osservare nella esecuzione delle opere la decisione spetta al Ministro per i Lavori Pubblici, sentito il Consiglio Superiore dei Lavori Pubblici.

Per l'occupazione temporanea del suolo stradale in occasione dei lavori di manutenzione di ferrovie e tramvie saranno osservate le norme che verranno emanate dal Ministro per i Lavori Pubblici di concerto con quello per le Comunicazioni.

Art. 13.

Manutenzione delle ripe.

I proprietari debbono mantenere le ripe dei fondi laterali alla strada in stato tale da impedire lo scoscendimento del terreno, o l'ingombro del fosso o del piano viabile.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire cento.

Art. 14.

Irrigazione dei terreni adiacenti alle strade.

L'irrigazione dei terreni laterali alle strade deve essere regolata in modo che non derivi alcun danno alle medesime.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire cento.

Art. 15.

Siepi e piantagioni - Visibilità.

I proprietari sono obbligati a tenere regolate le siepi vive in modo da non restringere o danneggiare la strada, ed a far tagliare i rami delle piante che si protendano oltre il ciglio stradale.

Quando non operino il taglio entro il termine assegnato loro da un avviso del Capo Compartimento per la viabilità, se trattisi di strade statali, o degli Enti ai quali le strade appartengono, negli altri casi, possono le Autorità stesse ordinare che i rami sporgenti siano recisi a spese dei proprietari suddetti.

Dove già esistono piantagioni capaci di determinare pericolo per l'incolumità della circolazione, prevedute nel penultimo capoverso dell'articolo 1, il Capo del Compartimento per la viabilità, se trattisi di strade statali, e gli Enti cui le strade appartengono, negli altri casi, hanno facoltà di ordinare la potatura, il diradamento od anche la rimozione delle piantagioni allo scopo di assicurare la visibilità, salvo il pagamento dell'indennità dovuta, l'ammontare della quale sarà comunicato coll'ordinanza di cui sopra, che conterrà anche la indicazione del termine per l'adempimento. Scaduto inutilmente il termine, il lavoro sarà eseguito a cura diretta delle Autorità di cui sopra, e l'ammontare della spesa andrà in detrazione della indennità offerta.

Art. 16.

Fabbricati e muri.

I fabbricati e i muri di qualunque genere fronteggianti le strade devono essere conservati in modo da non compromettere l'incolumità pubblica.

Se il proprietario a ciò non provveda nonostante diffida, ed i fabbricati minaccino rovina, il Prefetto, sentito l'Ufficio Compartimentale per la viabilità, se si tratti di strade statali e l'Ufficio del Genio civile in ogni altro caso, può ordinarne la demolizione a spese dello stesso proprietario, salvo i provvedimenti che nei casi di urgenza il Podestà è autorizzato ad adottare a tutela della pubblica incolumità.

Art. 17.

Condotta delle acque.

Chi abbia il diritto di condurre acque nei fossi delle strade statali è tenuto a provvedere alla conservazione del fosso.

Salvo quanto è prescritto all'articolo 12 rispetto alle ferrovie, tramvie, fili e cavi telefonici ed elettrici, condutture d'acqua potabile e gas per servizi pubblici, chi abbia il diritto di attraversare le strade con corsi d'acqua, o comunque occuparle con altri lavori od impianti, è obbligato a costruire e mantenere i ponti e le altre opere necessarie per il passaggio e la condotta delle acque, i manufatti e le altre opere d'arte che siano o si rendano necessari per l'esercizio della concessione o per ovviare ai danni che dalla medesima possano derivare alla strada.

Le relative opere si costruiscono secondo le norme da prescriversi dall'Azienda Autonoma Statale della Strada e sotto la sorveglianza del competente Compartimento per la viabilità qualora interessino strade statali; se interessino strade non statali si costruiscono secondo le norme da emanarsi a cura dell'Ente cui le strade appartengono.

Art. 18.

Manufatti su canali artificiali.

I manufatti stradali esistenti sopra canali artificiali sono mantenuti e rifatti dai proprietari e dagli utenti di questi,

a meno che non ne provino la preesistenza alle strade od abbiano titolo o possesso in contrario.

I manufatti in legname esistenti sui canali artificiali, che attraversano la strada, devono, nel caso di ricostruzione, essere eseguiti con strutture murarie, in ferro, o murarie miste con ferro. Sono eccettuate da questa disposizione le località soggette a servitù militari per le quali si credesse di provvedere diversamente.

La ricostruzione dei manufatti in legname con le strutture sopra indicate è obbligatoria da parte dei proprietari od utenti delle acque ed è a loro spese:

a) quando occorra lo spostamento o l'allargamento di strade attraversate da canali artificiali;

b) quando, a giudizio del Capo Compartimento per la viabilità, per le strade statali o dell'Ingegnere Capo del Genio civile per le altre strade, i manufatti presentino condizioni d'insufficiente sicurezza.

È altresì a carico dei detti proprietari la successiva manutenzione dei manufatti ricostruiti.

La ricostruzione o l'ampliamento di manufatti degli altri tipi sovra indicati sono a carico dell'Ente cui appartiene la strada, ferma restando a carico dei proprietari, possessori od utenti delle acque la successiva manutenzione di essi.

Art. 19.

Opere di sostegno.

La costruzione e riparazione delle opere di sostegno lungo le strade, qualora esse servano unicamente a difendere e sostenere i fondi adiacenti, sta a carico dei possessori dei fondi stessi; se poi esse abbiano per oggetto la stabilità o conservazione delle strade, la costruzione o riparazione sta a carico dell'Ente cui la strada appartiene.

La spesa si divide in ragione dell'interesse quando l'opera abbia scopo promiscuo. Il reparto della spesa è fatto dal Ministro per i Lavori Pubblici su proposta del Capo Compartimento per la viabilità, per le strade statali e negli altri casi dal Prefetto, su proposta dell'Ingegnere Capo del Genio civile.

Art. 20.

Esecuzione d'ufficio.

Nei casi di esecuzione d'ufficio, il Prefetto, sentito il Capo Compartimento per la viabilità se trattisi di strade statali o l'Ingegnere Capo dell'Ufficio del Genio civile in ogni altro caso, e udito il contravventore, ordina con suo decreto la riduzione delle cose al pristino stato, e adotta tutti gli altri provvedimenti necessari, determinando le opere da eseguirsi.

Nel decreto del Prefetto deve essere fissato il termine entro il quale, dalla fatta intimazione, il contravventore debba eseguirne le disposizioni, coll'avvertenza che in mancanza si farà luogo all'esecuzione d'ufficio a sue spese.

L'esecuzione d'ufficio può essere ordinata immediatamente, e senza bisogno di diffida al contravventore, nei casi di urgenza o se il contravventore non sia conosciuto.

Gli uffici tecnici competenti sorvegliano per la buona esecuzione dei lavori decretati, ancorchè si eseguiscano dal contravventore o dal possessore dei fondi o dei canali.

La esecuzione d'ufficio è fatta dall'Autorità competente, secondo le disposizioni in vigore. Per tutti gli effetti di legge, è intimata al contravventore copia del verbale dell'avvenuta esecuzione e del decreto che la ordinava, se non gli fosse stato prima intimato.

Il funzionario, ufficiale od agente incaricato dell'esecuzione del decreto, nel caso di opposizione, può richiedere l'aiuto della pubblica forza.

Il Prefetto, udito il trasgressore per mezzo del Podestà del Comune ove egli ha il domicilio, provvede al rimborso a di lui carico delle spese occorse per gli atti o per la esecuzione di ufficio, rendendone esecutoria la nota e facendone riscuotere l'importo nelle forme e con i privilegi stabiliti per la riscossione delle imposte dirette.

Le attribuzioni del presente articolo sono esercitate dal Podestà quando si tratti di strade nell'interno dell'abitato.

Art. 21.

Rimozione di alberi e ramaglie.

Quando per effetto di intemperie o per qualsiasi altra causa vengano a cadere sul piano stradale alberi piantati nei terreni laterali o ramaglie di qualsiasi specie, il proprietario di essi è tenuto a rimuoverli nel più breve spazio di tempo possibile.

Qualora non vi provveda subito, la rimozione sarà eseguita d'ufficio a carico del proprietario inadempiente.

Art. 22.

Determinazione di distanze per ragione d'incolumità.

Pei tiri al bersaglio, opifici e depositi di materiale esplosivo e stabilimenti che interessino comunque la sicurezza e la salute pubblica, la distanza dalle strade è fissata, caso per caso, dal Prefetto in base alle relative disposizioni di legge.

TITOLO II.

CIRCOLAZIONE DEI VEICOLI, DEGLI ANIMALI E DEI PEDONI.

CAPO I.

NORME GENERALI.

Art. 23.

Libertà di circolazione.

La circolazione sulle strade di uso pubblico e sulle aree ad esse equiparate è libera, salva l'osservanza delle disposizioni contenute nel presente decreto e nei regolamenti che i Comuni sono autorizzati ad emanare.

Per la circolazione sulle autostrade possono essere emanate speciali norme con Regio decreto su proposta dei Ministri per i Lavori Pubblici e per le Comunicazioni. Per le violazioni delle norme contenute nello stesso Regio decreto può essere comminata la pena dell'ammenda fino a lire mille, la quale si applica, qualora l'atto non costituisca reato più grave a termini del presente decreto o del Codice penale.

Per gravi motivi di sicurezza pubblica e per la tutela del patrimonio stradale il Prefetto ha facoltà di sospendere temporaneamente sulle strade o su determinati tratti di esse la circolazione.

Per esigenze di incolumità pubblica, o per la tutela dell'integrità del patrimonio stradale del Comune e di quella delle strade vicinali di uso pubblico, anche il Podestà può emanare simili disposizioni e limitare la circolazione di tutti i veicoli o di determinate categorie di essi, salvo per i tratti costituenti traverse interne di strade statali o provinciali, per i quali la competenza è riservata al Prefetto. In tutti i casi deve essere data, immediatamente, notizia al pubblico mediante l'apposizione dei cartelli indicatori di cui all'articolo 27 del presente decreto.

Il Podestà, per i provvedimenti di sua competenza, ne riferisce al Prefetto, il quale, su ricorso degli interessati od anche d'ufficio, può revocare la sospensione.

Per la circolazione dei veicoli adibiti al trasporto di merci pericolose e nocive debbono osservarsi le speciali disposizioni emanate dal Ministero dell'Interno.

È obbligatoria per i Comuni l'apposizione dei cartelli o inscrizioni murali, facilmente visibili, indicanti il nome dell'abitato (Comune o frazione) attraversato dalla strada.

Art. 24.

Fermate ed ingombri sul suolo stradale.

Nessuno può recare in qualsiasi modo impedimento alla libera circolazione ed alla materiale sicurezza del transito.

Gli Enti cui le strade appartengono possono vietare o limitare, in determinati spazi, la sosta dei veicoli e degli animali che avvenga senza giustificato motivo ed oltre il tempo occorrente.

È proibita ogni fermata quando la strada sia così angusta che la metà di essa non basti al passaggio dei veicoli, tranne nei casi di caduta del carico, di guasto che sia indispensabile riparare sul posto, o di altro evento di forza maggiore.

Nelle fermate necessarie, i veicoli e gli animali devono essere collocati sulla destra in modo da lasciare libera al transito la maggior parte possibile della larghezza della strada senza impedire l'accesso alle altre vie ed alle proprietà laterali.

Nei casi di sosta i veicoli e gli animali non potranno essere lasciati dai loro conducenti neppure per breve tempo senza che costoro abbiano preso le opportune cautele per prevenire qualsiasi accidente.

Nel caso di ingombro del suolo stradale per guasto di un veicolo o per caduta totale o parziale del carico, il conducente deve provvedere sollecitamente a rendere libero il passaggio, e, quando non possa farlo, deve adottare le opportune cautele per la sicurezza del transito, compresa, la segnalazione luminosa dell'ostacolo durante la notte. Inoltre il conducente o persona incaricata, sotto la sua responsabilità, deve rimanere sul posto fino a quando non sia tolto l'ingombro e reso libero il passaggio.

È fatto altresì divieto di fermarsi sulla zona stradale occupata dalla sede tramviaria o di farvi sostare veicoli od animali in modo da impedire o ritardare la circolazione tramviaria. Ogni conducente di veicoli o di animali all'avvicinarsi di un treno o di una vettura tramviaria deve liberare completamente il binario e scostarsene in modo da rendere libera tutta la larghezza necessaria per il passaggio dei veicoli del treno o della tramvia.

Il contravventore alle disposizioni del presente articolo è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire cento.

Art. 25.

Custodia e vigilanza degli animali.

Gli armenti e le greggi di qualunque specie, circolanti sulle strade, debbono essere guidati da un numero sufficiente di guardiani e regolati in modo da lasciare libera almeno la metà della larghezza stradale. Essi non possono sostare sulle strade medesime nè di giorno nè di notte. È proibito inoltre di fare o di lasciare pascolare qualsiasi animale sulla pubblica via.

Di notte gli armenti e le greggi debbono essere preceduti da un conduttore munito di fanale.

I Prefetti delle provincie interessate, d'accordo fra loro, stabiliscono, anno per anno, norme speciali, per il passaggio di greggi od armenti trasmigranti periodicamente dalla pianura alla montagna e viceversa, determinando, ove occorra, gli itinerari e gli intervalli.

Salvo quanto è disposto nel Codice penale circa la omessa custodia ed il mal governo degli animali, è vietato di lasciar vagare liberamente per le strade qualsiasi animale molesto per il pubblico transito e di lasciarvi abbandonate bestie da tiro, da soma o da sella. Gli animali indomiti e pericolosi per la sicurezza dei viandanti non possono essere fatti circolare lungo le strade se non a condizione che ciascuno di essi abbia almeno un conduttore.

Il contravventore alle norme contenute nella prima parte, nel primo e nel terzo capoverso del presente articolo è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire cento.

Art. 26.

Mano da tenere nella circolazione stradale.

Tutti i veicoli, gli animali da tiro, da soma e da sella, gli armenti e le greggi circolanti sulle strade ordinarie sia negli abitati e sia in campagna, debbono costantemente essere tenuti sul lato destro, salvo che ciò riesca impossibile per la larghezza della strada, o malagevole per la sua sagoma in relazione alla natura ed al carico dei veicoli. In questo caso però essi devono essere tenuti il più possibile sulla destra, specialmente nelle curve e portati del tutto a destra per incrociare o lasciarsi sorpassare.

Il conducente di veicoli o di animali che vuol sorpassare deve dare il segnale di prescrizione, o di uso, a quelli che lo precedono, portarsi a sinistra e in seguito riportarsi a destra, appena può farlo senza inconvenienti per il veicolo o l'animale sorpassato. Il conducente sorpassato deve, occorrendo, rallentare l'andatura per facilitare questa manovra.

È vietato di sorpassare un veicolo che stia percorrendo una curva o che stia sorpassando un altro veicolo ed ogni qualvolta la visuale dinanzi non sia libera per un tratto sufficiente.

Nei tratti di strada di montagna a mezza costa o in rilevato, da segnalarsi con appositi cartelli, che dovranno essere apposti a cura e spese delle ditte esercenti linee in servizio pubblico regolarmente concesse od autorizzate, ogni veicolo che stia per incrociare con un autoveicolo di linee automobilistiche in servizio pubblico deve fermarsi poco prima dell'incrocio e non può procedere nella marcia se non quando sia passato il detto autoveicolo.

Il collocamento di tali cartelli è subordinato all'approvazione del Circolo Ferroviario d'Ispezione che la concede sentito il Compartimento per la viabilità.

I contravventori sono puniti con l'ammenda da lire venti a lire cinquanta.

Art. 27.

Cartelli indicatori.

A cura dell'Ente al quale compete la manutenzione della strada, debbono essere segnalati con cartelli, recanti le necessarie indicazioni e collocati ad opportuna distanza, i tratti di strada interdetti alla circolazione dei veicoli o di alcune categorie di essi, i tratti di strada e le opere d'arte che, anche per transitorie od impreviste circostanze, non consentano il sicuro transito di un veicolo a quattro ruote di ottanta quintali alla velocità di almeno quindici chilometri all'ora.

In corrispondenza alle opere d'arte e ai tratti di strada ove sia comunque impedito il transito dei veicoli, o per i

quali le limitazioni di peso per i veicoli medesimi scendano al disotto di quaranta quintali, i cartelli devono essere segnalati di notte con fanali rossi.

I cartelli debbono indicare il peso e la velocità dei veicoli di cui è consentito il transito e debbono essere situati alle due estremità del tratto di strada o ai due imbocchi della opera d'arte, e disposti in modo da essere chiaramente visibili.

Nei cartelli alle estremità dei ponti deve essere anche indicato il numero massimo dei veicoli, di peso consentito, che possano transitarvi contemporaneamente.

In aggiunta a queste prescrizioni generali il Compartimento per la viabilità ove trattisi di strade statali, o l'Ente cui è attribuita la manutenzione della strada in ogni altro caso, può ordinare le altre speciali cautele che giudicherà opportune segnalandole con cartelli, al fine di tutelare la sicurezza del transito su qualsiasi ponte che non presentasse le garanzie necessarie, riguardo alla stabilità, in rapporto al passaggio dei veicoli pesanti e per ogni altra circostanza.

Colui che transiti su tratti di strada od opere d'arte interdetti, o li percorra con peso e velocità superiori a quelli consentiti, oppure non si uniformi alle cautele prescritte, è punito, quando il fatto non costituisca reato più grave, con l'ammenda da lire cinquanta a lire duecento.

Art. 28.

Passaggi a livello.

I passaggi a livello custoditi od incustoditi, sia di ferrovie che di tramvie estraurbane, per i tratti in sede propria, debbono essere segnalati dai due lati a cura e spese dell'Ente proprietario delle strade, da cartelli indicatori, con le caratteristiche e le distanze prescritte nelle convenzioni internazionali rese esecutive nel Regno.

Le aziende esercenti linee ferroviarie o tramviarie estraurbane sono tenute ad indicare i passaggi a livello aperti ed incustoditi con altra speciale segnalazione sul posto.

I pali delle segnalazioni predette, allorchè il servizio ferroviario e tramviario prosegue nelle ore notturne, devono essere tinteggiati a grandi striscie di colore a forte contrasto, in modo da riuscire percepibili anche dopo il tramonto del sole.

Dovrà essere del pari assicurata, salvo in casi di speciali condizioni atmosferiche, la normale visibilità della linea ferrata dalla strada ordinaria da entrambi i lati del passaggio a livello.

Le vie fuori dell'abitato che sboccano sulle strade ordinarie percorse da ferrovie o tramvie anche in sede separata devono allo sbocco essere munite di cartelli indicatori, ove ne sia riconosciuta la necessità dal Circolo Ferroviario di Ispezione.

Le segnalazioni di cui al primo capoverso e al quarto capoverso, devono essere fornite e messe in opera dalle aziende esercenti. Gli Enti proprietari delle strade interessate non possono opporsi nè pretendere compensi di sorta per l'occupazione del suolo.

I provvedimenti necessari per assicurare le condizioni di visibilità della linea ferrata da entrambi i lati di un passaggio a livello hanno carattere di pubblica utilità, e sono ad essi applicabili le disposizioni delle leggi sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità dei beni immobili o di diritti sui beni medesimi.

Per le espropriazioni occorrenti all'attuazione dei provvedimenti di cui al precedente capoverso sulle linee ferroviarie esercitate dall'Amministrazione delle Ferrovie dello Stato, sono applicabili le particolari norme in vigore per le espropriazioni alle quali debba procedere la detta Amministrazione.

In caso di contestazione decide il Ministro per le Comunicazioni.

Prima di impegnare il passaggio a livello ogni conducente di veicoli o di animali deve rallentare in modo tale da potere, ove occorra, fermarsi senza impegnare il binario. Assicuratosi che nessun treno sia in vista deve traversare rapidamente i binari. Il contravventore alla presente disposizione è punito con l'ammenda da lire cento a lire cinquecento.

Le vie della città che sboccano con insufficiente visibilità, riconosciuta dall'Autorità comunale, in altre percorse da tramvie, debbono essere munite di cartelli indicatori a cura e spese delle aziende tramviarie.

Alla loro illuminazione, quando sia necessaria di notte, deve provvedere a proprie spese l'Amministrazione comunale.

Art. 29.

Biforcazioni e incroci di strade.

Nelle biforcazioni o nei crocevia, ogni conducente di veicoli e di animali, per voltare a sinistra deve girare al largo, lasciando sulla propria sinistra il maggiore spazio possibile dall'angolo d'incrocio fra la strada che abbandona e quella che imbocca.

Nel caso di biforcazioni od incroci di strade pubbliche ogni conducente di veicoli od animali deve dare la precedenza ai veicoli ed animali che giungano dalla sua destra salvo diverse segnalazioni da farsi con cartelli per dare la precedenza ai veicoli provenienti da strade estraurbane dichiarate di grande circolazione.

Negli sbocchi di proprietà privata sulle strade pubbliche, la precedenza spetta sempre ai veicoli ed animali che circolino su queste ultime.

Negli attraversamenti di linee tramviarie o ferroviarie su strada la precedenza spetta in ogni caso al materiale circolante sul binario.

Le segnalazioni di cui al primo capoverso del presente articolo saranno poste a cura e spese dell'Ente cui appartiene la strada dichiarata di grande circolazione.

Nei centri abitati sono applicabili le medesime regole.

Con decreto Reale da emanarsi su proposta del Ministro per i Lavori Pubblici saranno elencate le strade considerate di grande circolazione agli effetti del presente articolo.

Art. 30.

Segnali.

Prima di sorpassare ovvero prima di incrociare nei punti malagevoli, in prossimità delle biforcazioni o dei crocevia, ed ogni qualvolta la strada innanzi non sia libera o visibile per un tratto sufficiente, i conducenti sono tenuti a richiamare l'attenzione degli altri conducenti e dei pedoni, facendo uso dei segnali regolamentari o colla voce.

Quando un veicolo rallenti la sua velocità o debba fermarsi ovvero debba cambiare direzione o strada, il conducente è tenuto a far segno a coloro che lo seguono, con la mano o con apposito dispositivo meccanico.

È vietato ai conducenti di veicoli a trazione animale e di velocipedi di fare uso dei segnali prescritti nel presente decreto per gli autoveicoli e per i motocicli.

Il contravventore alle disposizioni del presente articolo ed a quelle che saranno emanate dal Ministro per le Comunicazioni a termini dell'articolo 111 è punito con l'ammenda da lire venti a lire duecento.

Art. 31.

Limitazioni speciali di transito.

È vietato percorrere con veicoli od animali da tiro, da soma o da sella le parti della strada riservate ai pedoni.

È fatta eccezione per i carrozzini od altri piccoli veicoli spinti a mano, e destinati esclusivamente al trasporto di bambini, di invalidi o di infermi, nonchè per i velocipedi condotti a mano.

Le parti di strada riservate ai cavalli da sella sono vietate agli altri animali ed ai veicoli di qualunque specie.

Salve indicazioni contrarie, i marciapiedi in rialzo e le banchine e i viali laterali s'intendono riservati ai pedoni. Sulle banchine a livello i veicoli possono spostarsi soltanto in caso di insufficienza della carreggiata all'incrocio con altri veicoli e per il tempo e lo spazio strettamente necessari.

È vietato interrompere colonne di truppe, squadre di scolari, cortei e processioni.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire venti a lire cento.

Art. 32.

Condotta dei veicoli.

Ogni veicolo deve essere guidato da un conducente idoneo per età e per condizioni fisiche e mentali, che non deve normalmente abbandonare la guida o almeno deve trovarsi in posizione da poterla riprendere in ogni momento.

Se un veicolo è tirato da non più di quattro bestie appaiate o da non più di tre bestie a spiga, può essere guidato da un solo conducente.

Non è permesso di rimorchiare con veicolo a trazione animale più di un altro veicolo e l'attacco deve presentare le necessarie garanzie di solidità e di sicurezza.

Nelle fermate necessarie il conducente o i conducenti non possono allontanarsi neppure per breve tempo senz'avere adottato le cautele necessarie, tra le quali la chiusura dei freni, per prevenire qualsiasi accidente, e senz'avere adottato, trattandosi di autoveicoli, le cautele atte ad impedire a persona inesperta di mettere in movimento l'autoveicolo.

Il contravventore, quando non ricorra l'applicazione dell'articolo 672 del Codice penale, è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire cento.

Art. 33.

Obblighi dei conducenti verso i funzionari, ufficiali ed agenti incaricati di vigilare sull'osservanza delle norme contenute nel presente decreto.

Chiunque circoli sulle vie ed aree pubbliche è tenuto a fermarsi a qualsiasi richiesta degli agenti cui spetta di vigilare sull'osservanza delle norme contenute nel presente decreto, quando essi siano in uniforme od almeno muniti di berretto uniforme o di altro distintivo o segno che sarà stabilito dal Ministro per l'Interno di concerto coi Ministri interessati, con decreto da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale*

Inoltre i conducenti sono tenuti ad esibire, a qualunque funzionario, ufficiale od agente che ne faccia richiesta, la licenza di circolazione, i certificati di abilitazione, le patenti e qualsiasi altro documento del quale debbano essere in possesso a norma del presente decreto e dei regolamenti comunali.

L'invito a fermarsi è fatto con la voce, col segno della mano o, se l'agente sia in borghese, con l'uso del distintivo menzionato nella precedente disposizione.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire duecento.

Quando il conducente si sia rifiutato di esibire i documenti di cui è menzione nel presente articolo, è inoltre disposto il ritiro dei certificati o della patente per un tempo corrispondente alla pena inflitta se fosse convertita in una pena restrittiva della libertà personale, ed in ogni caso non inferiore ad un mese.

Art. 34.

Sanzioni per il caso di investimento.

Senza pregiudizio delle pene stabilite nel Codice penale il conducente che in caso di investimento di persona siasi dato alla fuga, ovvero abbia abbandonata senza soccorso la persona investita, è punito con l'ammenda da lire cinquecento a lire tremila o con l'arresto fino a sei mesi, ovvero con entrambe le pene.

Qualora l'investimento abbia prodotto la morte o lesioni alla persona investita, le pene comminate dal Codice penale non possono essere inferiori alla metà del massimo.

Nei casi indicati nelle precedenti disposizioni è disposto il ritiro delle patenti a condurre autoveicoli per un tempo non inferiore a due mesi. Se si tratti di persona che eserciti la professione di conducente per la quale sia richiesta una speciale licenza, questa è pure ritirata per un periodo di tempo non inferiore a tre mesi.

Il conducente si fermi ed occorrendo presti soccorso alla persona investita non è soggetto all'arresto preventivo stabilito dalle vigenti leggi per il caso di flagranza di reato e le pene da infliggere a norma del Codice penale potranno essere ridotte di un terzo.

Art. 35.

Gare di velocità.

Sulle strade ed aree pubbliche sono vietate le gare di velocità con animali o veicoli a trazione animale, salvo speciali autorizzazioni da rilasciarsi dal Questore. In tali autorizzazioni sono specificate le condizioni alle quali le gare sono subordinate.

Per le gare di velocità degli autoveicoli su strade ordinarie, sono competenti ad accordare l'autorizzazione i Prefetti delle Provincie nel cui territorio le gare medesime debbono aver luogo.

Tale autorizzazione è subordinata al preventivo collaudo del percorso da parte di un tecnico dell'Azienda Autonoma Statale della Strada assistito da un rappresentante del Reale Automobile Club d'Italia, se si tratti di gara automobilistica, e del Moto Club, se si tratti di gara motociclistica, ed al conseguente nulla osta del Ministro per i Lavori Pubblici. Quando il percorso interessi linee ferroviarie od automobilistiche, regolarmente concesse od autorizzate, al collaudo interviene un rappresentante del Circolo Ferroviario d'Ispezione.

L'autorizzazione deve essere chiesta dai promotori almeno quindici giorni prima della data fissata per la gara.

Può essere omesso il collaudo del percorso ed il nulla osta del Ministro per i Lavori Pubblici, quando, anzichè di gare di velocità, si tratti di gare di regolarità per le quali non sia ammessa una velocità media eccedente i cinquanta chilometri all'ora.

Per le gare velocipedistiche non occorre una speciale autorizzazione; tuttavia i promotori sono obbligati a darne notizia tre giorni prima al Questore il quale può modificare a suo giudizio insindacabile gli itinerari per motivi di incolumità pubblica.

I contravventori sono puniti con l'ammenda da lire cinquecento a lire duemila.

CAPO II.

Norme comuni a tutti i veicoli.

Art. 36.

Velocità.

È obbligo del conducente regolare la velocità dei veicoli in modo che, avuto riguardo al loro tipo, sistema di frenatura e peso, alle caratteristiche e condizioni delle strade e ad altre speciali circostanze di qualsiasi natura, essa non costituisca pericolo per la sicurezza delle persone e delle cose e causa di disordine o di intralcio per la circolazione.

La velocità deve essere particolarmente moderata nei tratti di strada a visuale non libera ed in curva, in prossimità delle scuole, dei crocevia e delle biforcazioni, nelle forti discese, nelle ore notturne, nei casi di nebbia, di foschia o di polvere, nei passaggi stretti o ingombrati, nell'attraversamento degli abitati o comunque di tratti di strada fiancheggiati da case.

Ogni veicolo deve altresì rallentare la velocità e, occorrendo, anche fermarsi quando riesca malagevole l'incrocio con altri veicoli, quando i pedoni che si trovino sul suo percorso tardino a scansarsi, e quando, al suo avvicinarsi, gli animali che si trovino sulla strada diano segno di spavento.

Alla osservanza delle disposizioni precedenti sono tenuti anche i conducenti di bestie da tiro, da soma e da sella.

Il contravventore alle disposizioni del presente articolo è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire duecento.

Quando il fatto sia commesso negli incroci, nelle curve o in condizioni di insufficiente visibilità, determinata da nebbia, foschia, polvere, o da altre cause, il contravventore è punito con l'ammenda da lire cento a lire cinquecento.

Art. 37.

Sagoma limite.

Ogni veicolo, compreso il relativo carico, deve potersi inscrivere in una sagoma di metri due e centimetri cinquanta di larghezza e di metri quattro di altezza. Per gli automobili adibiti a linee in servizio pubblico, regolarmente concesse o autorizzate, l'altezza massima può raggiungere i metri quattro e centimetri cinquanta.

La lunghezza totale, esclusi gli organi di attacco, non deve eccedere metri sei per i veicoli ad un asse, metri dieci per i veicoli a due assi, e metri dodici per quelli a tre assi.

Le estremità del fusello e del mozzo non debbono sporgere rispetto a qualsiasi punto del restante contorno esteriore.

Sono eccettuati da quest'ultima disposizione gli strumenti agricoli, i veicoli a trazione animale sprovvisti di parafanghi o con la carrozzeria non sporgente sulle ruote, per i quali la massima sporgenza del mozzo e del fusello rispetto al piano estremo del cerchione non deve superare i venticinque centimetri.

Per i veicoli di speciali esigenze gli Enti cui le strade appartengono possono consentire eccedenze fino a centimetri trenta misurati sempre a partire dal piano estremo del cerchione e per ruote di diametro non inferiore a metri uno e centimetri ottanta, rilasciando all'uopo speciali permessi di circolazione.

È vietato di applicare ai lati del veicolo sedili amovibili o inamovibili sporgenti sulla larghezza di esso e del carico, in modo che il conducente sia con tutto o con una parte del corpo fuori di detta larghezza.

È altresì vietato di applicare, a scopo di frenatura o per altro motivo, aste od oggetti che per la larghezza o posizione possano sporgere al di fuori della sagoma del veicolo.

Quando il carico sporga di oltre un metro e mezzo longitudinalmente dalla parte posteriore del veicolo, esso deve essere segnalato mediante una targa in legno o metallo a grandi strisce bianche e rosse delle dimensioni minime di centimetri cinquanta per cinquanta, da apporsi verticalmente all'estremità posteriore del carico stesso.

Sui tratti di strada di larghezza inferiore a sei metri, che presentino particolari difficoltà di andamento o di visibilità, l'Ente cui la strada appartiene, ed ove trattisi di strade militari, l'Autorità Militare competente, ha facoltà di limitare nell'interesse della regolarità e della sicurezza della circolazione, previa autorizzazione del Ministro per i Lavori Pubblici e di quello per le Comunicazioni, il transito dei veicoli che per la sagoma od il peso eccedano i limiti di sicurezza ammissibili su tali tratti di strade.

Le limitazioni devono farsi risultare con appositi cartelli indicatori a norma dell'articolo 27 del presente decreto.

Il contravventore alle disposizioni del presente articolo è punito con l'ammenda da lire cento a lire mille.

Art. 38.

Accessori mobili.

Le catene e tutti gli accessori mobili devono essere fissati ai veicoli in modo da non sporgere nelle loro oscillazioni al di fuori della sagoma del veicolo e da non strisciare sul terreno. Sono esenti da questa prescrizione le macchine agricole, per le quali tuttavia è fatto obbligo di tenere sollevati dal suolo gli erpici, i vomeri ed altri strumenti agricoli durante il transito sulla strada.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire duecento.

Art. 39.

Pesi massimi.

Il peso complessivo di un veicolo, costituito dal peso del veicolo e del suo carico, non può eccedere i cinquanta quintali per i veicoli ad un asse, gli ottanta quintali per i veicoli a due assi e i cento quintali per quelli a tre assi.

Il peso complessivo di un autoveicolo carico o di un rimorchio da autoveicolo carico non può eccedere i sessanta quintali per gli autoveicoli ad un asse, i cento quintali per quelli a due assi, ed i centoventi quintali per quelli a tre assi.

Quando l'autoveicolo nelle condizioni di massima prestazione è insuscettibile di sviluppare su strada in piano una velocità massima superiore a cinquanta chilometri all'ora, quando è munito di gomme pneumatiche tali che il carico unitario medio trasmesso sull'area d'appoggio sulla strada sia non superiore a Kg. 6,5 per centimetro quadrato e quando, se trattisi di veicoli a tre assi, la distanza tra due assi contigui sia non minore di metri uno e centimetri venticinque, il peso complessivo dell'autoveicolo può raggiungere i centoquaranta quintali per gli autoveicoli a due assi e i centottanta quintali per quelli a tre assi.

È in facoltà degli Enti cui compete la manutenzione delle strade accordare in casi speciali e per giustificati motivi, pei veicoli eccedenti i pesi complessivi suindicati, autorizzazioni eccezionali di transito, quando a loro giudizio, ciò sia compatibile con la conservazione del piano stradale e

la stabilità dei manufatti prescrivendo all'uopo le necessarie condizioni e cautele.

Tali autorizzazioni per gli autoveicoli non possono in ogni caso essere accordate per pesi eccedenti i limiti potenziali di carico risultanti dalle licenze di circolazione.

La inosservanza alle disposizioni del presente articolo è punita con l'ammenda da lire cinquanta a lire cinquecento e se si tratti di autoveicoli è anche ritirata la licenza di circolazione per un periodo non inferiore ad un mese.

Art. 40.

Trasporti eccezionali.

Per i trasporti di cose indivisibili, che eccedano, per le dimensioni o per il peso, i limiti stabiliti negli articoli 37 e 39 o per esigenze eccezionali, e salva sempre l'osservanza dell'articolo 43, è in facoltà degli Enti cui compete la manutenzione delle strade di accordare speciali autorizzazioni, quando, a loro giudizio, ciò sia compatibile con la conservazione delle massicciate e la stabilità dei manufatti, prescrivendo all'uopo le cautele e le condizioni necessarie anche nell'interesse della sicurezza del transito.

L'autorizzazione può essere data in via permanente, per una determinata serie di trasporti, o volta per volta, ma sempre per un determinato percorso. Quando le strade da percorrere siano in manutenzione di Enti locali, contro il diniego di autorizzazione o contro le condizioni e cautele alle quali l'autorizzazione sia subordinata, è ammesso il ricorso al Prefetto, che provvede in via definitiva, sentito il Genio civile. Il Prefetto può anche di ufficio, sentito il Genio civile, vietare o sottoporre a speciali modalità l'autorizzazione del transito.

Per le strade statali la competenza ad accordare la autorizzazione per i trasporti eccezionali anzidetti è del Capo Compartimento per la viabilità, salvo ricorso al Ministro per i Lavori Pubblici.

In ogni caso le autorizzazioni anzidette nei riguardi del peso degli autoveicoli non possono essere accordate per portate superiori a quelle riconosciute ammissibili per il veicolo dal Circolo Ferroviario d'Ispezione competente.

Il contravventore alle condizioni imposte con la autorizzazione è punito con l'ammenda da lire venti a lire duecento.

Art. 41.

Illuminazione dei veicoli.

Salve le disposizioni speciali per gli autoveicoli e per i velocipedi, ogni altro veicolo circolante sulle strade pubbliche deve portare, nelle ore e nei casi appresso indicati, uno o più segnali luminosi a luce bianca, visibili nella direzione di marcia ad almeno cento metri di distanza.

Se il segnale bianco è unico, deve essere situato sulla sinistra del veicolo.

Le disposizioni precedenti debbono essere osservate per ciascun veicolo anche nel caso di più veicoli che marcino in colonna.

L'accensione dei segnali luminosi è obbligatoria da mezz'ora dopo il tramonto del sole a mezz'ora prima del suo sorgere.

È obbligatoria anche di giorno in caso di nebbia o di foschia. I fanali obbligatori devono rimanere accesi anche durante le fermate, a meno che queste non avvengano negli spazi nei quali è consentita la sosta ed i veicoli siano resi visibili dalla illuminazione stradale.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire cento.

Art. 42.

Incauto affidamento dei veicoli.

Chi affida un veicolo a persona inesperta od incapace di guidarlo, o non munita della speciale patente, qualora sia prescritta, ovvero permette o tollera che lo guidi, è punito con l'ammenda da lire cinquanta a lire cinquecento o con l'arresto fino ad un mese, salvo quando siano applicabili le disposizioni dell'articolo 672 del Codice penale.

Se il veicolo sia un velocipede la pena è l'ammenda da lire venticinque a lire trecento, e il minimo non potrà essere inferiore a lire cento se la consegna o l'affidamento avvennero per motivi di lucro.

CAPO III.

NORME SPECIALI PER I VEICOLI A TRAZIONE ANIMALE.

Art. 43.

Dimensioni dei cerchioni delle ruote dei veicoli.

Nei veicoli a trazione animale le dimensioni dei cerchioni metallici devono essere, in qualsiasi momento, commisurate al peso a carico completo, indicato nella targa prescritta nell'articolo 45, giusta le seguenti norme:

a) Veicoli a due ruote, larghezza minima:

mm. quaranta per i pesi lordi dei veicoli fino a dieci quintali;

mm. cinquanta per pesi lordi dei veicoli da dieci fino a quindici quintali;

mm. sessanta per pesi lordi dei veicoli da quindici fino a venti quintali;

mm. ottanta per pesi lordi dei veicoli da venti fino a trenta quintali;

mm. cento per pesi lordi dei veicoli da trenta fino a quaranta quintali;

mm. centoventi per pesi lordi dei veicoli da quaranta fino a cinquanta quintali.

b) Veicoli a quattro o sei ruote, larghezza minima:

mm. quaranta per pesi lordi fino a quindici quintali;

mm. sessanta per pesi lordi da quindici fino a trenta quintali;

mm. ottanta per pesi lordi da trenta fino a cinquanta quintali;

mm. cento per pesi lordi da cinquanta fino ad ottanta quintali.

Per i veicoli a sei ruote millimetri centoventi per pesi lordi oltre ottanta quintali.

Per i carri agricoli trainati da quadrupedi, di peso lordo superiore ai venti quintali, se a due ruote, ed ai trenta quintali se a quattro ruote, sono consentite dimensioni dei cerchioni inferiori di non oltre un centimetro a quelle prescritte. Quando invece il peso lordo del veicolo non superi i venti quintali nei carri a due ruote ed i trenta quintali nei carri a quattro ruote, è ammesso l'uso dei cerchioni di larghezza non inferiore a quaranta millimetri.

Si considerano carri agricoli quelli impiegati per trasporti ad uso esclusivo delle colonie ed aziende agricole e che abitualmente circolino nel fondo al cui servizio sono destinati.

Gli autoveicoli e i loro rimorchi, i quali per l'uso cui sono adibiti o per il carico indivisibile che devono trasportare abbiano le ruote munite di cerchioni metallici, e non siano inoltre suscettibili di sviluppare una velocità superiore a quindici chilometri all'ora, le locomobili e le trattrici agricole, quando transitino su strade e aree pubbliche, debbono ave-

re i cerchioni delle ruote munite di cingoli o di dispositivi elastici atti ad impedire danneggiamenti od eccessivo logorìo del piano stradale secondo le prescrizioni che verranno all'uopo emanate dal Ministro per le Comunicazioni, di concerto con quello per i Lavori Pubblici, inteso il Ministro per l'Agricoltura e le Foreste, con decreto da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Gli Enti cui compete la manutenzione delle strade, quando concorrano circostanze eccezionali, e previa autorizzazione del Prefetto, possono emanare speciali disposizioni restrittive nei riguardi della larghezza dei cerchioni in relazione al peso del veicolo a carico completo e secondo le condizioni delle singole strade.

Il contravventore alle disposizioni del presente articolo è punito con l'ammenda da lire cinquanta a lire cinquecento.

Art. 44.

Misurazione e forma dei cerchioni.

La larghezza dei cerchioni di cui all'articolo precedente deve essere misurata secondo la sezione retta parallela all'asse della ruota escludendo l'arrotondamento degli spigoli in quanto esso superi mezzo centimetro per parte.

È proibito di fissare i cerchioni ai quarti o gavelli delle ruote con chiodi a testa sporgente dalla superficie del cerchione.

La superficie dei cerchioni deve essere liscia e cilindrica senza spigoli, sporgenze o discontinuità in qualunque senso.

Il contravventore alle disposizioni del presente articolo è punito con l'ammenda da lire cinquanta a lire cinquecento.

Art. 45.

Targhe - Verifiche.

I veicoli a trazione animale si distinguono nelle seguenti categorie:

a) veicoli per trasporto di persone;

b) veicoli per trasporto di merci;

c) carri agricoli per i servizi di cui all'articolo 43.

I proprietari di veicoli a trazione animale sono tenuti a farvi apporre, a seconda della categoria cui i veicoli appartengono, una targa metallica portante, in caratteri chiaramente visibili, il loro nome, cognome, o la denominazione della ditta, e il Comune di residenza.

Tutti i veicoli a trazione animale destinati al trasporto di merci debbono altresì recare, sulla stessa targa, l'indicazione del peso a vuoto e della portata.

La portata ed il peso a vuoto e la larghezza dei cerchioni dei veicoli a trazione animale devono essere sottoposti, sotto la vigilanza del Prefetto, alla verifica da parte del comune di residenza del proprietario, che munisce di apposito contrassegno la targa prescritta dal precedente capoverso. A tal fine l'interessato corrisponderà la tassa di lire due.

La targa va rinnovata quando occorra variare alcuna delle indicazioni prescritte o quando le indicazioni stesse non sono più chiaramente leggibili.

La inosservanza di tali disposizioni è punita con l'ammenda da lire cinquanta a lire cinquecento.

I proprietari dei veicoli trovati a circolare con peso superiore a quello indicato nella targa ed i proprietari dei veicoli recanti la targa con la denominazione di carri agricoli, che siano trovati a circolare su strade pubbliche, per trasporti diversi da quelli indicati nel terzo capoverso dell'articolo 43, con cerchioni di larghezza inferiore a quella normale, sono puniti con l'ammenda da lire cinquanta a lire cinquecento.

Nei regolamenti municipali possono essere stabilite disposizioni speciali per le targhe dei veicoli a trazione animale in servizio pubblico, ovvero di Enti o di Amministrazioni pubbliche e per i veicoli trascinati a braccia.

È obbligo dei Comuni di istituire un registro matricolare di veicoli a trazione animale appartenenti a persone che risiedono nel comune.

Art. 46.

Norme per la costruzione e vendita dei veicoli.

Per esercitare l'arte di fabbricare o riparare, o per vendere veicoli a trazione animale è necessaria l'abilitazione del Prefetto.

Nelle costruzioni di carri a trazione animale e nella riparazione di quelli esistenti è obbligatoria, quanto ai cerchioni delle ruote, l'osservanza delle dimensioni prescritte dall'articolo 43.

Il Prefetto esercita la vigilanza sui costruttori a mezzo dei funzionari ufficiali ed agenti indicati nell'articolo 122 del presente decreto.

Il contravventore alla norma del comma primo è punito con l'ammenda da lire cinquanta a lire trecento e con la sospensione dall'esercizio dell'arte per giorni quindici.

In pendenza del giudizio penale, il Prefetto deve ordinare la temporanea chiusura dell'officina, del negozio di vendita, e la sospensione dall'esercizio dell'arte, quando si proceda contro un costruttore già condannato per reato della stessa indole. In ogni altro caso il Prefetto può emanare i suddetti provvedimenti quando ne ravvisi la necessità per impedire nuove violazioni delle norme contenute negli articoli precedenti.

Il Prefetto può sempre, anche dopo una sola condanna, revocare l'abilitazione su proposta o previo parere del Capo del Compartimento per la viabilità o dell'Ingegnere Capo del Genio civile.

Contro i provvedimenti del Prefetto è ammesso il ricorso al Ministro per i Lavori Pubblici entro trenta giorni dalla notificazione all'interessato.

Art. 47.

Freni.

Tutti i veicoli a trazione animale debbono essere muniti di freno mantenuto sempre in condizioni di normale efficienza e disposto in modo da poter essere in qualsiasi occasione facilmente e rapidamente manovrato.

Sono esclusi da tale obbligo i carri agricoli quando circolino su strade pianeggianti.

La qualità dei carri agricoli deve risultare dalla targa prescritta nell'articolo 45.

È vietato per i veicoli di qualunque natura l'uso del freno a scarpa.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire duecento.

Art. 48.

Disposizioni speciali per i veicoli in servizio pubblico.

Per i veicoli in servizio pubblico, gli imprenditori o i loro agenti devono assicurarsi che il veicolo si trovi, sotto ogni rapporto, in condizioni di poter iniziare e proseguire il viaggio con piena sicurezza dei viaggiatori e della circolazione in genere.

Al Podestà incombe l'obbligo di accertare le condizioni di sicurezza, generali o particolari, dei veicoli in servizio pubblico a trazione animale.

Art. 49.

Deroghe per i veicoli appartenenti alle Amministrazioni Militari ed ai Corpi Armati dello Stato.

Le disposizioni degli articoli 37, 39, 40, 41, 43, 44 e 45 non si applicano alla circolazione del materiale speciale appartenente alle Amministrazioni militari ed ai Corpi Armati dello Stato.

Con decreto da emanarsi dal Ministro per i Lavori Pubblici, di concerto con gli altri Ministri interessati, la deroga alle disposizioni degli articoli sopraindicati può essere estesa anche ai veicoli ordinari appartenenti alle Amministrazioni ed ai Corpi Armati di cui sopra.

CAPO IV.

VELOCIPEDI.

Art. 50.

Segnalamenti.

Nelle ore e nei casi in cui ne è obbligatoria l'accensione a norma dell'articolo 41, ogni velocipede deve essere munito di un fanale anteriore a luce bianca e di uno a luce rossa applicato posteriormente. Il fanale può essere unico, sempre che atto ed ubicato in modo da provvedere efficacemente alle due segnalazioni. Ogni velocipede deve inoltre essere sempre munito di un campanello il cui suono possa essere avvertito almeno a trenta metri di distanza. Qualora manchi il campanello, o nelle ore o nei casi in cui è obbligatoria l'accensione, manchi il fanale o questo non sia in grado di funzionare, il velocipede deve essere condotto a mano.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire cento.

Art. 51.

Freni.

Ogni velocipede deve essere munito di un freno ad azione pronta ed efficace. Quando ne sia privo, o il freno sia in condizioni di non funzionare, il velocipede deve essere condotto a mano.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire cento.

Art. 52.

Facoltà dei Comuni.

In quanto non sia preveduto negli articoli precedenti, è demandata ai Comuni la facoltà di disciplinare nell'interno degli abitati la circolazione dei velocipedi.

Nei casi di divieto di circolazione dei soli velocipedi su determinate vie e piazze, quando queste non risultino già indicate nei regolamenti approvati a norma dell'articolo 128, è ammesso il ricorso al Prefetto che, sentito il Capo Compartimento per la viabilità se trattisi di traverse di strade statali o l'Ingegnere Capo del Genio civile negli altri casi, decide definitivamente.

CAPO V.

PEDONI.

Art. 53.

I pedoni devono circolare sui viali laterali alle strade, sui marciapiedi, sulle banchine e sugli altri spazi a loro riservati. Quando manchino o siano manifestamente insufficienti gli spazi riservati ai pedoni, questi possono camminare sul margine della strada destinata ai veicoli ma in modo da causare il minimo intralcio possibile alla circolazione.

I pedoni tengono la propria sinistra quando sia così disposto da regolamenti comunali o da ordinanze del Podestà, salvo il caso in cui la strada sia percorsa lateralmente da una linea tramviaria.

Quando la strada sia fiancheggiata da marciapiedi rialzati, di larghezza superiore a un metro, su questi è consentita la doppia circolazione dei pedoni, che debbono in tali casi tenere la propria destra.

È vietato ai pedoni di circolare o sostare, salvi i casi di assoluta necessità, sulla parte della strada destinata ai veicoli.

È altresì vietato ai pedoni di traversare diagonalmente le strade, le piazze e i crocevia. Per traversare, i pedoni dovranno scegliere la via più breve e usare la più diligente cautela.

Nei regolamenti comunali devono essere stabilite norme per garantire anche ai pedoni la sicurezza dell'attraversamento della strada nei punti di maggior traffico.

I contravventori alle disposizioni del presente articolo, sono puniti con l'ammenda da lire cinque e lire venticinque.

TITOLO III.

AUTOVEICOLI E CONDUCENTI.

CAPO I.

NORME GENERALI.

Art. 54.

Definizione degli autoveicoli e competenza per la vigilanza.

Sotto la denominazione di autoveicoli sono compresi tutti i veicoli a trazione meccanica destinati a circolare senza guida di rotaie sulle strade ed aree pubbliche, e sulle strade che siano riservate unicamente alla circolazione di essi (autostrade).

Gli autoveicoli sono soggetti alle norme del presente decreto, e, per quanto forma oggetto del presente titolo, sono sottoposti alla vigilanza del Ministero delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili).

Agli effetti del presente decreto sono considerati autoveicoli:

a) gli automobili (autovetture, autocarri, trattrici stradali e simili);

b) i motocicli, le motocarrozzette e i motofurgoncini.

Gli autoveicoli di cui alla lett. *b*) sono quelli a due o tre ruote nei quali il conducente deve stare a cavalcioni sul telaio.

Non sono soggetti alle norme del presente titolo, salvo che sia espressamente disposto:

1° Gli autoveicoli di cui alla lett. *b*) del secondo capoverso del presente articolo.

2° I pattini a motore con conducente in piedi.

3° Le trattrici agricole quando non siano adibite a servizi di traino su strade, i compressori stradali e le locomobili, anche se utilizzino il loro motore per il dislocamento, purchè non siano capaci di superare la velocità di chilometri quindici all'ora.

Sono esclusi inoltre i veicoli a trazione elettrica con presa di corrente da filo di linea adibiti a servizio pubblico, ai quali si applicano le disposizioni vigenti per le tramvie.

Art. 55.

Cerchioni degli autoveicoli.

Ogni autoveicolo, compresi quelli di cui alla lett. *b*) dell'articolo 54, ed i rimorchi da autoveicoli, salvo quelli indicati nel penultimo comma dell'articolo 43, debbono avere i cerchioni delle ruote rivestiti di gomme pneumatiche o semipneumatiche.

I chiodi fissati sopra il rivestimento di gomma, allo scopo di evitare lo slittamento, debbono poggiare sul suolo mediante una superficie circolare e piatta di almeno dieci millimetri di diametro, esclusa qualsiasi punta, e con una sporgenza sulla superficie del rivestimento non superiore a quattro millimetri.

Il contravventore alle norme della prima parte del presente articolo è punito con le pene e le sanzioni stabilite nel secondo capoverso dell'articolo 70. È in ogni caso ordinato dal Prefetto il ritiro della licenza di circolazione o dell'autorizzazione alla circolazione degli autoveicoli o del rimorchio. Il ritiro può essere anche ordinato direttamente dal Circolo Ferroviario d'Ispezione il quale ne informerà il Prefetto competente, trasmettendogli la licenza. Il documento di circolazione non può essere restituito se non in seguito all'accertamento, da parte del Circolo Ferroviario d'Ispezione, dell'avvenuta applicazione delle gomme pneumatiche o semipneumatiche.

Chi contravviene alle norme del primo capoverso del presente articolo è punito con l'ammenda da lire cinquanta a lire duecento.

Art. 56.

Gomme pneumatiche e semi-pneumatiche.

Agli effetti del presente decreto si considerano gomme pneumatiche quelle che presentano una superficie di rotolamento in gomma con camera o camere interne contenenti aria a pressione superiore a quella atmosferica, costruite in modo che sotto l'azione del carico di lavoro normale, si schiaccino totalmente quando la pressione interna viene a mancare.

Si considerano gomme semipneumatiche quelle con una o più camere d'aria interne a pressione atmosferica.

La disposizione e il numero di tali camere d'aria dovranno rispondere alle caratteristiche fissate con decreto del Ministro per le Comunicazioni, che determinerà pure i minimi di altezza e di larghezza dei vuoti nonchè il carico massimo legale di esercizio di ogni anello semipneumatico.

Art. 57.

Motori degli autoveicoli.

Ogni autoveicolo, compresi quelli di cui alla lettera *b*) dell'articolo 54, deve portare impresso o in rilievo, in un punto facilmente visibile, sul motore e sul telaio la marca della casa costruttrice, nonchè il tipo ed il numero di identificazione del motore e del telaio stesso.

Nei casi in cui manchi o non sia leggibile sul motore o sul telaio il numero di identificazione, dovrà essere punzonato sul motore o sul telaio, all'atto del collaudo o del rilascio dell'autorizzazione a circolare, un numero distintivo d'ufficio, il quale verrà preceduto e seguito da due marchi con punzone del Circolo collaudatore.

Gli estremi di tale numero saranno riportati sulla licenza di circolazione o sull'autorizzazione alla circolazione.

Chiunque contraffà, altera ovvero cancella o rende comunque illeggibile il numero di identificazione del motore o del telaio è punito con la reclusione da sei mesi a tre anni e con la multa da lire mille a lire tremila.

Art. 58.

Segnalamento acustico degli autoveicoli.

Ogni autoveicolo, compresi quelli di cui alla lettera *b*) dell'articolo 54, deve essere fornito per le segnalazioni acustiche di una tromba a forte suono; è consentito fuori degli abitati l'impiego di apparecchi ausiliari di segnalazione.

Gli automobili in servizio pubblico di linee automobilistiche debbono avere un dispositivo di segnalazione acustica speciale. Per gli automobili adibiti in servizio pubblico su linee urbane è ammesso l'impiego di campane del tipo tramviario.

È proibito ai conducenti di servirsi, senza necessità inerenti alla circolazione, nelle città e nei villaggi, delle segnalazioni acustiche.

Chi circoli con autoveicolo non munito degli apparecchi di segnalazione acustica, il cui uso è obbligatorio a norma del presente articolo, è punito con l'ammenda da lire duecento a lire cinquecento.

Il contravventore alle disposizioni del secondo capoverso del presente articolo è punito con l'ammenda da lire cinquanta a lire duecento. Se la trasgressione avviene nelle ore notturne, l'ammenda è raddoppiata.

Art. 59.

Segnalamento visivo degli autoveicoli.

Nelle ore e nei casi in cui è obbligatoria l'accensione a norma dell'articolo 41, ogni autoveicolo deve portare nella parte anteriore due fanali a luce bianca ed uno nella parte posteriore collocato in maniera da illuminare a luce bianca la targa di riconoscimento, in conformità alle prescrizioni stabilite nel settimo capoverso dell'articolo 72 e proiettare all'indietro luce rossa.

I motocicli, le motocarrozzette e i motofurgoncini devono avere uguali segnalazioni con facoltà di utilizzare uno dei fanali anteriori anche per la segnalazione rossa posteriore.

Per la illuminazione anteriore dei motocicli a due ruote è obbligatorio un solo fanale a luce bianca.

Tutti gli autoveicoli capaci di superare la velocità di trenta chilometri all'ora, debbono avere, in via sussidiaria ai fanali, almeno un faro posto simmetricamente rispetto ai fanali, capace di illuminare la strada fino a cento metri in avanti. Il faro potrà essere contenuto nello stesso apparecchio che contiene il fanale.

In caso di automobili con rimorchio la motrice deve portare nella parte anteriore, oltre i due fanali a luce bianca, una apposita segnalazione sussidiaria di treno stradale e il fanale posteriore rosso deve essere portato sul rimorchio.

Gli autoveicoli, quando circolino nelle ore in cui è prescritto avere la targa illuminata, devono essere provvisti di dispositivi di illuminazione tali da rendere leggibili ugualmente tutte le cifre e le lettere a distanza non minore di trenta metri.

L'uso di fari o di altre luci abbaglianti è vietato nell'interno degli abitati dotati di sufficiente illuminazione pubblica e deve essere momentaneamente interrotto od attenuato nell'approssimarsi di altri autoveicoli e quando possa arrecare pregiudizio alla sicurezza degli altri veicoli, dei pedoni e degli animali.

Chi circoli con autoveicolo non munito degli apparecchi di illuminazione, il cui uso è obbligatorio a norma del presente articolo, ovvero circoli con apparecchi di illuminazione disposti in modo diverso da quello prescritto o non provvisti di dispositivi di illuminazione sufficiente, ovvero non usi detti apparecchi quando l'uso ne è obbligatorio, è punito con l'ammenda da lire cinquecento a lire mille.

La stessa pena si applica a chi circoli con apparecchi di illuminazione in numero superiore, o di colorazione diversa, da quelli prescritti.

Il contravventore alle disposizioni del sesto capoverso del presente articolo è punito con l'ammenda da lire cinquanta a lire duecento.

I fari delle motrici ferroviarie e tramviarie circolanti su sede promiscua devono avere caratteristiche costruttive tali ed essere disposti in modo da non recare pregiudizio alla sicurezza e alla circolazione degli altri utenti della strada.

Art. 60.

Scappamento libero e parafanghi.

Ogni autoveicolo, compresi quelli indicati nella lettera *b*) dell'articolo 54, deve essere fornito almeno di un apparecchio silenziatore atto ad eliminare i rumori e le emanazioni moleste.

Negli autoveicoli con motore a combustione (Diesel) l'estremità del tubo di scappamento deve essere situata in modo tale che lo scarico dei prodotti della combustione avvenga sul lato destro posteriore e sia diretto verso l'esterno.

È obbligo del conducente di usare dell'autoveicolo in modo da non causare rumori ed emanazioni moleste.

È vietata qualsiasi modificazione od alterazione dell'apparecchio silenziatore che ne annulli o ne riduca gli effetti.

Gli autoveicoli suddetti e i rimorchi da autoveicoli devono essere provveduti pure di parafanghi e di analoghi dispositivi atti allo scopo a meno che la carrozzeria sia costruita in modo tale da offrire la stessa protezione dei parafanghi.

Il contravventore alle disposizioni del presente articolo è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire duecento.

La stessa pena si applica ai conducenti di autoveicoli con motori a combustione (Diesel) in caso di emissione di fumo dipendente da qualsiasi causa.

Art. 61.

Freni e dispositivi di sicurezza.

Ogni autoveicolo, compresi quelli di cui alla lett. *b*) dell'articolo 54, deve essere munito di due sistemi di frenatura indipendenti l'uno dall'altro o di un sistema azionato da due comandi indipendenti l'uno dall'altro e di cui uno possa agire anche quando l'altro venga a mancare nella sua funzione. In ogni caso l'uno e l'altro sistema devono essere di sufficiente efficacia e ad azione rapida.

I veicoli destinati ad essere rimorchiati da autoveicoli debbono essere provveduti di un sistema di freni e, se adibiti al trasporto di persone, debbono essere provveduti di due sistemi di freni indipendenti tra loro. La frenatura del rimorchio di portata fino a trentacinque quintali deve essere comandata, con apposito dispositivo, dall'autoveicolo trattore o vigilata ed eseguita da persona viaggiante sul rimorchio.

I rimorchi della portata superiore a trentacinque quintali e le relative motrici debbono essere provvisti di freni idraulici o ad aria compressa od a depressione, azionabili dal guidatore della motrice con unico comando.

Gli autoveicoli il cui peso a vuoto superi i quintali tre e mezzo debbono essere provveduti di un dispositivo per la retromarcia.

Gli autoveicoli il cui peso complessivo superi i trentacinque quintali, quelli trainanti rimorchi e tutti gli automobili adibiti a servizi pubblici regolarmente concessi o autorizzati devono inoltre essere provvisti di un meccanismo o dispositivo di sicurezza di pronta e facile manovra, che impedisca la retrocessione della vettura quando in salita venga meno l'azione dei freni. Può derogarsi a questa precrizione per gli automobili in servizio su strade pianeggianti o per quelli che siano muniti di sistemi di frenatura tali da assicurare la continua tenuta in caso di fermata.

Le trattrici stradali e simili con motore a vapore possono essere provvedute di un solo sistema di freni purchè abbiano inoltre un dispositivo efficace di frenatura a controvapore.

I freni devono essere costantemente tenuti in stato di regolare efficienza.

Gli autoveicoli di portata superiore a trentacinque quintali, quelli trainanti rimorchi, e tutti gli automobili adibiti a servizi pubblici regolarmente concessi o autorizzati devono essere muniti di dispositivi meccanici per le segnalazioni di cui all'articolo 30, di uno specchio retrovisivo di dimensioni tali e disposto in modo da permettere al guidatore di vedere i veicoli che accennano a sorpassare. Qualora lo specchio, per le insufficienti dimensioni od inadatta disposizione, non corrisponda allo scopo, deve considerarsi mancante. Gli autoveicoli di portata superiore ai trentacinque quintali trainanti rimorchio debbono avere inoltre un dispositivo atto a fare percepire al conducente le segnalazioni dei veicoli che sopraggiungono.

In caso di contravvenzione alle disposizioni del quinto e sesto capoverso si applica l'ammenda da lire cinquanta a lire duecento. Per le contravvenzioni alle altre norme del presente articolo la pena dell'ammenda è da lire cento a lire cinquecento.

Art. 62.

Treni automobili e rimorchi.

Nessun autoveicolo può trainare più di un rimorchio sia per trasporto di persone sia per trasporto di cose. Il rimorchio deve essere munito di licenza di circolazione, salvo che si tratti di veicolo inefficiente per subìte avarie o per mancanza di organi essenziali al movimento autonomo o che si tratti di veicoli nuovi che vengono trasferiti da una officina ad altra officina per ragioni costruttive, nell'àmbito della stessa città.

La licenza è accordata dal Prefetto in seguito a certificato di approvazione rilasciato dal Circolo Ferroviario d'Ispezione. Nella licenza il rimorchio è individuato per sè medesimo ed in rapporto all'autoveicolo trattore. Questo è designato con le caratteristiche necessarie a garantire le condizioni di sicurezza e di capacità di trazione, secondo le norme tecniche che saranno emanate dal Ministro per le Comunicazioni nei riguardi dei requisiti di potenza, di sforzo di trazione, di frenatura e degli organi di attacco e di sicurezza.

Qualora si tratti di rimorchio munito di freno continuo, nella licenza del rimorchio stesso gli autoveicoli destinati a trainarlo devono essere individuati con gli estremi della targa di riconoscimento.

Quando la motrice sia una macchina trattrice non atta a trasportare carico utile, è consentito l'impiego di due rimorchi, semprechè la lunghezza totale del treno automobile non sia superiore a ventidue metri.

Si considera come facente parte integrante dell'autoveicolo, cui è direttamente accodato, il carrello a due ruote, adibito esclusivamente al trasporto di bagagli, di attrezzi e simili, quando esso risponda alle norme tecniche che saranno emanate col decreto Ministeriale di cui al primo capoverso.

L'impiego di rimorchi per trasporto di persone deve essere autorizzato dai Circoli Ferroviari d'Ispezione.

In via eccezionale, per determinati servizi e per determinati itinerari, i Circoli Ferroviari d'Ispezione possono anche

accordare l'autorizzazione che un veicolo non considerato rimorchio venga trainato da un autoveicolo alle condizioni di sicurezza e di velocità che i Circoli medesimi riterranno di stabilire. Tale autorizzazione s'intenderà non valida qualora il convoglio sia sorpreso a circolare con velocità superiore a quella stabilita nell'atto di autorizzazione.

Il contravventore alle disposizioni precedenti è punito con le pene e le altre sanzioni stabilite nel secondo capoverso dell'articolo 70.

Art. 63.

Condotta dei treni automobili.

Ai treni automobili debbono essere constantemente adibiti due conducenti che possano avvicendarsi nella guida.

In caso di incidenti al treno almeno uno dei due conducenti deve, anche agli effetti dell'articolo 24, rimanere sul posto.

I contravventori alle disposizioni del presente articolo sono puniti con l'ammenda da lire cento a lire mille indipendentemente dalle sanzioni previste nell'articolo 81.

Art. 64.

Limitazioni di velocità.

In ogni momento il conducente di un autoveicolo, compresi quelli di cui alla lett. *b*) dell'articolo 54, deve regolare la velocità del veicolo in modo tale da potere osservare gli obblighi che gli incombono a norma dell'articolo 36.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire duecento indipendentemente dalle sanzioni stabilite nel cennato articolo 36.

CAPO II.

AUTOVEICOLI E RIMORCHI.

Art. 65.

Licenza di circolazione e certificato di approvazione.

Nessun automobile può circolare senza la relativa licenza di circolazione.

Per ottenere tale licenza occorre conseguire l'approvazione dell'automobile, facendone domanda al Circolo Ferroviario d'Ispezione.

La domanda deve indicare la residenza del proprietario e l'uso al quale il veicolo è destinato secondo le distinzioni seguenti:

1°) uso privato: per trasporto di persone;

2°) uso privato: per trasporto di cose;

3°) uso privato: per trasporto di persone e cose;

4°) uso pubblico: per trasporto di persone o di cose in servizio di noleggio da rimessa;

5°) uso pubblico: per trasporto di persone o di cose in servizio da piazza;

6°) uso pubblico: per trasporto di persone o di cose su linee urbane ed extra-urbane in servizio pubblico concesse od autorizzate;

7°) uso speciale: per trazione (trattrici stradali), per specifici usi o per speciali carichi.

La licenza di circolazione è redatta su libretto conforme al modulo approvato dal Ministero delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili), e depositato presso le Prefetture.

Quando l'automobile sia destinato all'esportazione occorre altresì indicare il transito o i transiti doganali.

L'automobile deve essere presentato alla prova munito di tutti i dispositivi di sicurezza e di segnalazione prescritti dal presente decreto. Il Circolo ha facoltà di richiedere per gli autocarri destinati al trasporto merci che essi siano presentati con un carico di pesi di esperimento corrispondenti alla portata.

In seguito all'esito favorevole delle visite e prove eseguite da un ingegnere del Circolo presso la sede dell'ufficio o in quelle altre località che saranno designate, è rilasciato il certificato di approvazione dell'automobile. Questo certificato è valido, qualunque sia il Circolo che lo abbia rilasciato, per l'immatricolazione presso la Prefettura competente o per il transito doganale nel caso di esportazione.

Le presenti disposizioni debbono essere osservate anche per i rimorchi.

Il Ministro per le Comunicazioni, di concerto con i Ministri per l'Interno, per le Finanze, per i Lavori Pubblici e per le Corporazioni ha facoltà di consentire speciali agevolazioni per il collaudo e l'immatricolazione di automobili nuovi di fabbrica prodotti dall'industria nazionale.

Nell'esercizio di tale facoltà, il Ministro provvede con decreto da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale.*

Art. 66.

Casi in cui il certificato di approvazione non è rilasciato.

Il Circolo Ferroviario d'Ispezione rifiuta il certificato di approvazione quando risulti:

a) che si tratti di automobile la cui licenza era stata ritirata e sussistano le ragioni del relativo provvedimento;

b) che l'automobile o il motore sia stato oggetto di delitto contro il patrimonio;

c) che la indicazione del numero sul motore o sul telaio sia stata in qualsiasi modo alterata e si abbia motivo di ritenere che ciò sia in relazione ad un reato;

d) che, ove si tratti di automobili da adibirsi ai servizi pubblici di cui ai numeri 4, 5 e 6 del capoverso secondo del precedente articolo, il richiedente non abbia conseguito il prescritto titolo ad effettuare il servizio.

Nei casi indicati nelle lettere *a*) e *b*) l'automobile non è restituito al proprietario e ne è data comunicazione alla locale Autorità di Pubblica Sicurezza per i provvedimenti di legge.

Art. 67.

Modo per ottenere la licenza di circolazione.

La domanda per ottenere la licenza di circolazione è presentata alla Prefettura nel cui territorio è compreso il comune di residenza del richiedente, allegando il certificato di residenza, rilasciato dal Podestà, assieme al certificato di approvazione, ed esibendo, per gli automobili nuovi di fabbrica, l'attestazione di origine rilasciata dalla casa costruttrice o da un suo legale rappresentante e vistata dal Prefetto.

Per gli automobili di proprietà dell'Amministrazione dello Stato, non occorre la presentazione dell'attestazione di origine.

Art. 68.

Immatricolazione degli automobili.

Il Prefetto, riconosciuti regolari i documenti indicati nel l'articolo precedente, inscrive l'automobile e il rimorchio in distinti e appositi registri, li contrassegna con un numero progressivo e rilascia la licenza di circolazione che sarà con-

segnata al richiedente per il tramite dell'Ufficio provinciale del Pubblico registro automobilistico, il quale esegue, se del caso, la iscrizione dell'autoveicolo ai sensi del R. decreto-legge 15 marzo 1927, n. 436.

Il libretto di licenza di circolazione deve indicare, oltre le caratteristiche inerenti all'automobile o al rimorchio, comprese quelle relative ai freni, la menzione dell'anno di fabbricazione, della tara e della portata, la prescrizione relativa ai fari, ai fanali sussidiari, ai dispositivi meccanici di segnalazione, l'esonero dal dispositivo di marcia indietro per gli automobili di peso inferiore a tre quintali e mezzo, e quello eventuale del meccanismo o dispositivo di sicurezza di cui ai capoversi quarto e quinto dell'articolo 61.

Nel caso che si tratti di autocarro o trattrice destinati al traino di rimorchio deve essere indicato il peso massimo complessivo del rimorchio col carico che l'autocarro o la trattrice sono atti a trainare.

Il Prefetto rifiuta la licenza di circolazione se in seguito agli accertamenti, ai quali ritenga di dover provvedere, risulti che il richiedente non presenti sufficienti garanzie di moralità, ovvero se, tenuto conto delle indicazioni relative al motore, e al telaio contenute nel certificato di approvazione, egli abbia ragione di ritenere che l'automobile sia stato oggetto di delitto contro il patrimonio.

La licenza di circolazione di cui al n. 6 dell'articolo 65 viene rilasciata dal Prefetto senza specificazione delle linee per le quali la licenza è concessa.

Tale specificazione è fatta dal Circolo Ferroviario d'Ispezione, mediante annotazione sulla licenza medesima.

Art. 69.

Circolazione dei motocicli, motocarrozzette e motofurgoncini.

Per la circolazione degli autoveicoli di cui alla lett. *b)* dell'articolo 54, il Circolo Ferroviario d'Ispezione rilascia una autorizzazione alla circolazione nella quale sono indicati i dati di individuazione necessari agli effetti fiscali. Nessun altro documento è richiesto sia in relazione all'autoveicolo sia per quanto riguarda l'idoneità del conducente, per il quale non è prescritto alcun minimo di età.

I motocicli le motocarrozzette e i motofurgoncini sono immatricolati presso la Prefettura nel cui territorio è compreso il Comune di residenza del proprietario. La Prefettura assegna il numero di immatricolazione ed inscrive l'autoveicolo in apposito registro.

Il proprietario è tenuto ad applicare nella parte posteriore dell'autoveicolo una targa di riconoscimento avente le caratteristiche stabilite dal Ministro per le Comunicazioni.

La targa deve essere illuminata analogamente a quanto prescritto per la targa degli automobili, ed il contravventore a tale disposizione è punito con l'ammenda da lire cento a lire trecento.

A colui che guidi senza targa di riconoscimento, o circoli con targa non propria o contraffatta, sono applicabili le pene previste dal penultimo ed ultimo capoverso dell'articolo 72.

Nel caso in cui le motocarrozzette siano adibite a servizio pubblico si applicano le disposizioni relative alla licenza di circolazione per gli automobili in servizio pubblico.

Art. 70.

Autoveicoli circolanti senza licenza di circolazione o senza autorizzazione alla circolazione.

La licenza di circolazione per gli automobili e rimorchi da automobili e l'autorizzazione alla circolazione per i motocicli, le motocarrozzette e i motofurgoncini debbono portarsi sempre sul veicolo per essere esibite ad ogni richiesta dei funzionari ufficiali ed agenti incaricati dell'accertamento delle trasgressioni alle norme del presente decreto.

Chi circoli con autoveicolo non accompagnato dalla licenza di circolazione o dall'autorizzazione alla circolazione, quando l'una o l'altra sia stata rilasciata, è punito con l'ammenda da lire venti a lire cento, salvo che il fatto sia punibile a termini del terzo capoverso dell'articolo 33.

È punito con l'ammenda da lire mille a lire cinquemila chi circoli con autoveicolo per il quale non sia stata rilasciata la licenza di circolazione o l'autorizzazione alla circolazione. L'autoveicolo è soggetto a sequestro presso la depositeria comunale e nel caso di condanna, quando siano state soddisfatte la pena pecuniaria e le spese del giudizio, il proprietario non potrà ottenere la restituzione se non dopo aver corrisposto al Comune il rimborso delle spese di custodia.

Il giudice potrà autorizzare lo svincolo dell'autoveicolo in pendenza del procedimento penale, mediante cauzione non superiore a lire duecentocinquanta per i motocicli, motocarrozzette e motofurgoncini, lire cinquecento per i compressori stradali, le trattrici stradali e simili, lire mille per gli autoveicoli e gli autocarri.

Art. 71.

Passaggi di proprietà.

Ogni passaggio di proprietà, per atto tra vivi, di autoveicoli compresi quelli di cui alla lett. *b)* dell'articolo 54 o di un rimorchio deve essere denunziato alla Prefettura da colui al quale è trasferita la proprietà, entro quindici giorni dalla data del trasferimento. La denunzia può essere fatta anche da colui che trasferisce la proprietà, fermo restando l'obbligo dell'acquirente.

Lo stesso obbligo incombe all'erede o al legatario, entro un mese dalla data del trasferimento della proprietà.

La denunzia è fatta per iscritto, in doppio originale, ed in essa devono essere riportati tutti i dati della licenza o dell'autorizzazione di circolazione, nonchè quelli relativi al pagamento della tassa di circolazione.

La licenza o l'autorizzazione medesima deve essere allegata alla denunzia. Uno degli originali della denunzia è restituito al denunziante con l'indicazione da parte della Prefettura della data della presentazione e tiene luogo della licenza o della autorizzazione anche agli effetti delle disposizioni penali del presente decreto. Esso è annullato dalla Prefettura quando questa abbia adempiuto alle formalità indicate nel presente articolo; in ogni caso non può avere validità superiore a giorni quindici, decorso il quale termine il documento si intende privo di qualsiasi efficacia giuridica.

Per i passaggi di proprietà di autoveicoli adibiti a servizi pubblici di linea, concessi od autorizzati, od a noleggio da rimessa, colui al quale è trasferita la proprietà deve allegare alla denuncia il nulla osta del Circolo Ferroviario di Ispezione.

La Prefettura prende nota del passaggio di proprietà nei propri registri e restituisce all'interessato, per il tramite dell'Ufficio provinciale del Pubblico registro automobilistico, quando ne sia prescritta la inscrizione presso l'ufficio stesso a termini di legge, il documento di circolazione dopo avervi annotato il trasferimento che ha formato oggetto della denunzia.

Se il passaggio di proprietà importi cambiamento di provincia, la denunzia è fatta alla Prefettura della provincia nel cui territorio è compreso il comune di residenza del nuovo proprietario. Si fa luogo, in tal caso, soltanto al cambiamento della targa di riconoscimento. La Prefettura nel restituire, con le modalità di cui al quinto capoverso del presente articolo, il documento di circolazione allegato alla de-

nuncia, oltre ad annotarvi il passaggio di proprietà, inscrive il nuovo numero di immatricolazione, nel contempo dà comunicazione dell'avvenuto cambiamento alla Prefettura presso la quale l'autoveicolo era precedentemente immatricolato perchè questa possa apportare le necessarie annotazioni sui propri registri.

È fatto altresì obbligo al proprietario di autoveicoli o di rimorchi di denunciare nel termine di giorni venti direttamente alla Prefettura, o per il tramite dell'Ufficio provinciale del Pubblico registro automobilistico, quando l'autoveicolo vi debba essere inscritto per l'annotazione nei registri suindicati, ogni cambiamento di residenza.

I contravventori alle disposizioni del presente articolo circa l'obbligo della denuncia del passaggio di proprietà ovvero del cambiamento di residenza sono puniti con l'ammenda da lire cento a lire trecento.

Il documento di circolazione è provvisoriamente ritirato e non potrà essere restituito se non in seguito all'adempimento delle formalità del presente articolo.

Art. 72.

Targhe di riconoscimento per automobili e rimorchi.

Ogni automobile deve essere munito di una targa metallica di riconoscimento, fissata solidamente nella parte posteriore di esso a cura del proprietario. I relativi modelli sono depositati presso il Ministero delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili).

La targa è di forma rettangolare, porta scritto, in carattere bianco su fondo nero, nella riga superiore il contrassegno di individuazione della provincia, nella quale l'autoveicolo è immatricolato ed in quella inferiore il numero di immatricolazione. Qualora il numero di immatricolazione risulti composto di più di quattro cifre, la cifra indicante le decine di migliaia è posta nella riga superiore, alla destra del contrassegno di individuazione della provincia, dal quale sarà separata dal punzone ufficiale di cui all'articolo 75.

Il contrassegno di individuazione delle provincie è costituito da lettere, secondo l'allegata tabella *A* vistata dal Ministro per le Comunicazioni.

La targa deve essere situata in modo ben visibile ed in guisa che l'orlo superiore della stessa non disti mai meno di centimetri trenta dal piano di appoggio delle ruote sul terreno.

Allorchè accessori posti nella parte posteriore dell'automobile, ed altre sporgenze fisse o mobili, limitino comunque la visibilità della targa di riconoscimento il proprietario ha l'obbligo di riprodurre il contrassegno di individuazione della provincia ed il numero di immatricolazione sulla parte più sporgente dell'automobile.

Le indicazioni contenute nella targa di riconoscimento debbono essere riprodotte nella parte anteriore degli automobili in un punto ben visibile che si trovi ugualmente ad un'altezza non inferiore a centimetri trenta dal piano di appoggio delle ruote sul terreno.

Per i rimorchi la targa è di tipo uguale a quella degli automobili e deve portare la parola « rimorchio », in carattere bianco a rilievo, su un prolungamento della parte inferiore della targa.

La targa deve essere collocata e illuminata in modo da rendere uniformemente leggibili tutti i caratteri a non meno di trenta metri di distanza.

Chi contravviene alle disposizioni dei capoversi 3, 4, 5 e 7 del presente articolo è punito con l'ammenda da lire cento a lire trecento.

A colui che guidi un autoveicolo senza targa di riconoscimento a norma delle vigenti disposizioni sono applicabili le pene e le altre sanzioni stabilite nel secondo capoverso dell'articolo 70.

Chi circoli con targa non propria dell'automobile stesso o con targa contraffatta, è punito con l'arresto fino a sei mesi e con l'ammenda da lire cinquemila a lire diecimila. L'automobile è sequestrato.

Art. 73.

Targhe per autoveicoli in prova.

Le fabbriche costruttrici, quelle di carrozzeria, i rappresentanti di esse, o le officine di riparazione per autoveicoli, compresi quelli di cui alla lettera *b*) dell'articolo 54, non sono soggette all'obbligo della licenza di circolazione o dell'autorizzazione alla circolazione per gli autoveicoli che facciano circolare al solo scopo di prova, guidati od accompagnati da un loro dipendente.

Questi autoveicoli debbono portare nella parte posteriore una targa di riconoscimento che è concessa dal Prefetto, insieme con un certificato che ne attesta il rilascio, e ne autorizza l'uso. La concessione è annuale ed è subordinata al parere favorevole del Circolo Ferroviario d'Ispezione che può disporre anche eventuali verifiche presso le fabbriche, le officine o i locali dell'esercizio.

Le targhe per gli autoveicoli in prova sono di tipo uguale a quelle prescritte dall'articolo 72 e debbono portare la parola « prova », in carattere rosso a rilievo, superiormente alle altre indicazioni.

Il loro modello è depositato presso il Ministero delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili). Le targhe sono trasportabili da veicolo a veicolo ma non hanno validità se non accompagnate dal certificato del Prefetto, attestante la concessione della targa.

I certificati del Prefetto sostituiscono durante le prove le licenze di circolazione o le autorizzazioni alla circolazione, anche agli effetti della legge penale.

Gli autoveicoli in prova sono esonerati dall'obbligo della riproduzione della targa nella parte anteriore.

Chi adibisce l'autoveicolo munito di targa in prova ad uso differente, trasportando persone non interessate alla prova o merci in luogo dei carichi di esperimento, è punito con l'ammenda da lire cinquanta a lire cinquecento e la targa viene ritirata.

Chi circola senza uniformarsi alle norme del presente articolo è punito con le pene e le altre sanzioni stabilite nel secondo capoverso dell'articolo 70.

Art. 74.

Targhe per autoveicoli in collaudo o da esportare.

Gli autoveicoli circolanti per le operazioni di collaudo e di immatricolazione e quelli che si debbono recare a riviste di autoveicoli prescritte dall'autorità militare od a fiere, autorizzate, di autoveicoli usati, e non siano in regola con le tasse di circolazione, debbono portare nella parte posteriore una targa provvisoria in cartone, di forma rettangolare con un numero progressivo seguito dal contrassegno di individuazione dei Circoli Ferroviari d'Ispezione, costituito da lettere, secondo l'allegata tabella *B*, vistata dal Ministro per le Comunicazioni.

La targa viene rilasciata dal Circolo assieme ad uno speciale foglio di via che deve essere portato sempre sul veicolo ed esibito ad ogni richiesta dei funzionari ufficiali od agenti incaricati di vigilare sulla osservanza del presente decreto.

Le precedenti disposizioni si applicano anche nel caso di automobili che si rechino con mezzi propri ai luoghi di transito per le esportazioni.

Il foglio di via ha validità di giorni dieci e vale per recarsi alla sede del Circolo Ferroviario d'Ispezione, nei luoghi da questo designati per le operazioni di collaudo ed ai pubblici uffici del capoluogo della Provincia, che siano competenti per il rilascio della licenza di circolazione e per ogni altra formalità ad essa relativa.

Il foglio di via vale parimenti in caso di esportazione per recarsi al luogo od ai luoghi di transito, seguendo l'itinerario indicato dal Circolo nel foglio stesso.

La validità del foglio di via, quando ricorrano giustificati motivi, potrà essere eccezionalmente prorogata dal Circolo Ferroviario d'Ispezione per il periodo di tempo strettamente necessario non superiore, in ogni caso, ad altri dieci giorni.

La validità dei fogli di via rilasciati agli autoveicoli in occasione di riviste di autoveicoli disposte dall'autorità militare o di fiere di veicoli usati è limitata al periodo strettamente necessario.

Chi circola senza aver ottenuto il foglio di via è punito con le pene e le altre sanzioni stabilite nel secondo capoverso dell'articolo 70.

Nel caso di deviazione dai percorsi normali, o da quelli espressamente autorizzati col foglio di via, è applicabile l'ammenda da lire cinquanta a lire duecento.

Art. 75.

Monopolio delle targhe di riconoscimento.

La fabbricazione, la distribuzione e la vendita delle targhe di riconoscimento degli autoveicoli, compresi quelli di cui alla lettera *b*) dell'articolo 54, e dei rimorchi, sono riservate allo Stato, che vi provvede a mezzo della Associazione Nazionale Mutilati ed Invalidi di Guerra.

Ciascuna targa porterà applicato in modo inamovibile od impresso, un punzone o un marchio ufficiale di riconoscimento secondo le caratteristiche che saranno fissate dal Ministero delle Comunicazioni, il quale è autorizzato anche a stabilire il prezzo di vendita delle targhe stesse al pubblico.

Gli utili ricavati dalla vendita delle targhe sono devoluti all'Associazione Nazionale Mutilati ed Invalidi di Guerra.

Chiunque, in contravvenzione alle disposizioni precedenti, fabbrichi, detenga per vendere, ponga in vendita o distribuisca targhe di riconoscimento di autoveicoli o punzoni è punito con l'arresto fino a tre mesi e con l'ammenda da lire mille a lire diecimila. Le targhe ed i punzoni sono confiscati.

Le disposizioni del presente articolo non riguardano le targhe di riconoscimento degli autoveicoli appartenenti ai membri del Corpo Diplomatico, a quelli di proprietà delle Amministrazioni militari e dei Corpi Armati dello Stato e di altri enti, i quali usufruiscono di speciali targhe di riconoscimento.

Art. 76.

Obblighi inerenti alle targhe di riconoscimento.

È fatto obbligo ai proprietari di autoveicoli, compresi quelli di cui alla lettera *b*) dell'articolo 54, di curare:

1° che la targa di riconoscimento sia fissata solidamente nella parte posteriore dell'autoveicolo;

2° che la targa stessa sia collocata ed illuminata in modo da rispondere sempre alle prescrizioni dell'articolo 72 del presente decreto;

3° che la targa stessa sia rinnovata in caso di deterioramento.

Art. 77.

Smarrimento di targhe.

È obbligo del proprietario di denunciare, entro il termine di quarantotto ore, lo smarrimento della targa alla Autorità di Pubblica Sicurezza.

Eguale denuncia deve esser fatta, entro lo stesso termine, alla Prefettura presso la quale l'autoveicolo è immatricolato e all'ufficio dal quale è stata consegnata la targa di riconoscimento.

In caso di smarrimento delle targhe di riconoscimento, l'Autorità di Pubblica Sicurezza, alla quale è stata fatta denunzia, rilascerà al denunziante una dichiarazione attestante la ricevuta denunzia. Tale dichiarazione autorizza la circolazione dell'autoveicolo con una targa di cartone, della quale l'interessato dovrà fornirsi a propria cura e spese, portante sul fondo bianco in caratteri neri, secondo le dimensioni prescritte, le stesse indicazioni della targa smarrita.

La dichiarazione rilasciata dall'Autorità di Pubblica Sicurezza deve essere esibita ai funzionari, ufficiali ed agenti incaricati di vigilare sulla osservanza del presente decreto, insieme alla licenza o all'autorizzazione di circolazione.

A colui che circoli senza tale dichiarazione o senza averla ottenuta, sono applicabili le pene e le altre sanzioni stabilite rispettivamente dal primo e dal secondo capoverso dell'articolo 70.

Trascorsi dieci giorni dalla denunzia, il proprietario dell'autoveicolo, qualora la targa non sia stata ricuperata, deve munirsi, a termini degli articoli 68 e 69, di un nuovo documento di circolazione che è rilasciato, senza bisogno di nuova visita dell'autoveicolo, in base agli atti preesistenti, con un nuovo numero di immatricolazione.

In caso di smarrimento della targa di prova, trascorsi dieci giorni dalla denunzia, il concessionario della targa deve chiedere alla Prefettura, che ha accordato la concessione, l'assegnazione di un nuovo numero, che dovrà essere riportato nel certificato di concessione.

I numeri corrispondenti a quelli delle targhe smarrite sono dalla Prefettura annullati e non possono essere ulteriormente assegnati.

Art. 78.

Visite degli autoveicoli.

Gli autoveicoli con motore a vapore, oltre alle visite e prove iniziali, sono sottoposti anche alle visite e prove delle caldaie da eseguirsi dagli ingegneri dell'Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili con le norme in vigore per le visite e prove delle caldaie a vapore.

I verbali delle visite e prove periodiche devono essere redatti su libretto da tenersi in doppio esemplare, uno presso l'autoveicolo, consegnato a chi ha la responsabilità della condotta della caldaia, e ostensibile ad ogni richiesta dei funzionari ufficiali e degli agenti incaricati della esecuzione del presente decreto, l'altro presso il Circolo Ferroviario d'Ispezione.

Spetta al proprietario dell'autoveicolo di richiedere le successive visite e prove regolamentari, le quali possono aver luogo presso qualsiasi Circolo Ferroviario d'Ispezione. Il contravventore è punito con l'ammenda da lire cinquanta a lire cinquecento, quando il fatto non sia preveduto da altra disposizione di legge penale.

Qualora l'autoveicolo a vapore presenti speciale garanzia di sicurezza sia per la costituzione sia per la condotta del generatore del vapore, può essere esentato dalle visite periodiche di cui sopra e ciò mediante autorizzazione da rila-

sciarsi tipo per tipo dall'Ispettorato Generale predetto, che può anche consentire eventuali deroghe alle disposizioni vigenti.

Gli autocarri e i treni automobili debbono essere sottoposti ogni anno, a visita di revisione presso il Circolo Ferroviario d'Ispezione allo scopo di accertare che sussistano le condizioni di sicurezza di circolazione.

Il Ministro per le Comunicazioni, di concerto con quello per l'Interno può ordinare in ogni tempo revisioni generali o parziali degli automobili e dei rimorchi ed il Circolo Ferroviario d'Ispezione, per delega del Prefetto, può fare obbligo ai possessori di sottoporli a visita e prova di revisione.

Art. 79.

Compressori ed altre macchine stradali con motore a scoppio o a combustione (Diesel).

I compressori ed altre macchine stradali con motori a scoppio o a combustione (Diesel), per poter essere adibiti al servizio sulle strade ed aree pubbliche devono essere muniti di autorizzazione a circolare dal Circolo Ferroviario d'Ispezione da rilasciarsi in seguito al risultato favorevole di visite e prove eseguite da un ingegnere del Circolo.

Per le modalità delle visite e delle prove, si osservano le disposizioni degli articoli 65, 66, 104 e 108 del presente decreto.

Ai contravventori sono applicabili le pene e le altre sanzioni stabilite nel secondo e terzo capoverso dell'articolo 70.

Art. 80.

Aggiornamento delle licenze di circolazione e delle autorizzazioni alla circolazione.

Ogni autoveicolo che abbia subito il cambio del motore con altro di diverso tipo o di diversa potenza, o che abbia variato il tipo della carrozzeria, o comunque abbia subito modificazioni delle caratteristiche indicate nel documento di circolazione, deve essere sottoposto a nuova visita e prova da parte del Circolo Ferroviario d'Ispezione e il documento di circolazione deve essere modificato in conseguenza a cura del Circolo stesso.

Ove si tratti di motore di diverso tipo, deve essere accertato dal Circolo Ferroviario che l'autoveicolo sia in grado di funzionare con tutta regolarità anche con il nuovo motore.

Per gli autoveicoli di cui alla lett. *b*) dell'articolo 54 si provvede ai sensi del presente articolo solo in caso di cambio del motore.

Il cambio del motore con altro identico deve essere, previa constatazione, annotato, insieme con il numero del nuovo motore, sul documento di circolazione dal Circolo Ferroviario d'Ispezione il quale ne darà immediata comunicazione alla Prefettura.

Chiunque circoli con veicolo non corrispondente alle caratteristiche indicate nel documento di circolazione è punito con le pene e le altre sanzioni stabilite nel secondo capoverso dell'articolo 70.

Art. 81.

Ritiro della licenza di circolazione.

Il ritiro della licenza di circolazione deve essere ordinato dal Prefetto:

1° quando l'automobile o il rimorchio non presenti più le condizioni prescritte per la sicurezza della circolazione;

2° quando trattandosi di treno automobile questo circoli con un solo conducente;

3° quando sia esercitato abusivamente un servizio pubblico di linea ed in ogni altro caso di uso diverso da quello per il quale venne rilasciata la licenza di circolazione;

4° quando l'automobile o il rimorchio debba per qualsiasi causa essere ritirato dalla circolazione.

Nei casi indicati nel n. 3 il Prefetto provvede al ritiro della licenza di circolazione uditi l'Intendenza di Finanza ed il Circolo Ferroviario d'Ispezione. La licenza di circolazione è ritirata per un periodo da uno a tre mesi. Nel caso di successiva violazione o di servizi effettuati in concorrenza ad altri servizi pubblici di trasporto, concessi od autorizzati, il periodo del ritiro della licenza è da due a sei mesi.

Il Prefetto dà notizia di volta in volta al Ministero delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili) degli estremi delle licenze di circolazione che siano state ritirate a norma del presente articolo e delle caratteristiche dei relativi veicoli.

La validità della licenza di circolazione può essere sospesa temporaneamente dal Prefetto per motivi di pubblica sicurezza.

Agli effetti del presente decreto l'autoveicolo s'intende:

1° adibito a servizio abusivo di linea quando, senza la prescritta concessione od autorizzazione, si effettui trasporto di persone o di merci, per destinazioni fisse con una certa continuità e periodicità, con offerta fatta indistintamente al pubblico e con prezzi unitari prestabiliti;

2° adibito ad uso diverso da quello per il quale venne rilasciata la licenza di circolazione quando:

a) sia adibito a trasporto di persone, mentre la licenza è rilasciata per trasporto di cose;

b) sia adibito ad uso pubblico, mentre la licenza è rilasciata per uso privato;

c) sia adibito ad uso pubblico diverso da quello per il quale la licenza è stata rilasciata.

In caso di rifiuto a restituire la licenza, questa è sequestrata e sono applicabili le disposizioni dell'articolo 650 del Codice penale.

CAPO III.

CONDUCENTI.

Art. 82.

Patente di abilitazione a condurre automobili.

Nessuno può condurre automobili, salvo quanto è disposto nell'articolo 90, se non è munito di patente di abilitazione.

La patente di abilitazione è di primo, secondo e terzo grado.

La patente di primo grado è rilasciata a chi sa condurre con sicurezza l'automobile. Essa è valida per la guida di automobili per uso proprio. Quella di secondo grado è rilasciata a chi dimostri anche una sufficiente conoscenza dei meccanismi e dei vari organi dell'automobile. Essa è valida per la guida degli automobili in servizio privato per uso proprio o di terzi.

La patente di terzo grado è rilasciata a chi dimostri una provata abilità per la guida e una completa conoscenza dei meccanismi e dei vari organi dell'automobile. Essa abilita alla guida dei treni automobili con freno continuo ed alla guida degli automobili in servizio pubblico, da piazza o da noleggio da rimessa. Abilita inoltre a condurre automobili sulle linee in servizio pubblico, concesse od autorizzate, che risultino indicate sulle patenti stesse dai Circoli Ferroviari d'Ispezione, previ gli accertamenti prescritti.

Le patenti di abilitazione sono rilasciate dal Prefetto della provincia, nella cui circoscrizione è compreso il comune di residenza del richiedente, su presentazione dei documenti di cui agli articoli 83 e 85 e del certificato d'idoneità rilasciato dal Circolo Ferroviario d'Ispezione, salvo quanto è disposto nell'articolo 97 per coloro che siano provvisti del certificato di idoneità rilasciato da autorità militari.

Art. 83.

Certificato di idoneità per le patenti di primo o secondo grado.

Chi intenda ottenere il certificato di idoneità per patente di abilitazione di primo o di secondo grado deve sottostare ad esame facendone domanda ad un Circolo Ferroviario di Ispezione.

La domanda, se diretta a conseguire il certificato di idoneità per la patente di abilitazione di secondo grado, deve essere corredata dai seguenti documenti:

1° certificato generale del casellario giudiziario di data non anteriore a tre mesi;

2° certificato medico di data non anteriore a tre mesi rilasciato da un ispettore sanitario delle Ferrovie dello Stato o da un medico militare in attività di servizio, con firma legalizzata dal comandante del Corpo al quale appartiene l'ufficiale medico o da un ufficiale sanitario con firma legalizzata nei modi di legge.

Dal certificato medico deve risultare che l'aspirante:

a) non è affetto da malattie fisiche e psichiche e non presenta deficienze organiche di qualsiasi specie che gli impediscano di condurre con sicurezza un automobile;

b) non presenta sintomi che lo rivelino dedito all'uso di bevande alcooliche o di altre sostanze stupefacenti;

c) ha campo visivo e senso cromatico normale e possiede un visus complessivo di dodici decimi (tavola di Snellen) con non meno di cinque per l'occhio che vede di meno, raggiungibile con correzioni di lenti sferiche o cilindriche di — 7 D o + 5 D. La differenza fra la rifrazione dei due occhi non deve essere superiore alle tre diottrie;

d) percepisce la voce di conversazione ad otto metri di distanza da ciascun lato.

Alla domanda devono essere annesse due fotografie firmate dal richiedente.

Il certificato di idoneità non può essere rilasciato a chi non abbia compiuto gli anni diciotto.

Art. 84.

Casi di indegnità.

Non possono essere ammessi all'esame di idoneità di cui all'articolo 86:

1° coloro che si trovino in stato di libertà vigilata o siano sottoposti all'ammonizione od al confino di polizia;

2° coloro che abbiano riportata condanna per delitto a pena restrittiva della libertà personale per durata superiore a tre anni;

3° coloro che siano stati condannati due volte per delitto a pena inferiore a quella indicata nel numero precedente, purchè la pena inflitta per ciascuna condanna sia superiore a sei mesi se si tratti di delitto contro la persona o contro il patrimonio, ovvero sia superiore ad un anno se si tratti di altro delitto;

4° coloro che siano stati condannati due volte per ubbriachezza o tre volte per una delle contravvenzioni prevedute negli articoli dal 672 al 681 del Codice penale e tre volte alla pena dell'arresto per contravvenzioni alle disposizioni del presente decreto.

L'indegnità cessa quando sia intervenuto il provvedimento di riabilitazione.

Art. 85.

Certificato di idoneità per le patenti di terzo grado.

Chi intenda ottenere il certificato di idoneità per la patente di abilitazione di terzo grado a condurre automobili in servizio pubblico occorre faccia domanda al Circolo Ferroviario d'Ispezione, unendo i seguenti documenti:

1° patente di abilitazione di secondo grado, conseguita da almeno sei mesi;

2° certificato medico rilasciato nel modo di cui al numero due della prima parte dell'art. 83 dal quale risulti che il richiedente oltre gli altri requisiti indicati in detto articolo abbia un'acutezza visiva di dieci decimi per ciascun occhio senza correzione di lenti e percepisca la voce sussurrata a otto metri di distanza da ciascun lato;

3° certificato generale del casellario giudiziario di data non anteriore a un mese dalla data di presentazione della domanda.

Non possono essere ammessi all'esame di idoneità, per il conseguimento della patente di terzo grado, coloro che abbiano riportato condanna per delitto a pena restrittiva della libertà personale superiore ad un mese.

Art. 86.

Esame di idoneità per ottenere la patente di abilitazione di primo o di secondo grado.

Il Circolo Ferroviario d'Ispezione, dopo aver riscontrato preliminarmente il concorso delle condizioni di idoneità fisica, psichica e morale indicata negli articoli precedenti e riservatone al Prefetto l'accertamento definitivo, ammette il richiedente all'esame.

Per la patente di primo grado il Circolo accerta l'idoneità morale del richiedente in base ad esibizione di qualsiasi documento dal quale possano anche rilevarsi le generalità, l'età e la residenza.

In casi di dubbi sulla idoneità fisica o psichica il Circolo potrà richiedere il certificato medico.

L'esame ha luogo, salvo quanto dispone l'articolo 107, presso la sede del Circolo o in quelle altre località che saranno designate dal Ministero delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili) quali sedi normali di esame.

L'esame teorico deve essere sostenuto davanti ad una Commissione composta da un ingegnere del Circolo Ferroviario d'Ispezione e da un rappresentante del Reale Automobile Club d'Italia ed è distinto secondo il tipo del motore: ad esplosione, a combustione (Diesel), elettrico ed a vapore.

In ogni caso la Commissione esclude dall'esame il candidato che non sappia leggere e scrivere.

L'esame pratico di guida si svolgerà davanti ad un ingegnere del Circolo Ferroviario d'Ispezione secondo le norme stabilite con decreto dal Ministro per le Comunicazioni.

Il candidato deve dimostrare:

1° abilità alla guida dell'autoveicolo;

2° conoscenza dei meccanismi che lo compongono a norma del programma che sarà fissato dal Ministro per le Comunicazioni;

3° conoscenza delle leggi e dei regolamenti sulla circolazione.

Il Circolo, in seguito all'esito favorevole dell'esame, rilascia il certificato di idoneità.

Coloro che abbiano sostenuto con esito sfavorevole una prova di esame potranno ripeterla non prima di un mese e non dopo tre mesi senza obbligo di rinnovare la domanda e i documenti.

Per coloro che abbiano chiesto il certificato di idoneità per conseguire la patente di primo grado, l'esame è limitato alla prova pratica di guida da farsi ai sensi del sesto capoverso del presente articolo. Il candidato deve altresì dimostrare di conoscere il significato delle segnalazioni stradali e le principali norme di circolazione.

Art. 87.

Esame di idoneità per la patente di abilitazione di terzo grado in servizio pubblico.

Il Circolo Ferroviario d'Ispezione, verificata la regolarità dei documenti, sottopone il richiedente ad uno speciale esame teorico e pratico che deve essere sostenuto davanti ad un ingegnere del Circolo Ferroviario d'Ispezione svolto secondo i programmi che saranno stabiliti dal Ministero delle Comunicazioni.

Coloro che abbiano sostenuto con esito sfavorevole una prova di esame potranno ripeterla non prima di un mese e non dopo tre mesi con obbligo di rinnovare solo il certificato generale del casellario giudiziario.

Art. 88.

Rilascio della patente di abilitazione.

Ottenuto il certificato di idoneità il richiedente lo presenta alla Prefettura assieme al certificato di residenza, ed ai documenti indicati negli articoli 83 e 85.

Il Prefetto accerta, in via definitiva, assunte le informazioni che ritenesse del caso, il concorso delle condizioni di idoneità fisica, psichica e morale prescritte, e, sempre che non ostino motivi di pubblica sicurezza, rilascia la patente di abilitazione.

In ogni Prefettura sarà tenuta una matricola dei conducenti da essa abilitati.

Per rendere valide le patenti di terzo grado a guidare automobili in servizio pubblico di linee concesse od autorizzate, i titolari devono sottoporsi ad uno speciale esperimento in relazione ai veicoli ed alle linee per le quali si domanda la validità.

L'estensione della validità a condurre autoveicoli in servizio pubblico su altre linee concesse od autorizzate, può essere accordata senza che il conducente ripeta lo speciale esperimento, nel caso in cui, a giudizio del Circolo Ferroviario d'Ispezione, il nuovo servizio presenti minori difficoltà.

Art. 89.

Conducenti di motocarrozzette adibite a servizi pubblici.

Per condurre motocarrozzette adibite a servizi pubblici occorre la patente di abilitazione di terzo grado da conseguirsi a termini delle disposizioni di cui agli articoli 85, 87 ed 88 del presente decreto, ma non è richiesto il documento previsto al n. 1, parte prima dell'articolo 85 predetto.

Ai conducenti di motocarrozzette adibite a servizi pubblici sono applicabili tutte le disposizioni relative ai conducenti di automobili di cui al presente decreto.

Art. 90.

Facoltà agli allievi conducenti di condurre autoveicoli.

A chi abbia presentato domanda per l'esame di conducente di automobili è consentito di esercitarsi su automobile, purchè a suo fianco si trovi un conducente abilitato che deve vigilare, per tutti gli effetti, la marcia dell'automobile. Lo allievo conducente, anche se sia il proprietario della macchina, deve essere munito, per esibirla ad ogni richiesta dei funzionari, ufficiali ed agenti incaricati di vigilare sull'osservanza del presente decreto, di una ricevuta di data non anteriore a sei mesi per la patente di primo grado e di due mesi per la patente di secondo grado, da cui risulti l'avvenuta presentazione della domanda.

Le esercitazioni su motocicli, motocarrozzette o motofurgoncini sono consentite soltanto in luoghi poco frequentati; gli Enti cui le strade appartengono hanno facoltà di stabilire i luoghi riservati a siffatte esercitazioni.

Chiunque, benchè munito della ricevuta prescritta circoli senza l'assistenza di un conducente abilitato, oppure in luoghi ove l'esercitazione sia vietata, è punito con l'ammenda da lire cinquecento a lire duemila.

Art. 91.

Revisione delle patenti di abilitazione.

Con decreto del Ministro per le Comunicazioni, di concerto con quello per l'Interno, sono ordinate a periodi non maggiori di dieci anni revisioni generali o parziali, anche per singole provincie, delle patenti di abilitazione per conducenti di automobili, allo scopo di accertare che sussistano le condizioni di idoneità fisica, psichica e morale, indicate negli articoli precedenti.

In ogni tempo il Prefetto può fare obbligo a singoli conducenti di sottoporsi a visita di revisione per accertare se sussistano ancora i requisiti fisici e psichici prescritti.

Per gli accertamenti indicati nel presente articolo si osservano le norme stabilite negli articoli precedenti eccetto per quanto concerne l'acutezza visiva per i conducenti in servizio privato, per la quale è ammesso un visus complessivo di dieci decimi, ottenibile con qualsiasi correzione di lenti, e per i conducenti in servizio pubblico un visus complessivo non inferiore a quattordici decimi senza correzione di lenti con un minimo per occhio di cinque (Tavola Snellen).

Per quanto concerne le funzioni uditive è sufficiente la percezione della voce sussurrata a quattro metri di distanza da ciascun lato.

Il Ministro per le Comunicazioni, di concerto con quello per l'Interno, stabilirà le categorie dei sanitari, fra quelle previste nell'articolo 83, cui affidare le visite di revisione e le modalità delle visite stesse.

Il Ministro per le Comunicazioni ha facoltà di sottoporre in qualunque tempo, in seguito a segnalazione dei Prefetti e dei direttori dei Circoli Ferroviari i singoli conducenti ad un esperimento di controllo per accertare che gli stessi conservino la necessaria abilità alla guida.

Art. 92.

Conducenti di automobili a vapore.

Coloro che intendano conseguire la patente di abilitazione per la guida di automobili a vapore devono, all'atto dell'esame, produrre anche i documenti comprovanti la loro conoscenza di macchine a vapore ed in mancanza dimostrare sempre, in sede di esame, tale conoscenza.

Art. 93.

Conducenti di compressori e di altre macchine stradali con motori a scoppio o a combustione (Diesel).

I conducenti di compressori e di altre macchine stradali con motore a scoppio o a combustione (Diesel) devono essere muniti di certificato di abilitazione che autorizzi a condurre, rilasciato dal Circolo Ferroviario d'Ispezione, previo risultato favorevole di esame secondo le norme prescritte per i conducenti di automobili.

I documenti da produrre al Circolo, a corredo della domanda, sono: certificato di buona condotta, certificato di idoneità fisica di data non anteriore a tre mesi, due fotografie firmate sul verso.

Art. 94.

Ritiro delle patenti di abilitazione di primo e secondo grado.

Le patenti di abilitazione di primo e secondo grado sono ritirate su ordine del Prefetto:

1° per motivi di pubblica sicurezza;

2° ogni qualvolta in seguito a visita individuale o a revisione collettiva il conducente risulti non più idoneo a condurre automobili;

3° quando il conducente, che alla visita medica abbia raggiunto il visus minimo con correzione di lenti, sia sorpreso a non fare uso delle stesse;

4° quando il conducente venga a trovarsi in una delle condizioni prevedute dell'articolo 84 (indegnità);

5° quando il conducente risulti dedito all'uso di bevande alcooliche o di altre sostanze inebrianti o di sostanze stupefacenti;

6° quando il conducente eserciti abusivamente un servizio pubblico di linea o quando adibisca arbitrariamente l'automobile ad uso diverso da quello per il quale venne rilasciata la licenza di circolazione. In tal caso il Prefetto provvede al ritiro della patente uditi l'Intendenza di finanza e il Circolo Ferroviario d'Ispezione. La patente è ritirata per un periodo da uno a tre mesi; nel caso di successiva violazione o di servizi effettuati in concorrenza ad altri servizi di trasporto concessi od autorizzati, il ritiro delle patenti è disposto per un periodo da due a sei mesi;

7° quando la condanna penale disponga il ritiro della patente nei casi preveduti nel presente decreto ed in ogni altro caso quando abbia per effetto la sospensione dall'esercizio della professione o dell'arte;

8° nei casi di investimento che abbia cagionato lesioni personali gravi. Gli agenti incaricati di vigilare sulla osservanza del presente decreto ne riferiranno immediatamente al Prefetto;

9° in ogni caso di investimento quando il conducente si sia dato alla fuga;

10° quando il conducente non si presenti, senza giustificato motivo, alle visite di revisione od all'esperimento di cui all'articolo 91, e continui abusivamente a condurre automobili.

È fatto obbligo ai Podestà di vigilare affinchè per quanto concerne l'iniziativa degli agenti municipali, le disposizioni dei numeri 5, 7, 8 e 9 abbiano immediata attuazione. I cancellieri addetti al giudice che ha pronunciato la sentenza di condanna, divenuta irrevocabile, debbono darne immediata partecipazione al Prefetto, quando, nei casi indicati nei numeri 2, 3 e 4 dell'articolo 84 e nel n. 7 del presente articolo, risulti che il condannato sia munito di patente per condurre autoveicoli.

Insieme col ritiro della patente di abilitazione di primo e secondo grado, è disposto quello della patente di terzo grado di cui il conducente fosse munito. Anche in difetto di tale provvedimento, il conducente s'intende ugualmente ed immediatamente decaduto dall'autorizzazione a condurre automobili per i quali occorra la patente di terzo grado.

L'ordine del Prefetto è immediatamente esecutivo.

In quanto non sia preveduto da particolare disposizione di legge, il Prefetto, su istanza dell'interessato revoca l'ordine di ritiro della patente quando sia venuta meno la causa che ebbe a determinarlo.

Contro i provvedimenti del Prefetto è concessa facoltà all'interessato, nel termine di trenta giorni dalla comunicazione, di presentare ricorso al Ministro per le Comunicazioni.

Le Prefetture sono tenute a comunicare di volta in volta al Ministero delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili) gli estremi delle patenti di abilitazione che siano state ritirate o restituite, le generalità dei conducenti ed i motivi del ritiro o della restituzione.

Art. 95.

Ritiro della patente di terzo grado.

La patente di abilitazione di terzo grado è ritirata d'ordine del Prefetto, quando il conducente venga a trovarsi in uno dei casi preveduti nell'articolo precedente per il ritiro della patente di abilitazione di primo e secondo grado.

Il ritiro della patente deve inoltre essere disposto:

1° quando il conducente venga a trovarsi nelle condizioni di indegnità prevedute nell'articolo 84;

2° quando sia colto in servizio in stato di ebbrezza;

3° quando, a giudizio dell'Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili, o del Circolo Ferroviario di Ispezione, il conducente abbia commesso atti d'imprudenza o d'imperizia tali da compromettere l'incolumità pubblica.

Nei casi preveduti nel n. 6 della prima parte dell'articolo 94 con la restituzione della patente di primo e secondo grado può essere disposta anche quella della patente di terzo grado.

La validità della patente a condurre automobili in servizio pubblico su linee concesse od autorizzate è revocata dal Circolo Ferroviario d'Ispezione, oltre che nei casi di cui al presente articolo, quando il conducente si sia dimostrato inadatto al servizio.

Contro il provvedimento del Prefetto, emanato a termini dei n. 2 e 3, e contro il provvedimento del Circolo, emanato a termini del precedente capoverso, è ammesso ricorso al Ministro per le Comunicazioni entro dieci giorni dalla partecipazione all'interessato. Il ricorso non ne sospende l'esecuzione.

I Prefetti devono comunicare di volta in volta al Ministero delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili) gli estremi delle patenti di abilitazioni che siano state ritirate, le generalità dei conducenti ed i motivi del ritiro.

Art. 96.

Sanzioni.

Il conducente che circoli senza avere ottenuto la patente di primo o di secondo grado ovvero senza la ricevuta indicata nell'articolo 90 od il certificato di cui all'articolo 93 è punito con l'arresto da sei mesi ad un anno e con l'ammenda da lire mille a lire duemila.

Alla stessa pena aumentata di un terzo soggiace il conducente il quale circoli quando la patente, la ricevuta, od il certificato gli siano stati ritirati.

Chi circoli senza patente, ma avendo a fianco un conducente abilitato in funzione d'istruttore, ovvero, nei casi in cui è prescritta la patente di terzo grado, chi circoli senza averla ottenuta o, pur avendola ottenuta, senza che essa sia valida per condurre su linee in servizio pubblico, è punito con l'ammenda da lire cinquecento a lire mille.

Quando nei casi preveduti dai due articoli precedenti egli si rifiuti di restituire la patente rispettivamente al Prefetto od al Circolo Ferroviario d'Ispezione, è punito a norma dell'articolo 650 del Codice penale e la patente è sequestrata.

CAPO IV.

NORME SPECIALI.

Art. 97.

Autoveicoli e conducenti appartenenti alle Amministrazioni dei Corpi Armati dello Stato.

Le Amministrazioni militari possono, per gli autoveicoli speciali di uso militare, derogare alle disposizioni di cui all'articolo 55 e al quarto capoverso dell'articolo 60, per quelli non suscettibili di freni, alle disposizioni dell'articolo 61 e per il materiale di trazione a rimorchio alle disposizioni degli articoli 62 e 63.

Alle prove e a quanto è stabilito negli articoli 65, 67, 68, 69 e 78 per gli autoveicoli e rimorchi di proprietà delle Amministrazioni militari e dei Corpi Armati dello Stato e agli esami dei relativi conducenti, provvedono direttamente i rispettivi comandi. Il certificato relativo alla idoneità dei conducenti abilita i medesimi a condurre soltanto gli autoveicoli di proprietà dei Corpi a cui appartengono.

Il certificato di idoneità, rilasciato dalle Autorità militari, è sufficiente per domandare alla Prefettura la patente di abilitazione di primo o di secondo grado, senza che il richiedente si sottoponga ad altri esami, purchè insieme alla domanda sia presentato il foglio di congedo od una dichiarazione delle Autorità militari, attestante il suo licenziamento o la sua cessazione dal servizio e sempre che la domanda venga presentata alla Prefettura entro un anno dalla data del congedo, del licenziamento o della cessazione dal servizio.

Le patenti di abilitazione di primo o di secondo grado possono essere rilasciate dai Prefetti con le modalità di cui al precedente capoverso anche agli Ufficiali in servizio permanente effettivo dei Corpi Armati dello Stato, muniti del certificato di idoneità militare.

Agli autoveicoli di proprietà delle Amministrazioni militari e dei Corpi Armati dello Stato non si applicano le disposizioni di cui agli articoli 72, 73, 74, 75, 77, 79 e 80.

Le targhe degli autoveicoli di cui sopra debbono avere una sigla di riconoscimento in rosso seguita dal numero progressivo di immatricolazione in nero su fondo bianco.

Per l'adozione di ogni nuova sigla le Amministrazioni militari dovranno prendere preventivi accordi col Ministero delle Comunicazioni.

Con decreto da emanarsi dal Ministro per le Comunicazioni, di concerto con i Ministri per la Guerra e per i Lavori Pubblici, possono essere stabilite per gli autoveicoli speciali, di proprietà delle Amministrazioni militari, deroghe alle disposizioni degli articoli 58, 59 e 60, prescrivendo le norme da osservarsi per la sicurezza della circolazione.

Art. 98.

Compressori e macchine stradali a vapore.

Alle visite e prove dei compressori e delle macchine stradali a vapore di proprietà delle Amministrazioni dello Stato provvedono direttamente le Amministrazioni stesse a mezzo dei loro ingegneri.

Art. 99.

Autoveicoli e conducenti del Corpo Diplomatico.

Gli autoveicoli appartenenti ai membri del Corpo Diplomatico sono immatricolati, previa autorizzazione del Ministero degli Affari Esteri, a cura di quello delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili), il quale rilascia apposita licenza di circolazione.

Tali autoveicoli debbono avere targhe rettangolari, portanti in nero, su fondo bianco, la sigla C. D. e un numero progressivo.

Il trasferimento della targa su altra macchina dello stesso proprietario deve essere autorizzato dal Ministero delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie e Automobili) che rilascia una nuova licenza di circolazione.

I membri del Corpo Diplomatico sono esonerati dallo esame di idoneità, e l'Ispettorato Generale provvede alla concessione della patente di abilitazione in seguito alla dichiarazione di idoneità a condurre autoveicoli rilasciata dal Capo della Missione e trasmessa per il tramite del Ministero degli Affari Esteri.

Ogni qualvolta i titolari decadano dal diritto alla concessione, le targhe, le licenza e le patenti devono essere consegnate, dagli stessi, al Ministero degli Affari Esteri che le rimette al Ministero delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili) per l'annullamento.

Le infrazioni alle disposizioni del presente decreto sono segnalate dagli uffici, dai quali dipendono i funzionari, ufficiali ed agenti che le abbiano accertate, al Ministero delle Comunicazioni, che ne informerà il Capo della Missione per mezzo del Ministero degli Affari Esteri.

Le presenti disposizioni hanno vigore in quanto esista reciprocità di trattamento.

Art. 100.

Immatricolazione di autoveicoli acquistati nel Regno da cittadini italiani residenti all'estero o da stranieri.

Per gli autoveicoli acquistati nel Regno da cittadini italiani residenti all'estero o da stranieri che vi si trovino soltanto di passaggio, la licenza di circolazione o l'autorizzazione alla circolazione può essere rilasciata, nei modi prescritti dagli articoli 65, 66, 67, 68 e 69, da qualsiasi Prefettura in seguito a presentazione, in luogo del certificato di residenza, del passaporto, per i cittadini italiani residenti all'estero, o di un certificato rilasciato da un Console dello Stato, al quale appartiene lo straniero, comprovante le generalità del proprietario e la sua residenza all'estero, e di un certificato, rilasciato dal Reale Automobile Club d'Italia o dal Touring Club Italiano, dal quale risulti l'elezione del suo domicilio presso le sedi del sodalizio che rilascia il certificato stesso.

Art. 101.

Circolazione di autoveicoli di importazione temporanea.

Sempre che sussista la reciprocità di trattamento e salvo quanto sia disposto in convenzioni internazionali, gli autoveicoli immatricolati presso gli Stati esteri sono ammessi a circolare nel Regno in seguito a presentazione, agli Uffici

doganali di confine o dei porti, dei certificati del paese di origine relativi alla idoneità sia degli autoveicoli che dei loro conducenti.

Contemporaneamente alla concessione del permesso di importazione temporanea, gli Uffici doganali rilasciano un certificato di circolazione provvisoria, di durata non superiore ad un anno, da cui risultino la data del rilascio e la scadenza, nonchè le indicazioni dell'autoveicolo e dei conducenti atte ad identificarli con sicurezza.

Trascorso il termine stabilito nel certificato, il proprietario dell'autoveicolo deve provvedere, nei modi ordinari e previe le prescritte visite e prove, alla regolare immatricolazione di esso presso la Prefettura nella cui circoscrizione stabilisce la sua residenza.

Gli autoveicoli immatricolati in uno degli Stati firmatari della Convenzione internazionale di Parigi del 24 aprile 1926, resa esecutiva con R. decreto 6 gennaio 1928, n. 1622, sono ammessi a circolare nel Regno, in seguito a presentazione agli Uffici doganali di confine o dei porti del certificato internazionale per autoveicoli, di cui all'allegato *B* della convenzione stessa, fino al termine di un anno dalla data del rilascio del certificato.

Trascorso tale periodo, il proprietario deve provvedere alla immatricolazione dell'autoveicolo presso la Prefettura nella cui circoscrizione stabilisce la propria residenza.

La Prefettura, in base alla presentazione del certificato internazionale, rilascia la licenza di circolazione senza altra formalità, salvo l'accertamento della potenza tassabile del motore, secondo le disposizioni di cui all'articolo 104.

Il certificato rilasciato dalla dogana o il certificato internazionale debbono essere sempre portati sull'autoveicolo per essere esibiti ad ogni richiesta di funzionari, ufficiali od agenti.

Ai contravventori alle disposizioni del presente articolo sono applicabili le pene e le altre sanzioni stabilite nell'articolo 70.

Art. 102.

Conducenti italiani residenti all'estero o stranieri.

I cittadini italiani residenti all'estero e gli stranieri di passaggio in Italia sprovvisti di patenti di abilitazione estera, che intendano condurre automobili debbono osservare le disposizioni degli articoli 83 a 88, presentando domanda ad una Prefettura del Regno. In luogo del certificato generale del casellario giudiziario e del certificato di residenza, è in loro facoltà di produrre una dichiarazione complessiva equipollente di un Console dello Stato a cui appartengono e dalla quale deve risultare anche la residenza all'estero del richiedente.

Per gli italiani residenti all'estero è sufficiente la produzione del passaporto e di una dichiarazione del Console del luogo in cui essi hanno la loro residenza.

La patente di abilitazione ha in tal caso validità di sei mesi. Trascorso detto termine l'interessato ha l'obbligo di presentare alla Prefettura la detta patente per farvi inscrivere la validità definitiva.

All'uopo il richiedente dovrà esibire alla Prefettura il certificato generale del casellario giudiziario rilasciato dalla cancelleria del Tribunale di Roma. Il Prefetto, eseguiti gli accertamenti indicati nel primo capoverso dell'articolo 88, ordina che sia eseguita l'annotazione per la validità definitiva.

I conducenti di automobili, i quali siano stati ammessi a circolare a norma della prima parte dell'articolo precedente, non sono tenuti a munirsi di patente di abilitazione; decorso il termine stabilito dall'Ufficio doganale nel certificato provvisorio di circolazione, i conducenti medesimi debbono munirsi della patente di abilitazione italiana.

I conducenti di automobili muniti del permesso internazionale a condurre di cui all'allegato *E*) della Convenzione Internazionale di Parigi del 24 aprile 1926, resa esecutiva con R. decreto 6 gennaio 1928, n. 1622, sono autorizzati a condurre nel Regno, fino al termine di un anno dalla data di rilascio del permesso. Trascorso tale periodo debbono munirsi della patente di abilitazione italiana.

Chi è munito di patente di abilitazione conseguita all'estero può ottenere la patente di abilitazione italiana di primo grado senza alcun esame, presentando direttamente alla Prefettura domanda in bollo corredata con i documenti di cui agli articoli 83 e 88, e con la patente di abilitazione conseguita all'estero. In tali casi, agli effetti dell'accertamento dei requisiti fisici e psichici, si applicano le disposizioni di cui al secondo capoverso dell'articolo 91.

Ai contravventori alle disposizioni del presente articolo sono applicabili le sanzioni comminate nell'articolo 96.

Art. 103.

Rilascio dei certificati internazionali per autoveicoli e dei permessi internazionali a condurre.

I proprietari di autoveicoli, compresi quelli di cui alla lettera *b*) dell'articolo 54, ed i conducenti che intendano ottenere il certificato internazionale per l'autoveicolo od il permesso internazionale a condurre, per circolare nel territorio degli Stati aderenti alla Convenzione internazionale di Parigi, del 24 aprile 1926, resa esecutiva con R. decreto 6 gennaio 1928, n. 1622, devono farne domanda, per il tramite dell'Ufficio provinciale del Pubblico Registro Automobilistico, quando l'autoveicolo vi debba essere inscritto, al Prefetto della Provincia in cui l'autoveicolo è immatricolato o che ha rilasciato la patente di abilitazione. Il Prefetto rilascia il certificato richiesto su presentazione della licenza di circolazione o dell'autorizzazione alla circolazione per l'autoveicolo o della patente di abilitazione per i conducenti.

I conducenti di motocicli, motocarrozzette e motofurgoncini che abbiano compiuti gli anni diciotto, per ottenere il permesso internazionale a condurre devono produrre al Prefetto un apposito certificato di idoneità rilasciato, previo esame, da un Circolo Ferroviario d'Ispezione. Per il rilascio di tale certificato sono applicabili le disposizioni dell'articolo 83, prima parte, e dell'articolo 86, primo, secondo e ultimo capoverso.

Art. 104.

Potenza dei motori degli autoveicoli.

La determinazione della potenza dei motori degli autoveicoli, in occasione sia delle visite e prove indicate negli articoli 65, 69, 78 e 80, sia di eventuali successivi accertamenti, viene effettuata a cura degli ingegneri dell'Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili, secondo le norme e le formule stabilite nelle leggi finanziarie, o, quando si tratti di motori non contemplati dalle leggi finanziarie, secondo le norme e le formule che saranno emanate dal Ministro per le Finanze di concerto con quello per le Comunicazioni.

Art. 105.

Autoveicoli in servizio da piazza.

Gli autoveicoli in servizio da piazza, destinati a fare corse su richiesta di qualsiasi avventore, dentro l'ambito del territorio provinciale, debbono essere muniti, oltre che della targa prescritta dall'articolo 72, di altra targa con la scritta in nero « Servizio pubblico » e il numero progressivo che

eventualmente sia imposto dall'autorità comunale. In caso di mancanza dell'indicazione « Servizio Pubblico » sono applicabili le disposizioni della legge tributaria sulle tasse automobilistiche.

Ciascuna vettura deve essere munita di tassametro collocato in guisa che sia agevole la lettura della registrazione.

Nei Comuni di minore importanza, che sono determinati per ogni Provincia dal Consiglio provinciale dell'economia previo parere del Circolo Ferroviario d'Ispezione in base ai criteri della popolazione, della estensione territoriale e dell'intensità del movimento turistico, esclusi quelli compresi fra le località turistiche, di cura o di soggiorno, gli autoveicoli in servizio da piazza sono esonerati dall'obbligo del tassametro, e può anche consentirsi che gli autoveicoli immatricolati per servizio di noleggio di rimessa facciano anche servizio da piazza.

Nell'interno delle vetture devono essere esposte al pubblico in modo visibile, le tariffe e le condizioni di trasporto, previste per tutto il territorio comunale e approvate dall'autorità comunale.

Il contravventore è punito con l'ammenda da lire venticinque a lire duecento, salve le speciali disposizioni contenute nei regolamenti comunali agli effetti del servizio da piazza.

Art. 106.

Automobili di linee in servizio pubblico.

Gli automobili destinati al trasporto di persone su linee in servizio pubblico, regolarmente concesse od autorizzate, devono essere muniti, oltre che della targa prescritta dall'articolo 72, di altra targa con la scritta in nero « Servizio pubblico ». Devono inoltre portare, chiaramente indicati, gli estremi del percorso, il nome della ditta esercente e la sua sede, nonchè un numero distintivo del veicolo. In caso di mancanza della indicazione « Servizio Pubblico » sono applicabili le disposizioni della legge tributaria sulle tasse automobilistiche.

Nessun rimorchio può essere destinato su linee in servizio pubblico, concesse od autorizzate, se non sia stata rilasciata apposita licenza di circolazione, previa una speciale visita e prova da eseguirsi a cura di un ingegnere del Circolo Ferroviario d'Ispezione con le norme stabilite con decreto del Ministro per le Comunicazioni.

Il contravventore è punito a norma dell'articolo 70.

Art. 107.

Scuole per conducenti di automobili.

Le scuole per conducenti di automobili devono essere ufficialmente riconosciute dal Ministero delle Comunicazioni (Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili).

Il Ministro per le Comunicazioni stabilirà, con decreto, le norme concernenti l'arredamento didattico delle scuole, il programma e la durata dei corsi e altre modalità necessarie per il regolare funzionamento delle scuole stesse.

Le scuole devono essere dirette da un ingegnere o da un perito industriale e devono disporre di idonei insegnanti.

L'esame teorico degli allievi, viene sostenuto presso le sedi delle scuole stesse davanti ad una Commissione composta di un ingegnere del Circolo ferroviario, che la presiede, del direttore o di un insegnante della scuola e di un rappresentante del Reale Automobile Club d'Italia.

L'esame pratico di guida è sostenuto davanti all'ingegnere del Circolo Ferroviario d'Ispezione ed al Direttore della scuola.

Le scuole sono sottoposte alla vigilanza dell'Ispettorato Generale predetto.

Il riconoscimento ufficiale può essere revocato dal Ministro per le Comunicazioni con suo provvedimento definitivo nel caso in cui i corsi non si svolgano regolarmente, non si provveda alla sostituzione del direttore o degli insegnanti, ove tale sostituzione sia riconosciuta necessaria da parte dell'Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili, o non si ottemperi alle disposizioni emanate in sede di vigilanza dallo stesso Ispettorato Generale.

Art. 108.

Indennità.

Per le operazioni di visita e prova di autoveicoli, e di rimorchi di autoveicoli, di determinazione di potenza, nonchè per le operazioni di esami e di esperimenti preveduti nel titolo terzo del presente decreto, gli interessati sono tenuti, prima delle operazioni, a versare direttamente al Circolo Ferroviario d'Ispezione, con le modalità stabilite dal Direttore del Circolo stesso, le seguenti somme:

a) visita e prova di automobili, compressori stradali, rimorchi, motocarrozzette in servizio pubblico, prova pratica di conducenti non allievi di scuole . . . . L. 20

b) esami di allievi delle scuole di cui all'articolo 107, esami orali di conducenti non allievi delle scuole . . . . » 10

c) per le visite e prove ed esperimenti di revisione o controllo le misure di cui alle lettere *a)* e *b)* sono ridotte alla metà;

d) determinazioni o verifiche della potenza dei motori in ogni caso . . . . » 5

Le somme come sopra introitate saranno versate in Tesoreria con imputazione ad uno speciale capitolo dello stato di previsione dell'Entrata.

Sull'ammontare versato, il 60 % è devoluto alla Cassa di colleganza fra gli Ingegneri dell'Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili, per essere erogato a compenso delle operazioni e prestazioni dei soci della Cassa, nonchè per forme assistenziali, secondo modalità da stabilirsi con decreti dei Ministri per le Comunicazioni e per le Finanze.

Mediante decreti del Ministro per le Finanze saranno introdotte in bilancio le necessarie variazioni.

È autorizzata la corresponsione di acconti sulla quota spettante alla Cassa anzidetta.

Nessuna indennità compete al funzionario che procede alle operazioni salvo, nel caso di pernottazione fuori sede, il rimborso delle spese di viaggio effettivamente sostenute e una quota di indennità che verrà stabilita con disposizione dell'Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili, per le singole località designate come sede di operazioni. Quando l'esame, il collaudo o l'accertamento di potenza abbiano luogo, su richiesta degli interessati, in località diverse da quelle designate come sede di operazioni, competono al funzionario in tutti i casi le ordinarie indennità di trasferta.

Nella misura che sarà stabilita dall'Ispettorato predetto, i richiedenti sono tenuti altresì a rimborsare l'importo delle spese inerenti alle operazioni domandate.

Sono inoltre tenuti a corrispondere al Commissario del Reale Automobile Club d'Italia per l'esame teorico cui interviene l'indennità di L. 10.

Art. 109.

Permessi provvisori di guida.

I Prefetti sono autorizzati a concedere permessi provvisori per la guida di automobili, aventi validità non superiore a tre mesi, ai conducenti di passaggio in Italia a scopo turi-

stico che siano muniti di patente di abilitazione rilasciata dalle autorità estere e guidino macchine di loro proprietà e di fabbricazione italiana.

Art. 110.

Provvedimenti da emanarsi di concerto tra il Ministro per i Lavori Pubblici e quello per le Comunicazioni.

Il Ministro per i Lavori Pubblici di concerto con quello per le Comunicazioni, emana le norme necessarie:

1° per determinare, le dimensioni, le forme i colori e tutte le altre caratteristiche e le modalità di applicazione dei cartelli prescritti dall'articolo 27;

2° per disciplinare nel modo uniforme per tutto il Regno le segnalazioni stradali e quelle da farsi sia a mezzo di speciali dispositivi, sia a mano dai conducenti e dagli agenti incaricati di regolare la circolazione stradale prescritte dagli articoli 26 e 29.

Il Ministro per le Comunicazioni, di concerto con quello per i Lavori Pubblici emana le norme necessarie per determinare:

1° le caratteristiche e le modalità di applicazione dei cingoli e degli altri sistemi di protezione, da applicare alle ruote degli autoveicoli, previsti nell'articolo 43;

2° le caratteristiche e le modalità di applicazione, degli apparecchi di segnalazione acustica e visiva degli autoveicoli compresi quelli dei fanali sussidiari di treno e d'ingombro;

3° le dimensioni delle targhe di riconoscimento degli autoveicoli, dei relativi caratteri e i contrassegni in lettere per la individuazione delle Provincie, modificando, ove occorra, le disposizioni del presente decreto;

4° le caratteristiche delle gomme per le ruote di autoveicoli, sia nei rapporti del carico trasmesso alla strada, sia nei rapporti della ripartizione del peso dei veicoli fra gli assi in relazione all'articolo 56.

Art. 111.

Facoltà del Ministro per le Comunicazioni.

Il Ministro per le Comunicazioni determina:

1° le dimensioni, le forme i colori delle segnalazioni da apporsi dalle aziende esercenti ferrovie o tramvie a norma dell'articolo 28;

2° le categorie di autoveicoli che devono essere muniti di dispositivi meccanici per le segnalazioni prescritte dall'articolo 30;

3° le caratteristiche dei silenziatori e l'ubicazione dei tubi di scarico di cui all'articolo 60;

4° i requisiti e le caratteristiche degli organi di frenatura, le caratteristiche del dispositivo di percezione, nonchè le dimensioni dello specchio retrovisivo e le modalità della sua applicazione di cui all'articolo 61.

5° i requisiti e le caratteristiche degli organi di trazione dei treni automobili nonchè le caratteristiche dei carrelli accodati, di cui all'articolo 62;

6° i modelli dei registri e schedari, da usarsi dalle Regie Prefetture e dai Circoli Ferroviari d'Ispezione, nonchè i modelli delle licenze e delle autorizzazioni di circolazione, delle patenti e delle autorizzazioni alla guida da rilasciarsi agli interessati.

Il Ministro per le Comunicazioni ha facoltà di autorizzare:

1° caso per caso il rilascio della patente di abilitazione di primo grado per condurre automobili a favore di chi sia mutilato o presenti altra invalidità fisica purchè ricorrano le seguenti condizioni:

a) il richiedente possegga tutti gli altri requisiti prescritti dal primo capoverso dell'articolo 83, compresi quelli indicati nelle lettere *c*) e *d*) del detto capoverso;

b) risulti dal certificato medico e dalla prova di esame che il richiedente è abile a condurre un determinato automobile opportunamente adattato.

La validità della patente di abilitazione si intende in tal caso esclusivamente limitata allo speciale automobile individuato nella patente stessa;

2° di autorizzare caso per caso l'ammissione agli esami per il conseguimento della patente di abilitazione a condurre autoveicoli in servizio pubblico (terzo grado) dei conducenti muniti di patenti di secondo grado da meno di sei mesi;

3° di autorizzare, caso per caso, l'ammissione agli esami di idoneità per il conseguimento della patente di abilitazione di primo grado dei monocoli che possiedano il visus dell'occhio non inferiore ad otto decimi raggiunto senza correzione di lenti.

Art. 112.

Ingombro della sede stradale con binario

I binari delle linee tramviarie urbane, per i tratti che non siano in sede propria e non separati dal carreggio ordinario, devono essere sempre a raso in modo da lasciare tutta la strada accessibile senza difficoltà al carreggio ordinario. Le relative rotaie debbono essere del tipo a gola e a perfetto livello col piano stradale.

Per le linee tramviarie urbane già in esercizio le Società esercenti sono tenute, nonostante ogni contraria precedente convenzione, ad uniformarsi a loro cura e spese alla disposizione di cui alla prima parte del presente articolo.

I termini e le modalità per la esecuzione da parte delle aziende esercenti delle eventuali modifiche agli impianti esistenti sono stabiliti, su richiesta degli enti concedenti, dal Ministro per le Comunicazioni, il quale può esonerare in via provvisoria o definitiva le aziende dall'esecuzione delle modifiche per quei tratti di linee per i quali a suo giudizio esclusivo non ne ricorra la necessità.

Nel caso di rifiuto o di ritardo da parte delle aziende tramviarie alle modificazioni degli impianti si procederà di ufficio a cura degli Enti concedenti ad a spese dell'azienda interessata.

Qualora l'azienda non provveda al rimborso delle dette spese l'Amministrazione può rivalersi coattivamente nelle forme dei privilegi fiscali.

Nei casi in cui concorrano speciali esigenze per la circolazione stradale ed i tipi del materiale mobile approvato lo consentano, il Ministro per le Comunicazioni ha facoltà di prescrivere, su richiesta dell'Azienda Autonoma Statale della Strada, delle provincie o dei comuni interessati, che le tramvie estraurbane e le ferrovie concesse, da costruire o già in servizio nei tratti che si svolgono nell'interno degli abitati o su strade esterne di speciale importanza per il carreggio ordinario e per gli autoveicoli, semprechè non siano in sede propria od in sede separata, abbiano i binari a perfetto livello del piano stradale e che le relative rotaie siano del tipo a gola.

Le aziende dovranno provvedere, a loro cura e spese, ad apportare agli impianti le modifiche che saranno prescritte e nel caso di rifiuto o di ritardo si procederà d'Ufficio a cura del Circolo Ferroviario d'Ispezione ed a spese dell'Azienda interessata, in conformità delle disposizioni dell'articolo 202 del testo unico approvato con R. decreto 9 maggio 1912, numero 1447.

Art. 113.

Facoltà dei comuni per gli autoveicoli da piazza e di noleggio da rimessa.

È in facoltà dei comuni dettare prescrizioni per quanto concerne il numero, il tipo e le caratteristiche degli autoveicoli destinati al servizio pubblico da piazza e per quei servizi pubblici da noleggio, i cui esercenti abbiano le rimesse nell'àmbito del proprio territorio. È parimenti in facoltà dei comuni emanare nei loro regolamenti speciali prescrizioni per i servizi suddetti purchè non richiedano nuovi accertamenti intesi a verificare il concorso dei requisiti di idoneità fisica, morale e tecnica dei conducenti, ovvero a subordinare la circolazione degli autoveicoli stessi a verifiche di carattere tecnico.

Qualora i loro funzionari ufficiali od agenti ritengano che un autoveicolo non risponda più ai requisiti per i quali ottenne la licenza di circolazione, ne daranno notizia al Circolo Ferroviario d'Ispezione agli effetti del n. 1 della prima parte dell'articolo 81.

Le prescrizioni di cui è menzione nel presente articolo debbono essere preventivamente sottoposte all'approvazione del Ministro per le Comunicazioni.

TITOLO IV.

DISPOSIZIONI GENERALI

CAPO I.

SANZIONI PENALI.

Art. 114.

Violazione di legge e di provvedimenti dell'Autorità.

Salvo che sia diversamente stabilito nei singoli articoli, chiunque contravviene alle disposizioni del presente decreto ovvero ai precetti, divieti, condizioni di licenza ed in genere a qualsiasi provvedimento dato dall'Autorità nell'esercizio delle facoltà ad essa spettanti a norma del decreto stesso, è punito coll'ammenda da lire venticinque a lire cento.

La intimazione delle diffide, dei decreti e degli altri atti ordinati dalle competenti Autorità per le materie previste nel titolo primo del presente decreto è eseguita dagli agenti dell'Autorità da cui proviene l'ordine da intimare.

Art. 115.

Aumento di pene.

Le pene stabilite dal presente decreto sono aumentate:

1° se il contravventore si sia servito di un autoveicolo che non gli apparteneva e senza l'autorizzazione di chi aveva il diritto di disporne;

2° quando la contravvenzione sia connessa con quella preveduta nell'articolo 33 del presente decreto per non aver il conducente ottemperato all'ordine di fermarsi o per aver reso impossibile, trasgredendo agli obblighi impostigli in detto articolo, l'immediato accertamento della contravvenzione.

Art. 116.

Oblazione in via breve.

Nelle contravvenzioni alle disposizioni del presente decreto per le quali è stabilita la sola pena dell'ammenda in misura non superiore a lire duecento, il contravventore è ammesso a pagare immediatamente la somma di lire venticinque, quando sia conducente di autoveicoli, e di lire dieci negli altri casi, al funzionario, ufficiale od agente che accerta la contravvenzione. Questi ne rilascia ricevuta staccandola da apposito bollettario.

Per la contravvenzione alle disposizioni dell'articolo 53 la somma da pagare, a norma delle disposizioni precedenti, è di lire cinque.

Art. 117.

Oblazione in via ordinaria.

Per le contravvenzioni prevedute nell'articolo precedente, quando il contravventore non abbia esercitato la facoltà ivi stabilita, e per ogni altra contravvenzione per la quale il presente decreto stabilisce la sola pena dell'ammenda, quale ne sia il massimo, il contravventore è ammesso a pagare prima del decreto di condanna ovvero prima dell'apertura del dibattimento, una somma corrispondente al terzo del massimo della pena stabilita per la contravvenzione commessa oltre le spese di notificazione del processo verbale di contravvenzione prevista nell'articolo 124 e quelle del procedimento.

Il pagamento ha luogo mediante versamento presso gli Uffici del registro o, se si tratti di contravvenzione ai regolamenti comunali, nelle casse del comune, della somma relativa, su presentazione, quando ne sia il caso, di un certificato del cancelliere della Pretura, attestante le spese occorse.

Se il pagamento è eseguito entro quarantotto ore dalla notificazione del processo verbale di contravvenzione prevista nell'articolo 124, la somma da pagare a titolo di oblazione è ridotta al sesto del massimo della pena comminata, oltre le spese della notificazione e del procedimento.

Art. 118.

Inammissibilità dell'oblazione.

L'oblazione non è ammessa quando si siano verificate le circostanze per le quali possono essere aumentate le pene a norma dell'articolo 115.

L'oblazione non è inoltre ammessa per le contravvenzioni prevedute negli articoli 33 e 70.

Nei casi indicati nei due commi precedenti, ove l'oblazione avesse avuto luogo, l'azione penale ha egualmente corso e le somme pagate rimangono, per il caso di condanna, a garanzia del pagamento della pena pecuniaria inflitta nonchè delle spese della notificazione preveduta nell'articolo 124 e delle spese processuali.

Art. 119.

Provento delle oblazioni e condanne.

Il provento delle oblazioni e condanne alle pene pecuniarie è devoluto per intero all'Azienda Autonoma Statale della Strada, se trattisi di contravvenzioni da chiunque accertate sulle strade statali.

Per le contravvenzioni accertate su strade non statali è devoluto interamente allo Stato se trattisi di contravvenzioni al presente decreto accertate dai suoi funzionari ed agenti; è devoluto per metà allo Stato e per metà alla Provincia od ai Comuni se trattisi di contravvenzioni al presente decreto accertate dai funzionari ufficiali ed agenti delle Provincie e dei Comuni; è devoluto ai Comuni se trattisi di contravvenzioni da chiunque accertate ai regolamenti che essi hanno facoltà di emanare a norma del presente decreto.

Nel comune di Roma il provento delle contravvenzioni accertate dai metropolitani è devoluto per intero al Governatorato.

È in facoltà dei Comuni stabilire che la riscossione della pena dell'ammenda inflitta per le contravvenzioni di cui all'articolo 128 abbia luogo con la procedura prescritta per la esazione dei tributi ed a mezzo degli organi a ciò destinati, osservate le norme che saranno stabilite con Decreto Reale emanato su proposta dei Ministri interessati.

Il Ministro per i Lavori Pubblici determinerà ogni anno quale parte dei proventi delle contravvenzioni possa essere destinata per la concessione di premi di diligenza alla Milizia stradale, ai funzionari, ufficiali ed agenti indicati nell'articolo 122 e per la concessione del premio di manutenzione ai capi cantonieri e cantonieri, quale parte alla Cassa Pensioni dei cantonieri stessi.

CAPO II.

SANZIONI CIVILI.

Art. 120.

Responsabilità del conducente e del proprietario dei veicoli.

Il danno prodotto a persone o cose dalla circolazione di un veicolo si presume dovuto a colpa del conducente. La presunzione è esclusa solo quando questi provi che da parte sua si è avuta ogni cura, per evitare che il danno si verificasse.

Non possono in alcun caso considerarsi come danni derivanti da forza maggiore quelli cagionati da difetti di costruzione o di manutenzione del veicolo.

Il proprietario del veicolo è obbligato solidalmente col conducente a meno che provi che la circolazione del veicolo sia avvenuta contro la sua volontà, salva la responsabilità che a lui possa incombere secondo i principî generali del Codice civile.

Art. 121.

Obbligazione civile per le ammende inflitte a persone dipendenti.

Agli effetti dell'articolo 196 del Codice penale, quando il conducente è soggetto all'altrui autorità, direzione o vigilanza, la persona rivestita dell'autorità o incaricata della direzione o vigilanza è tenuta a fare osservare al conducente le disposizioni del presente decreto relative alla circolazione.

CAPO III.

NORME DI PROCEDURA.

Art. 122.

Accertamento delle contravvenzioni.

La prevenzione e l'accertamento delle contravvenzioni prevedute dal presente decreto in qualunque luogo queste si verifichino, spetta:

1° ai funzionari dell'Azienda Autonoma Statale della Strada ed a quelli del Genio civile;

2° ai funzionari dell'Ispettorato Generale Ferrovie, Tramvie ed Automobili;

3° agli ufficiali, sottufficiali e militi della Milizia della Strada istituita con legge 17 maggio 1928, n. 1094;

4° ai funzionari tecnici degli Uffici tecnici delle Provincie e dei Comuni;

5° agli agenti giurati dello Stato, delle Provincie, dei Comuni e agli agenti ferroviari e tramviari indicati nell'articolo 27, ultimo capoverso, del Regio decreto 17 giugno 1900, n. 303, e nell'articolo 166 del T. U. approvato con R. decreto 9 maggio 1912, n. 1447;

6° agli ufficiali ed agenti della forza pubblica.

Per accertare le contravvenzioni, quando trattisi di veicoli in corsa o di animali montati, i funzionari, ufficiali e agenti suddetti devono intimare, in modo evidente, ai conducenti di fermarsi, a meno che non osti materiale impossibilità.

Art. 123.

Redazione dei processi verbali di contravvenzioni.

Quando non sia ammessa o non abbia avuto luogo l'oblazione viene redatto processo verbale di accertamento della contravvenzione il quale deve contenere:

1° il giorno e luogo in cui fu esteso;

2° il nome, cognome, qualità e residenza del verbalizzante;

3° il luogo, il giorno e l'ora in cui la contravvenzione fu elevata;

4° il nome, cognome, il luogo di nascita e il domicilio del contravventore;

5° una succinta enunciazione del fatto costituente la contravvenzione, le circostanze atte a qualificarla, nonchè le prove e gli indizi a carico del contravventore;

6° la descrizione degli oggetti costituenti il corpo del reato;

7° le dichiarazioni che il contravventore chiede che siano inserite nel processo verbale;

8° l'indicazione delle intimazioni fatte e dei provvedimenti adottati, quando ne sia il caso.

Nelle contravvenzioni alle norme sulla circolazione il processo verbale, oltre alle indicazioni precedenti, deve contenere altresì:

1) gli estremi della licenza di circolazione, delle patenti di abilitazione, o dei documenti equipollenti per gli autoveicoli, e, qualora il contravventore non sia proprietario, anche il nome, cognome, la nazionalità e il domicilio di questi. In mancanza di tali dati è sufficiente l'indicazione della targa di riconoscimento. Quando manca anche la targa, o sia occultata o per qualsiasi causa riesca illeggibile al momento della contravvenzione, sono indicate tutte le possibili caratteristiche del veicolo;

2) l'indicazione del modo e della forma delle intimazioni fatte, ovvero la mensione delle ragioni o delle circostanze che hanno eventualmente impedito di intimare al contravventore di fermarsi.

Art. 124.

Notificazione dei processi verbali.

Quando si tratti di contravvenzione per la quale sia stabilita la sola pena dell'ammenda e sia ammessa l'oblazione, l'ufficio al quale appartiene il funzionario, l'ufficiale o l'agente che ha accertato la contravvenzione deve, nel termine di giorni trenta dal commesso reato, notificare copia del processo verbale al contravventore ed alla persona civilmente obbligata per l'ammenda, o a mezzo di uno degli agenti indicati nell'articolo 122 o mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno.

La notificazione preveduta nel comma precedente non è obbligatoria quando la persona a cui la notificazione stessa si sarebbe dovuta eseguire non risiede nel Regno.

Per la notificazione mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno si osservano le norme in vigore per la notificazione a mezzo della posta degli atti giudiziari in materia penale, sostituito all'ufficiale giudiziario l'ufficio al

quale appartiene il funzionario, l'ufficiale o l'agente che ha accertato la contravvenzione.

Le notificazioni si intendono in ogni caso come validamente eseguite quando siano state fatte alla residenza del destinatario quale risulti dalle indicazioni date dal contravventore stesso, o, in mancanza, da quelle rilevate dai registri di immatricolazione.

Nei casi preveduti nella prima parte del presente articolo, non appena pervenute le ricevute di ritorno e le relazioni degli agenti che hanno notificato le copie, l'ufficio al quale appartiene il funzionario l'ufficiale o l'agente che ha accertato la contravvenzione trasmette al Pretore, per il procedimento, l'originale del processo verbale colle prove della eseguita notificazione.

In ogni altro caso, l'originale del processo verbale è trasmesso senz'altra formalità al Pretore subito dopo la sua redazione.

Nelle contravvenzioni alle norme del Titolo primo del presente decreto deve essere trasmessa copia del processo verbale all'Ente cui la strada appartiene ed al Prefetto, per i provvedimenti contemplati dall'articolo 378 della legge sui lavori pubblici. Il Prefetto provvede, sentito il Compartimento della viabilità se si tratti di strade statali e l'Ufficio del Genio civile negli altri casi.

Art. 125.

Competenza a giudicare.

Le contravvenzioni prevedute nel presente decreto sono in ogni caso di competenza del Pretore. Questi, quando in seguito all'esame degli atti ed alle investigazioni compiute, ritenga di infliggere soltanto la pena della ammenda, deve pronunziare condanna mediante decreto penale, salvo nei casi indicati dall'articolo 506 capoverso secondo, del Codice procedura penale.

Nello stesso decreto è disposta, quando ricorra, la sospensione dall'esercizio dell'arte, professione, commercio e mestiere.

In ogni caso il ritiro delle licenze o patenti è di competenza delle autorità che le hanno accordate.

Art. 126.

Procedura per decreto.

Per le contravvenzioni indicate nell'articolo 124, primo comma, non può essere pronunciato decreto di condanna o emesso decreto di citazione a giudizio prima che sia trascorso un mese dalla notificazione del processo verbale al contravventore.

La condanna alle spese comprende anche quelle occorse per la notificazione del processo verbale di contravvenzione.

Nei casi indicati nel citato articolo 124, primo comma, se non sia stato notificato il processo verbale al contravventore, il Pretore pronuncia sentenza di non dovere procedere.

Art. 127.

Competenza territoriale per l'azione di danni.

Le azioni per risarcimento dei danni prodotti a persone od a cose dai veicoli circolanti su strade od aree pubbliche possono essere dal danneggiato promosse davanti all'Autorità competente, nel luogo ove il danno si sia verificato, purchè non siano trascorsi due mesi dal giorno in cui è avvenuto il fatto che ha prodotto il danno.

CAPO IV.

REGOLAMENTI COMUNALI.

Art. 128.

Facoltà dei Comuni.

È data facoltà ai Comuni di emanare regolamenti allo scopo di dettare le norme di cui è fatto richiamo in singole disposizioni del presente decreto e ogni altra norma relativa in genere alla circolazione dei veicoli, degli animali e dei pedoni, nell'interno degli abitati in quanto le esigenze della viabilità lo richiedano e purchè tali norme non siano contrarie alle disposizioni del presente decreto.

Salvo quanto è disposto nell'articolo 113, l'approvazione di tali regolamenti e la revisione di quelli esistenti spetta al Ministro per i Lavori Pubblici di concerto col Ministro per le Comunicazioni.

Per le contravvenzioni prevedute nei regolamenti comunali si osservano le norme di procedura stabilite nei capi precedenti.

CAPO V.

NORME DIVERSE.

Art. 129.

Vigilanza sull'applicazione delle norme contenute nel presente decreto.

Salvo che nel presente decreto non sia diversamente disposto, la vigilanza sull'applicazione delle disposizioni contenute nei titoli primo e secondo del presente decreto è di competenza del Ministro per i Lavori Pubblici e quella sull'applicazione delle disposizioni contenute nel titolo terzo del presente decreto è di competenza del Ministro per le Comunicazioni.

Art. 130.

Estensione alle Colonie.

Con Regio decreto da emanarsi su proposta del Ministro per le Colonie di concerto con i Ministri interessati saranno estese alle colonie ed ai possedimenti le disposizioni sui veicoli a trazione meccanica e relativi conducenti, contenute nel presente decreto con le modifiche che verranno ritenute necessarie anche in relazione agli ordinamenti ivi esistenti.

Con decreto del Ministro per le Comunicazioni di concerto con i Ministri interessati, saranno stabilite le modalità per il riconoscimento di validità nel Regno dei documenti di circolazione per i veicoli a trazione meccanica e per i relativi conducenti rilasciati nelle colonie e nei possedimenti e viceversa.

Art. 131.

Abrogazione di norme preesistenti.

Sono abrogati il regolamento approvato con R. decreto 8 gennaio 1905, n. 24, il R. decreto 13 novembre 1921, numero 1683, il R. decreto 31 dicembre 1923, n. 3043, il Regio decreto 4 agosto 1924, n. 1438, convertito in legge 25 giugno 1926, n. 1213, il R. decreto 18 settembre 1924, n. 1647, convertito in legge 25 giugno 1926, n. 1262, il R. decreto 24 maggio 1925, n. 912, convertito in legge 18 marzo 1926, n. 562, il R. decreto 4 settembre 1925, n. 1751, convertito in legge 18 marzo 1926, n. 562; il R. decreto 13 agosto 1926, n. 1479, convertito in legge 18 dicembre 1927, n. 2590, il R. decreto 13 marzo 1927, n. 314, convertito in legge 29 dicembre

1927, n. 2730, il R. decreto 27 novembre 1927, n. 2445; i Regi decreti-legge 2 dicembre 1928, n. 3179, 20 dicembre 1932, n. 1976, 29 giugno 1933, n. 943, 29 giugno 1933, n. 1093, ed ogni altra disposizione contraria al presente decreto, salvo quanto dispone la legge 1° marzo 1928, n. 381.

Nulla è innovato alle disposizioni vigenti sulla circolazione delle ferrovie e tramvie, nei tratti di strada ordinaria salvo che ne sia fatta espressa menzione nel presente decreto.

Art. 132.

Norme transitorie.

Entro dieci mesi dalla pubblicazione del presente decreto le patenti di abilitazione per condurre automobili con motore a combustione (Diesel) o treni automobili con freno continuo, devono essere regolarizzate secondo le disposizioni del decreto medesimo. Entro lo stesso termine le licenze di circolazione degli autoveicoli devono essere aggiornate, ove necessario, a seconda dell'uso al quale l'autoveicolo è destinato, in conformità della distinzione contenuta nell'articolo 65.

È accordato inoltre un termine di quindici mesi:

a) per l'applicazione del fanale posteriore alle biciclette previsto dall'articolo 50;

b) per situare negli automobili con motore a combustione (Diesel) l'estremità del tubo di scappamento in conformità di quanto prescritto dall'articolo 60;

c) per le modifiche alla forma e dicitura delle targhe in prova, articolo 73, secondo capoverso;

d) per l'adozione dei nuovi tipi di targa prescritti per gli autoveicoli.

Le patenti di abilitazione a condurre motocicli conseguite anteriormente all'entrata in vigore del presente decreto sono valide per ottenere dalle Regie Prefetture il permesso internazionale di guida.

Entro sei mesi dall'entrata in vigore del presente decreto tutti gli autocarri e i treni automobili in circolazione saranno sottoposti a visita di revisione agli effetti del penultimo capoverso dell'articolo 78.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per i Lavori Pubblici:
DI CROLLALANZA.

TABELLA A.

Tabella delle sigle di individuazione delle Provincie del Regno.

Agrigento	AG	Bolzano	BZ
Alessandria	AL	Brescia	BS
Ancona	AN	Brindisi	BR
Aosta	AO	Cagliari	CA
Aquila	AQ	Caltanissetta	CL
Arezzo	AR	Campobasso	CB
Ascoli Piceno	AP	Catania	CT
Avellino	AV	Catanzaro	CZ
Bari	BA	Chieti	CH
Belluno	BL	Como	CO
Benevento	BN	Cosenza	CS
Bergamo	BG	Cremona	CR
Bologna	BO	Cuneo	CN
Enna	EN	Pistoia	PT
Ferrara	FE	Pola	PL
Firenze	FI	Potenza	PZ
Fiume	FM	Ragusa	RG
Foggia	FG	Ravenna	RA
Forlì	FO	Reggio Calabria	RC
Frosinone	FR	Reggio Emilia	RE
Genova	GE	Rieti	RI
Gorizia	GO	Roma	Roma
Grosseto	GR	Rovigo	RO
Imperia	IM	Salerno	SA
Lecce	LE	Sassari	SS
Livorno	LI	Savona	SV
Lucca	LU	Siena	SI
Macerata	MC	Siracusa	SR
Mantova	MN	Sondrio	SO
Massa	MS	Spezia	SP
Matera	MT	Taranto	TA
Messina	ME	Teramo	TE
Milano	MI	Terni	TR
Modena	MO	Torino	TO
Napoli	NA	Trapani	TP
Novara	NO	Trento	TN
Nuoro	NU	Treviso	TV
Padova	PD	Trieste	TS
Palermo	PA	Udine	UD
Parma	PR	Varese	VA
Pavia	PV	Venezia	VE
Perugia	PG	Vercelli	VC
Pesaro	PS	Verona	VR
Pescara	PE	Vicenza	VI
Piacenza	PC	Viterbo	VT
Pisa	PI	Zara	ZA

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per le Comunicazioni:
CIANO.

TABELLA B.

Tabella delle sigle di individuazione dei Circoli Ferroviari d'Ispezione.

Ancona	A	Genova	G
Bari	Ba	Milano	M
Bologna	Bo	Napoli	N
Bolzano	Bz	Palermo	P
Brescia	Bs	Roma	R
Cagliari	Ca	Torino	To
Catanzaro	Cz	Trieste	Ts
Firenze	F	Verona	V

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per le Comunicazioni:
CIANO.

REGIO DECRETO-LEGGE 2 novembre 1933, n. 1741.
Disciplina dell'importazione, della lavorazione, del deposito e della distribuzione degli olii minerali e dei carburanti.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 21 ottobre 1923, n. 2553;
Visto il R. decreto-legge 4 maggio 1924, n. 748;
Visto il R. decreto-legge 25 novembre 1926, n. 2159;
Visto il R. decreto-legge 26 agosto 1927, n. 1774, e successive modificazioni;
Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di riformare e di coordinare le disposizioni concernenti la elaborazione ed il deposito degli olii minerali e dei residui provenienti dalla raffinazione dei medesimi;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per le corporazioni e per l'interno, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per la grazia e giustizia e per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

TITOLO I.

Licenza di importazione.

Art. 1.

L'importazione degli olii minerali greggi, dei loro derivati e dei residui della loro lavorazione in quantità non inferiore ai 1000 kg. per volta è posta sotto il controllo dello Stato secondo le norme del presente decreto.

È pure posto sotto il controllo dello Stato, secondo le norme del presente decreto, ogni importazione, anche frazionata, non inferiore a 15.000 kg. al mese.

Art. 2.

Chiunque intenda importare olii minerali greggi, loro derivati e residui della loro lavorazione per le quantità previste dal precedente articolo deve chiederne licenza al Ministro per le corporazioni.

Per le importazioni superiori a 300 tonnellate mensili, sono rilasciate licenze generali.

La durata della licenza generale non può essere maggiore di anni 20 per gli olii minerali greggi e per i residui della loro lavorazione, e di anni 3 per i prodotti derivati.

Per le importazioni non superiori a 300 tonnellate mensili, sono rilasciate licenze speciali valevoli per singole importazioni da effettuarsi entro due mesi dal loro rilascio. Tali importazioni sono consentite solamente per gli olii minerali e residui destinati al consumo diretto dell'importatore.

Sono esenti dall'obbligo della licenza le dotazioni normali di carburante degli autoveicoli che varcano la frontiera.

Art. 3.

Sulle domande di licenza, sia generale, sia speciale, provvede, a suo giudizio insindacabile, il Ministro per le corporazioni di concerto con il Ministro per le finanze, sentito il parere della Commissione indicata all'art. 15.

La licenza generale dovrà particolarmente indicare:

a) la natura e specie dei prodotti da importare e per ciascuna specie la quantità massima dell'importazione autorizzata per ciascun anno;

b) l'obbligo del titolare della licenza di costituire, in depositi propri o altrui, uno stock di riserva nella misura che sarà fissata nella licenza generale di importazione, nonchè la ripartizione di tale riserva secondo la specie dei prodotti importati;

c) l'obbligo del titolare della licenza di comunicare al Ministero delle corporazioni una situazione mensile, per qualità e quantità di prodotti degli stock di riserva di cui alla precedente lettera *b*), indicando i luoghi in cui essi sono depositati, e di fornire inoltre a detto Ministero quelle notizie e quei dati che saranno in ogni tempo richiesti;

d) l'obbligo del titolare della licenza di consentire il libero accesso ai magazzini ed agli uffici ai funzionari dei Ministeri delle corporazioni e delle finanze incaricati della vigilanza ai quali dovranno essere esibiti, se richiesti, le contabilità, la corrispondenza ed ogni altro documento inerente alle importazioni effettuate;

e) l'obbligo del titolare della licenza di consentire la priorità della fornitura ai servizi statali e pubblici, i quali potranno essere, in caso di necessità, indicati con decreto del Ministro per le corporazioni, di concerto con i Ministri interessati;

f) l'obbligo del titolare della licenza di assicurare, su richiesta dell'Amministrazione concedente, in proporzione delle importazioni da lui effettuate o da effettuarsi, la esecuzione di convenzioni di interesse nazionale;

g) le eventuali garanzie che siano richieste per la esecuzione degli obblighi connessi con l'esercizio della licenza generale di importazione.

La concessione della licenza è soggetta al pagamento di una tassa di L. 1000 una volta tanto per le licenze generali e di L. 10 per ogni partita da importare per le licenze speciali.

TITOLO II.

Trattamento industriale degli olii minerali.

Art. 4.

Chiunque intenda trasformare, rettificare o comunque elaborare gli olii minerali o i residui provenienti dalla raffinazione degli olii medesimi, deve chiederne la concessione al Ministro per le corporazioni. La durata della concessione è stabilita nel relativo decreto.

Art. 5.

Sulle domande di concessione provvede, a suo giudizio insindacabile, il Ministro per le corporazioni, di concerto con il Ministro per le finanze, sentito il parere della Commissione indicata all'art. 15.

La concessione è subordinata alle condizioni seguenti:

a) l'impianto degli stabilimenti di lavorazione deve essere eseguito nei luoghi e con le modalità che saranno approvate dal Ministro per le corporazioni, di concerto con il Ministro per le finanze, sentita la Commissione Suprema di difesa;

b) le maestranze e gli impiegati tecnici ed amministrativi addetti alle imprese autorizzate a sensi del presente decreto, debbono essere di nazionalità italiana, salvo deroghe da accordarsi, caso per caso, dal Ministro per le corporazioni;

c) il titolare della concessione è altresì tenuto alla osservanza degli obblighi previsti dalle lettere *b*), *c*), *e*), *f*), *g*) dell'art. 3.

Art. 6.

Le lavorazioni industriali concesse ai sensi del presente decreto, sono sottoposte alla vigilanza permanente tecnica e

fiscale da parte dei competenti organi dei Ministeri delle corporazioni e delle finanze.

I funzionari di detti Ministeri, all'uopo delegati, avranno in ogni tempo diritto di accesso negli uffici, nei depositi e nei locali di lavorazione dello stabilimento; avranno inoltre la facoltà di esaminare le contabilità ed i registri di fabbrica, nonchè di prelevare gratuitamente campioni di prodotti in qualunque stadio di lavorazione essi si trovino.

Le spese relative alla vigilanza di cui sopra sono a carico delle singole aziende interessate.

Art. 7.

Gli opifici ai quali è rilasciata la concessione per la raffinazione, la trasformazione o comunque l'elaborazione degli olii minerali o dei residui provenienti dall'estero, sono considerati ai soli effetti delle lavorazioni dei prodotti petroliferi che in essi si compiono, fuori della linea doganale.

La franchigia doganale si limita alle sole materie prime petrolifere impiegate nelle lavorazioni stesse.

Con decreto del Ministro per le corporazioni, di concerto con quello per le finanze, verranno stabilite le caratteristiche di tali materie prime.

Sui prodotti ottenuti, immessi in consumo nel Regno, verranno applicati i dazi ed i diritti accessori che saranno stabiliti dalla tariffa doganale per i prodotti petroliferi ottenuti in opifici gestiti in regime di concessione.

Art. 8.

Gli opifici di cui al precedente art. 7 quando debbano sottoporre a lavorazione olii minerali o residui di origine nazionale, dovranno avere completamente ultimate le lavorazioni relative alle materie prime di origine estera.

Qualora dovessero porre contemporaneamente in lavorazione materie prime delle due specie, dovranno eseguire le lavorazioni in reparti separati. I prodotti finiti dovranno comunque essere raccolti in magazzini o depositi separati.

Art. 9.

Il titolare di una concessione per il trattamento industriale degli olii minerali, o dei residui di cui all'art. 4, che sia contemporaneamente titolare di una licenza generale di importazione di cui all'art. 2 e che introduca nei suoi impianti industriali trasformazioni profonde che applichino nuovi processi di lavorazione, potrà ottenere, anche prima della scadenza della licenza generale, la rinnovazione della licenza stessa per un periodo fino a 20 anni dalla attivazione di detti impianti e per eguale periodo la rinnovazione della concessione di cui all'art. 4.

Sulle domande di rinnovazione, provvede, a sua insindacabile giudizio, il Ministro per le corporazioni, di concerto col Ministro per le finanze, sentito il parere della Commissione indicata all'art. 15.

Art. 10.

Il concessionario di cui all'art. 4 e chiunque intenda estrarre olii di resina e di catrame da materie prime di origine estera o nazionale, è soggetto ad una tassa di licenza di L. 1000 per gli impianti destinati a trattare non più di 5000 tonnellate annue di materia prima e di L. 10.000 in ogni altro caso.

Deve inoltre sottoporsi alla speciale vigilanza ed agli altri obblighi di cui al precedente art. 6.

Chiunque intenda trasformare o rettificare olii minerali diversi da quelli previsti dal precedente comma, è soggetto ad una tassa di L. 1000 e dovrà pure sottoporsi alle spese di vigilanza ed agli altri obblighi di cui al già citato art. 6.

TITOLO III.

Depositi e distributori di olii minerali e carburanti.

Art. 11.

Chiunque intenda impiantare o gestire depositi, con o senza serbatoi, di olii minerali, di lubrificanti e di carburanti in genere, ovvero di apparecchi di distribuzione automatica di carburanti, deve chiederne la concessione al Ministro per le corporazioni, anche se l'impianto debba farsi su area di proprietà privata. La durata della concessione sarà stabilita nel relativo decreto.

Sono esenti dall'obbligo della concessione di cui al precedente capoverso, i depositi per usi privati, agricoli ed industriali, aventi capacità non superiore a mc. 25. Con decreto Reale da promuoversi dal Ministro per le corporazioni potrà essere variato tale limite.

Art. 12.

Sulle domande di concessione provvede, a suo giudizio insindacabile il Ministro per le corporazioni, di concerto con il Ministro per le finanze e sentito il parere della Commissione indicata nell'art. 15.

Il decreto di concessione dovrà particolarmente indicare:

a) l'oggetto principale dell'azienda;

b) la natura dei prodotti da immettere nei depositi, distinti secondo la specie, e per ciascuna di esse la quantità massima autorizzata;

c) l'obbligo del titolare a mantere costantemente, per conto proprio, in quanto sia anche titolare di una licenza generale d'importazione, o altrimenti per conto altrui, una scorta di prodotti petroliferi nella misura indicata nel decreto di concessione, nonchè la ripartizione di tale riserva secondo la natura dei prodotti stessi;

d) l'obbligo del titolare, quando il deposito non sia destinato al consumo diretto del concessionario, di consentire la priorità nella fornitura ai servizi pubblici, i quali potranno essere, in caso di necessità, indicati con decreti del Ministro per le corporazioni, di concerto con i Ministri interessati;

e) l'obbligo di assumere e tenere maestranze ed impiegati tecnici ed amministrativi di nazionalità italiana, salvo deroghe da accordarsi, caso per caso, dal Ministro per le corporazioni;

f) gli obblighi previsti dalle lettere *c*), *d*), *g*) dell'articolo 3.

Art. 13.

Il concessionario dei depositi è particolarmente obbligato:

a) a tenere costantemente in efficienza il deposito;

b) a provvedere per l'occultamento, il mascheramento, e la sicurezza degli impianti secondo quanto sarà stabilito nel regolamento;

c) a non portare modifiche sostanziali agli impianti nè a dare a questi altra destinazione, salvo autorizzazione dell'Amministrazione concedente.

Art. 14.

La facoltà di concedere l'impianto di apparecchi di distribuzione automatica di carburanti può essere delegata dal Ministro per le corporazioni ai prefetti del Regno.

Ai prefetti del Regno può essere altresì delegata la facoltà di concedere l'impianto di depositi di capacità non superiore a 5 mc. in quanto occorra la concessione a norma dell'art. 11.

In tal caso, la Commissione indicata nell'art. 15, anzichè sulle singole domande di concessione sarà sentita sulle modalità cui il prefetto dovrà attenersi nel rilascio delle concessioni.

TITOLO IV.

Disposizioni comuni ai titoli precedenti.

Art. 15.

Per l'esame delle domande dirette ad ottenere le licenze di importazione e le concessioni della gestione di opifici di lavorazione o di depositi è istituita presso il Ministero delle corporazioni una Commissione presieduta dal Ministro per le corporazioni o da un suo delegato e composta di sei membri designati rispettivamente dai Ministri per le corporazioni, per le finanze, per l'interno, per i lavori pubblici, per le comunicazioni e dal Comitato per la mobilitazione civile.

Tale Commissione ha il còmpito di esprimere il parere:

a) sull'accoglimento delle domande presentate;

b) sulle condizioni o modalità cui l'eventuale accoglimento debba essere subordinato;

c) sulla preferenza da accordarsi in caso di più domande concorrenti.

Per le domande di concessione di depositi nei quali l'impianto superi i 500 mc. di capacità, il Ministro per le corporazioni sentirà altresì il parere della Commissione Suprema di difesa.

Art. 16.

Le licenze e le concessioni di cui agli articoli 2, 4 e 11 non sono cedibili senza autorizzazione del Ministro per le corporazioni.

Art. 17.

Il Ministro per le corporazioni può pronunciare la decadenza del concessionario delle licenze di importazione e dell'esercizio degli opifici e dei depositi e distributori di cui agli articoli 2, 4 e 11 quando questi:

a) non adempia agli obblighi imposti con l'atto di licenza o di concessione;

b) non abbia comunque osservato le leggi ed i regolamenti vigenti in materia.

La licenza speciale sarà altresì revocata qualora vengano accertati tentativi del titolare diretti a sottrarsi all'obbligo della licenza generale.

La decadenza e la revoca sono dichiarate dal Ministro per le corporazioni, di concerto con quello per le finanze, sentita la Commissione di cui all'art. 15.

Contro il provvedimento di decadenza e di revoca è ammesso ricorso al Consiglio di Stato, in sede giurisdizionale, nei casi previsti dall'art. 26 del testo unico delle leggi sul Consiglio di Stato, approvato con R. decreto 26 giugno 1924, n. 1054.

Art. 18.

Le disposizioni di cui al presente decreto non pregiudicano l'esercizio delle facoltà che in materia di concessioni di demanio marittimo spettano all'Amministrazione competente.

Le concessioni previste dal presente decreto sono altresì subordinate all'autorizzazione degli organi preposti alla sicurezza ed alla incolumità pubbliche, come pure al nulla osta delle altre Amministrazioni statali interessate, secondo le rispettive competenze a norma delle leggi vigenti.

Art. 19.

La occupazione del suolo pubblico o privato necessario per l'impianto di stabilimenti di lavorazione ovvero per il collocamento di serbatoi di olii minerali, di lubrificanti e di carburanti in genere, o di distributori automatici, è considerata di pubblica utilità agli effetti dell'art. 64 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, per tutta la durata della concessione.

Nulla è innovato alle disposizioni vigenti per quanto concerne l'occupazione di aree di pertinenza dello Stato.

Art. 20.

I decreti di concessione di cui agli articoli 4 e 11, esclusi quelli riguardanti gli apparecchi di distribuzione automatica di carburanti, sono registrati col pagamento della tassa fissa di L. 10.

Art. 21.

Le trasgressioni alle disposizioni contenute nel presente decreto saranno punite con l'ammenda da L. 5000 a L. 10.000, indipendentemente dai provvedimenti amministrativi previsti nell'art. 17.

Ove si tratti di società commerciali, la pena si applica a ciascun amministratore.

Senza pregiudizio delle pene previste in questo articolo, il Ministro per le corporazioni, con proprio decreto, ordinerà la chiusura degli stabilimenti di lavorazione o dei depositi e distributori automatici per i quali non risultino osservate le disposizioni del presente decreto.

Art. 22.

Rimangono provvisoriamente in vigore, fino a che non sia diversamente provveduto, le disposizioni doganali contenute nel R. decreto 21 ottobre 1923, n. 2553, e nel R. decreto-legge 4 maggio 1924, n. 748.

Sono abrogate le altre disposizioni contenute nei Regi decreti suddetti e quelle contenute nei Regi decreti 25 novembre 1926, n. 2159, e 26 agosto 1927, n. 1774, nonchè ogni altra disposizione che riguarda la materia contemplata dal presente decreto.

Art. 23.

Il Ministro per l'interno è autorizzato a pubblicare le norme di sicurezza riferibili agli stabilimenti per la lavorazione, ai depositi per l'immagazzinamento, per l'impiego o per la vendita di olii minerali ed al trasporto degli olii stessi, separatamente dal regolamento previsto dall'articolo 63 della legge di pubblica sicurezza testo unico 18 giugno 1931, n. 773.

Art. 24.

Con decreto Reale, su proposta del Ministro per le corporazioni, di concerto con i Ministri per la grazia e giustizia e per le finanze, verranno emanate le disposizioni transitorie ed ogni altra disposizione necessaria per l'esecuzione del presente decreto.

Con lo stesso decreto Reale sarà pure stabilita la data dell'entrata in vigore del presente decreto, che sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 2 novembre 1933 - Anno XII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — JUNG — DE FRANCISCI.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 dicembre 1933 - Anno XII
Atti del Governo, registro 342, foglio 176. — MANCINI.

REGIO DECRETO-LEGGE 14 dicembre 1933, n. 1742.

Proroga del termine per l'esercizio dei poteri straordinari concessi al presidente generale dell'Associazione italiana della Croce Rossa per il riordinamento degli uffici e servizi e per la dispensa del personale.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Visto il R. decreto-legge 6 luglio 1933, n. 872, col quale venivano conferiti al presidente generale dell'Associazione italiana della Croce Rossa, fino al 31 dicembre 1933, poteri straordinari per il riordinamento degli uffici e servizi e per la dispensa del personale;
Ritenuta la necessità assoluta ed urgente di prorogare il termine di cui al surriferito decreto-legge;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno e per la guerra, di concerto col Ministro per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Il termine per l'esercizio dei poteri straordinari, concessi al presidente generale dell'Associazione italiana della Croce Rossa col R. decreto-legge 6 luglio 1933, n. 872, per il riordinamento degli uffici e servizi e per la dispensa del personale, è prorogato sino al 31 marzo 1934.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione e sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Il Capo del Governo, Ministro per l'interno, proponente, è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 dicembre 1933 - Anno XII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 dicembre 1933 - Anno XII
Atti del Governo, registro 342, foglio 177. — MANCINI.

REGIO DECRETO-LEGGE 14 dicembre 1933, n. 1743.

Proroga dei pieni poteri al commissario straordinario del Reale Automobile Club d'Italia.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti il R. decreto-legge 1° dicembre 1932, n. 1582, convertito nella legge 30 marzo 1933, n. 293, ed il R. decreto-legge 29 giugno 1933, n. 825, concernenti concessione di pieni poteri al commissario straordinario del Reale Automobile Club d'Italia;
Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Ritenuta la necessità assoluta ed urgente di provvedere;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato;
Abbiamo decretato e decretiamo:

È prorogato fino al 30 giugno 1934-XII il termine per l'esercizio dei pieni poteri concessi al commissario straordinario per l'amministrazione del Reale Automobile Club d'Italia, con i Regi decreti-legge 1° dicembre 1932, n. 1582, e 29 giugno 1933, n. 825, per il riordinamento degli uffici e servizi e per quant'altro è previsto dai Regi decreti-legge stessi.

Il presente decreto andrà in vigore lo stesso giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* e sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, proponente, è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 dicembre 1933 - Anno XII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 dicembre 1933 - Anno XII
Atti del Governo, registro 342, foglio 168. — MANCINI.

REGIO DECRETO 18 dicembre 1933, n. 1744.

Proroga della gestione provvisoria dei contratti di assicurazione trasferiti all'Istituto nazionale fascista per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro dai Sindacati di mutua assicurazione infortuni sul lavoro.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduto il R. decreto-legge 23 marzo 1933, n. 264, convertito in legge 29 giugno 1933, n. 860, concernente l'unificazione degli Istituti di assicurazione contro gli infortuni degli operai sul lavoro;
Veduto il R. decreto 29 maggio 1933, n. 516, che detta norme per la liquidazione dei Sindacati di assicurazione mutua contro gli infortuni sul lavoro;
Veduto il R. decreto 6 luglio 1933, n. 1033, concernente l'ordinamento dell'Istituto nazionale fascista per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro;

Ritenuta la necessità di prorogare l'applicazione dell'articolo 6 del R. decreto 29 maggio 1933, n. 516, predetto;
Udito il Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per le corporazioni;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È data facoltà all'Istituto nazionale fascista per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro di prorogare fino al 30 giugno 1934 la gestione provvisoria dei contratti trasferiti all'Istituto medesimo dai Sindacati di assicurazione mutua contro gli infortuni sul lavoro e pei quali non siano state compiute entro il 31 dicembre 1933, ai termini dell'art. 6 del R. decreto 29 maggio 1933, n. 516, le operazioni per la assegnazione alla gestione ordinaria dell'Istituto medesimo o alle istituende sezioni di categoria.

Per i contratti pei quali le operazioni predette siano effettuate dopo il 31 dicembre 1933 e prima del 30 giugno 1934, l'appartenenza alla gestione provvisoria sarà limitata al periodo di tempo intercorrente fra il 1° gennaio 1934 e la data di decorrenza del nuovo rapporto assicurativo.

Anche alla gestione provvisoria posteriore al 31 dicembre 1933 si applicano le disposizioni dell'ultimo comma dell'articolo 6 del precitato Regio decreto.

Art. 2.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno successivo quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 dicembre 1933 - Anno XII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 dicembre 1933 - Anno XII
Atti del Governo, registro 342, foglio 172. — MANCINI.

REGIO DECRETO-LEGGE 14 dicembre 1933, n. 1745.

Approvazione dell'Accordo italo-polacco del 30 ottobre 1933, concernente misure relative al prestito polacco di cui all'Accordo di Roma del 10 marzo 1924.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;
Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione nel Regno all'Accordo italo-polacco del 30 ottobre 1933 concernente misure relative al prestito polacco di cui all'Accordo di Roma del 10 marzo 1924; approvato con R. decreto-legge 15 marzo 1924, n. 361;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto col Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data nel Regno all'Accordo italo-polacco del 30 ottobre 1933 col quale viene sospeso, fino a nuovo accordo, il versamento al fondo di riserva, previsto al n. 3 dell'Accordo italo-polacco 10 marzo 1924 per il prestito polacco, delle due rate scadute rispettivamente il 1° maggio e il 1° novembre 1933 ed è data facoltà al Governo polacco di prelevare dal fondo stesso le somme occorrenti per il servizio di quel prestito alle scadenze del 1° novembre 1933 e del 1° maggio e 1° novembre 1934.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge, entrerà in vigore alle condizioni e nei termini stabiliti negli articoli 3 e 4 dell'Accordo del 30 ottobre 1933 di cui all'articolo precedente.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 dicembre 1933 - Anno XII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 dicembre 1933 - Anno XII
Atti del Governo, registro 342, foglio 178. — MANCINI.

ACCORDO

TRA

il Governo del Regno d'Italia, rappresentato da S. E. il Cav. di Gran Croce GIUSEPPE BASTIANINI, Ambasciatore di Sua Maestà il Re d'Italia in Varsavia, ed

il Governo della Repubblica Polacca, rappresentato da S. E. JOZEF BECK, Ministro degli Affari Esteri della Repubblica Polacca.

Premesso

che il Governo della Repubblica Polacca ha regolarmente versate le rate venute a scadere fino al 1° novembre 1932 per il fondo di riserva del prestito in relazione all'emissione in Italia del prestito 7 % in lire, di cui all'accordo firmato in Roma il 10 marzo 1924, approvato con R. decreto-legge 15 marzo 1924, n. 361;

Premesso

che le rate versate finora per detto fondo di riserva ed i relativi interessi, premi e scarti, rimasti incorporati al fondo stesso giusto il citato accordo 10 marzo 1924 ammontano ad un capitale nominale di L. 175.965.700 a tutto il 30 giugno 1933 giusta l'allegato consuntivo estratto conto in data 11 luglio 1933 della Banca Commerciale Italiana;

Premesso

che il Governo Polacco ha chiesto in linea di agevolazione transitoria;

a) di poter sospendere il versamento delle ultime due rate di 6 milioni di lire ciascuna dovute al predetto fondo di riserva alle rispettive scadenze del 1° maggio 1933 e 1° novembre 1933;

b) di poter prelevare dalle disponibilità accumulate sul fondo di riserva il fabbisogno per il servizio del prestito (ammortamenti ed interessi) alle scadenze del 1° novembre 1933, 1° maggio 1934, 1° novembre 1934;

Premesso ancora

che è inteso che con la scadenza del 1° maggio 1935 l'accordo del 10 marzo 1924 riprenderà piena esecuzione anche nella parte che viene modificata con la presente convenzione;

è stato convenuto quanto segue:

Art. 1.

Resta sospeso fino a nuovo accordo da prendersi fra i due Governi interessati il versamento al fondo di riserva, previsto al n. 3 dell'accordo firmato a Roma il 10 marzo 1924, delle due rate di 6 milioni di lire ciascuna dovute dal Governo della Repubblica Polacca alle rispettive scadenze del 1° maggio 1933 e 1° novembre 1933.

Art. 2.

Il Governo della Repubblica Polacca ha facoltà di prelevare dalle disponibilità accumulate sul fondo di riserva di cui all'art. 1 del presente accordo gli importi occorrenti per il servizio (ammortamenti e interessi) del prestito polacco 7 % in lire italiane alle scadenze del 1° novembre 1933, 1° maggio 1934, 1° novembre 1934.

Art. 3.

Le disposizioni del presente accordo, avanti alla sua entrata in vigore, conformemente all'art. 4, saranno applicate a titolo provvisorio con decorrenza dal 31 ottobre 1933.

Art. 4.

Il presente accordo, redatto in due originali, uno per ciascuna delle Parti, sarà ratificato e lo scambio delle ratifiche verrà fatto a Roma presso il R. Ministero degli affari esteri entro il 31 dicembre 1933.

Fatto a Varsavia, il 30 ottobre 1933.

BASTIANINI BECK.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

REGIO DECRETO 27 dicembre 1933, n. 1746.
Provvedimenti in materia di tassa di scambio.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto-legge 28 luglio 1930, n. 1011, concernente il testo di legge sulla tassa di scambio;

Visto il R. decreto-legge 11 luglio 1931, n. 891, determinante nuove aliquote in materia di tassa di scambio;

Visto il R. decreto-legge 22 marzo 1932, n. 206;

Vista la legge 9 gennaio 1927, n. 58, riguardante le norme per la produzione e commercio delle specialità medicinali;

Visto il R. decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 3268, concernente il testo della legge del bollo;

Visto il R. decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 3269, concernente il testo della legge del registro;

Vista la tariffa dei dazi doganali approvata con R. decreto-legge 9 giugno 1921, n. 806, e successive modificazioni;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità assoluta ed urgente di emanare alcuni provvedimenti in materia di tassa di scambio;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro per l'interno, e del Ministro per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Specialità medicinali.

Art. 1.

La tassa di scambio sulle specialità medicinali è dovuta una volta tanto, nella misura del 5 per cento e si corrisponde:

a) per le specialità medicinali di produzione nazionale: all'atto dello scambio posto in essere dal fabbricante o produttore, in base al prezzo o valore di scambio, nei modi indicati ai successivi articoli 4 e 7;

b) per le specialità medicinali provenienti dall'estero: all'atto della importazione, in modo virtuale da parte delle dogane, a norma degli articoli 29 e 30 della legge sulla tassa di scambio 28 luglio 1930, n. 1011.

La tassa del 5 per cento di cui sopra, si applica come segue:

Scambi fino a L. 100: per ogni 20 lire o frazione di 20 lire	L. 1 —
Scambi superiori a L. 100 e non a lire 1000: per ogni 50 lire o frazione di 50 lire	» 2,50
Scambi superiori a L. 1000: per ogni 100 lire o frazione di 100 lire	» 5 —

Art. 2.

Ai fini delle disposizioni contenute nel precedente art. 1, costituisce scambio ed è pertanto soggetta alla tassa del 5 per cento la vendita delle specialità medicinali comunque ed a chiunque fatta dal fabbricante o produttore, comprese le vendite o forniture fatte nei confronti dello Stato, degli Enti pubblici, delle Opere pie, degli Istituti ospitalieri e di beneficenza e di altri Enti.

Art. 3.

Agli effetti del presente decreto sono considerate specialità medicinali le preparazioni ed i prodotti contemplati dal R. decreto-legge 7 agosto 1925, n. 1732, convertito nella legge 9 gennaio 1927, n. 58, e dal relativo regolamento approvato con R. decrteo 3 marzo 1927, n. 478.

Art. 4.

Per lo scambio delle specialità medicinali, di cui al precedente art. 3, posto in essere dal fabbricante o produttore nazionale, è obbligatorio il rilascio della fattura e la tassa, nella misura del 5 per cento, si corrisponde a mezzo delle prescritte marche da bollo doppie, a norma degli articoli 41

e 45 della legge 28 luglio 1930, n. 1011, quando l'importo della tassa, per ogni fattura, non ecceda lire 20.

Qualora l'importo della tassa, per ogni singola fattura, sia superiore a lire 20, la tassa si corrisponde a mezzo del servizio dei conti correnti postali, a norma degli articoli 46 a 52 della legge 28 luglio 1930, n. 1011.

Art. 5.

La tassa di scambio del 5 per cento corrisposta sulle specialità medicinali all'atto della vendita effettuata dal fabbricante o produttore nazionale e all'atto della importazione, è comprensiva della tassa di scambio che sarebbe dovuta per gli scambi successivi, fra commercianti, delle dette specialità.

Per tali scambi successivi è, peraltro, obbligatorio il rilascio di note, conti, fatture od equivalenti documenti in doppio esemplare soggetti all'obbligo della conservazione e numerazione ed alle norme tutte stabilite per i documenti di scambio dalla legge 28 luglio 1930, n. 1011.

Le note, conti e fatture od equivalenti documenti posti in essere per i detti scambi successivi devono redigersi non oltre il quinto giorno non festivo successivo a quello della consegna o spedizione dei prodotti o delle cessioni dei relativi contratti e sono soggetti, sull'esemplare destinato all'acquirente, alla tassa di bollo stabilita dall'art. 52 della tariffa, allegato *A*, alla legge del bollo 30 dicembre 1923, n. 3268, ancorchè riguardino prodotti acquistati dal venditore anteriormente alla entrata in vigore del presente decreto.

Art. 6.

Per la tassa di scambio del 5 per cento corrisposta dai fabbricanti o produttori nazionali a norma del presente decreto, il diritto di rivalsa stabilito dall'art. 43 della legge sulla tassa di scambio 28 luglio 1930, n. 1011, può essere esercitato in qualunque momento indipendentemente da eventuali dilazioni consentite per il pagamento della merce.

Art. 7.

Nel caso di fabbricanti di specialità medicinali che effettuino anche la vendita al pubblico dei prodotti di propria produzione, in farmacie proprie, distinte e separate dai magazzini della fabbrica, la tassa di scambio in ragione del 5 per cento deve essere corrisposta nei modi e termini stabiliti dagli articoli 12 e 13 del R. decreto-legge 22 marzo 1932, n. 206. Peraltro il versamento della tassa 5 per cento deve effettuarsi con l'impiego di marche da bollo doppie per tassa di scambio quando l'ammontare della tassa dovuta non superi le L. 20 ed a mezzo del servizio dei conti correnti postali quando l'importo della tassa superi le L. 20.

Agli effetti del pagamento della tassa 5 per cento di cui sopra sono da comprendersi nell'ammontare globale giornaliero tassabile delle vendite dirette al pubblico anche gli importi di vendite singole inferiori a L. 10.

Per i registri da impiantarsi in conformità delle su richiamate disposizioni di cui agli articoli 12 e 13 del R. decreto legge 22 marzo 1932, n. 206, e per il registro di carico e scarico della produzione di cle al successivo art. 10, devono osservarsi le norme stabilite dall'art. 15 dello stesso R. decreto-legge 22 marzo 1932, n. 206.

Art. 8.

La cessione gratuita dei campioni di specialità medicinali da parte dei fabbricanti ai medici è esente dalla tassa di scambio del 5 per cento, purchè coesistano le seguenti condizioni:

a) la consegna o spedizione dei detti campioni deve essere effettuata con nota o distinta di accompagnamento, contenente la precisa identificazione dei campioni, con particolare riguardo alla denominazione, ai numeri di serie o di categoria, ed alla quantità, sfornita di qualsiasi indicazione di prezzo o valore;

b) sulla etichetta o sull'involucro esterno di ogni singola specialità deve essere apposta la leggenda: « Campione gratuito per i medici del quale è vietata la vendita ».

La inosservanza anche di una sola delle indicate condizioni, porta all'obbligo del pagamento della tassa di scambio del 5 per cento.

Le note o distinte di accompagnamento dei campioni devono essere redatte in doppio esemplare, di cui uno deve essere trasmesso al medico insieme alla merce e l'altro trattenuto dal fabbricante.

Le dette note o distinte devono essere progressivamente numerate tanto dal fabbricante che le emette come dal medico che le riceve e devono essere rispettivamente conservate per un periodo di cinque anni.

Art. 9.

Agli effetti delle presenti disposizioni è considerato fabbricante o produttore di specialità medicinali anche chi affida la preparazione o lavorazione di tali specialità ad altri fabbricanti, come anche chi esegue soltanto le operazioni terminali occorrenti per mettere le dette specialità in commercio.

In tali casi la cessione del prodotto dall'industriale fabbricante al committente è soggetta alla normale tassa di scambio del 2,50 per cento indipendentemente dalla successiva tassa di scambio del 5 per cento da corrispondersi a norma delle precedenti disposizioni per la vendita delle specialità medicinali a chiunque e comunque effettuata.

Per la cessione di cui sopra è dovuta peraltro, in luogo della tassa di scambio, la normale tassa di bollo di cui all'art. 52 della tariffa, allegato *A*, alla legge del bollo 30 dicembre 1923, n. 3268, a condizione che la fattura relativa, la cui emissione è obbligatoria, sia esibita dallo stesso fabbricante venditore all'Ufficio del registro, in triplice esemplare, per l'apposizione sui tre esemplari del visto e del bollo a calendario dell'Ufficio.

La esibizione all'Ufficio del registro deve essere fatta non oltre il quinto giorno non festivo successivo a quello della consegna o spedizione del prodotto. L'Ufficio del registro annulla col bollo a calendario le marche da bollo apposte sull'esemplare destinato al committente apponendo il visto ed il bollo a calendario sugli altri due esemplari. L'Ufficio trattiene presso di sè uno di questi ultimi e restituisce gli altri due al fabbricante.

Art. 10.

I farmacisti che producono specialità medicinali in proprie officine in diretta comunicazione con la farmacia sono considerati fabbricanti agli effetti del presente decreto e devono corrispondere la tassa di scambio del 5 per cento per tali specialità medicinali secondo le seguenti norme.

È fatto obbligo ai suddetti farmacisti di tenere nell'officina di produzione un apposito registro di carico e scarico della « produzione ».

Nella parte del carico del detto registro devono essere annotate, giorno per giorno, le specialità medicinali prodotte nella officina stessa, riportandovi distintamente per ciascuna specialità prodotta la denominazione, i numeri di serie o di categoria e la quantità.

Nella parte dello scarico devono essere dettagliatamente registrate giornalmente, per denominazione, numeri di serie o di categoria, quantità e prezzo di vendita al pubblico, le specialità medicinali di propria fabbricazione vendute al pubblico.

La detta registrazione deve essere effettuata il giorno non festivo successivo a quello della vendita.

Entro lo stesso termine il farmacista fabbricante deve provvedere al pagamento della tassa di scambio del 5 per cento giusta le disposizioni richiamate al precedente art. 7.

Art. 11.

Le disposizioni di cui innanzi concernenti l'obbligo del pagamento della tassa di scambio del 5 per cento una volta tanto non si applicano: alle acque minerali naturali da tavola; alle acque minerali medicinali, sia naturali che artificiali; ai sali di acque minerali e di sorgente ed alle polveri chimiche ed altri prodotti similari per la preparazione di acque minerali artificiali.

Per i detti prodotti restano ferme le disposizioni relative al pagamento della tassa di scambio contenute nell'art. 22 del R. decreto-legge 22 marzo 1932, n. 206.

Art. 12.

La tassa di registro, di cui agli articoli 3, lettera *a*), 52 e 81, lettera *d*), della tariffa allegato *A*, parte I, alla legge di registro 30 dicembre 1923, n. 3269, è stabilita nella misura di L. 5 per cento per gli atti di compra-vendita o di somministrazione e per gli atti di conferimento in Società aventi per oggetto specialità medicinali, posti in essere dai fabbricanti delle specialità medesime.

Riscossione della tassa di scambio in abbonamento.

Art. 13.

Ai fini dell'applicazione e della riscossione della tassa di scambio a mezzo di abbonamento giusta le norme stabilite dalla legge 28 luglio 1930, n. 1011, e disposizioni successive, le convenzioni da stipularsi all'inizio del periodo cui si riferisce l'abbonamento, hanno in ogni caso carattere provvisorio, salvo conguaglio, alla scadenza del detto periodo, in base alla denuncia dei quantitativi effettivamente prodotti, venduti o consumati nello stesso periodo.

La denuncia suddetta, ai fini dell'accennato conguaglio, deve essere presentata dai contribuenti abbonati al competente Ufficio del registro entro due mesi dalla scadenza del termine dell'abbonamento.

Restano per quant'altro ferme le norme di cui alla legge 28 luglio 1930, n. 1011, e modificazioni successive, che non siano in contrasto con le disposizioni del presente articolo.

Le norme di cui sopra si applicano anche alle convenzioni in corso.

Sanzioni penali.

Art. 14.

Per le violazioni alle norme stabilite dal presente decreto sono applicabili le sanzioni di cui alla legge sulla tassa di scambio 28 luglio 1930, n. 1011, comprese quelle di cui all'art. 98 della detta legge riflettenti il pagamento obbligatorio della tassa a mezzo del servizio dei conti correnti postali.

Indipendentemente dalle dette sanzioni, le violazioni alle disposizioni degli articoli 5, 7, 8 e 10 del presente decreto sono punite:

a) con l'ammenda da L. 50 a L. 1000 a carico del commerciante od esercente: per l'omesso ritardato od infedele rilascio della fattura prescritta dal precedente art. 5;

b) con l'ammenda non inferiore alla metà e non superiore all'ammontare della tassa 5 per cento corrispondente a ciascuna operazione, col minimo di L. 25: per la omessa annotazione dei prodotti su ciascuno dei registri prescritti dagli articoli 12 e 13 del R. decreto-legge 22 marzo 1932, n. 206, richiamati nel precedente art. 7 e sul registro della « produzione » prescritto dal precedente art. 10; ovvero per l'annotazione dei prodotti sul solo registro del « passaggio dei prodotti per la vendita al dettaglio » e non anche su quello delle « vendite al dettaglio » di cui ai su richiamati articoli 12 e 13 del R. decreto-legge 22 marzo 1932, n. 206;

c) con l'ammenda da una a due volte la tassa 5 per cento corrispondente a ciascuna operazione, col minimo di L. 50: per la infedele annotazione della quantità, della qualità e del prezzo dei prodotti sui registri e sulle note o distinte di accompagnamento richiamati alla precedente lettera *b*);

d) con l'ammenda da due a dieci volte la tassa 5 per cento corrispondente a ciascuna operazione, col minimo di L. 100: per la omessa annotazione della leggenda prescritta dall'articolo 8, lettera *b*), per i campioni inviati ai medici;

e) con la pena pecuniaria da L. 25 a L. 1000 per ciascuna operazione che pur essendo annotata sul registro delle « vendite al dettaglio » non sia stata annotata dal fabbricante sul registro del « passaggio dei prodotti per la vendita al dettaglio » prescritti dagli articoli 12 e 13 del R. decreto-legge 22 marzo 1932, n. 206, richiamati nel precedente articolo 7;

f) con la pena pecuniaria da L. 25 a L. 500: per la omissione nella annotazione dei prodotti sui registri prescritti dagli articoli 12 e 13 del R. decreto-legge 22 marzo 1932, n. 206, richiamati nel precedente art. 7, e sulle note e distinte di cui all'art. 8, lettera *a*), di alcuno dei dati dei quali è obbligatoria la indicazione; nonchè per il mancato rilascio della nota di accompagnamento prescritta dall'art. 12 del R. decreto-legge 22 marzo 1932, n. 206, richiamato nel precedente art. 7;

g) con la pena pecuniaria da L. 100 a L. 500: per la omessa o tardiva denuncia degli esercizi di vendita al dettaglio, di cui all'art. 12 del R. decreto-legge 22 marzo 1932, n. 206, richiamato nel precedente art. 7.

I fabbricanti e le persone incaricate della direzione e vigilanza amministrativa delle fabbriche e relativi esercizi, sono obbligati a far osservare alle persone sottoposte alla loro autorità, direzione e vigilanza, comunque incaricate della vendita al pubblico di specialità medicinali, le norme stabilite con l'art. 7 del presente decreto.

Art. 15.

L'omessa denuncia nel termine stabilito dal 2° comma dell'art. 13 del presente decreto è punita con la pena pecuniaria da L. 500 a L. 1000.

Per l'infedele dichiarazione nella detta denuncia dei quantitativi effettivamente prodotti, venduti o consumati nel periodo cui si riferisce l'abbonamento, si applicano le sanzioni penali stabilite dalla lett. *b*) e dal penultimo comma dell'art. 94 della legge 28 luglio 1930, n. 1011.

Art. 16.

Le disposizioni del presente decreto, salvo il disposto dell'ultimo comma del precedente art. 13, entrano in vigore il 1° gennaio 1934.

Rimangono senza effetto le disposizioni in materia di tassa di scambio contrarie al presente decreto.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge, restando il Ministro per le finanze incaricato della presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 dicembre 1933 - Anno XII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 dicembre 1933 - *Anno XII*
Atti del Governo, registro 342, *foglio* 181. — MANCINI.

REGIO DECRETO 28 dicembre 1933, n. 1747.
Soppressione del ruolo transitorio del personale della Direzione generale delle pensioni di guerra.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;
Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato, e successive modificazioni;
Visti i Regi decreti 30 dicembre 1923, n. 2884, 1° luglio 1926, n. 1212, 4 ottobre 1928, n. 2354, 26 dicembre 1929, n. 2297, 4 dicembre 1930, n. 1658, e 31 dicembre 1931, n. 1738: relativi al ruolo transitorio del personale della Direzione generale delle pensioni di guerra;
Visto l'art. 10 del R. decreto legge 29 dicembre 1932, numero 1713, riguardante la proroga al 31 dicembre 1933, dell'efficacia delle disposizioni del R. decreto 31 dicembre 1931, n. 1738;
Visto l'art. 1, n. 3, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Sentito il Consiglio di Stato;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il ruolo transitorio del personale della Direzione generale delle pensioni di guerra, istituito col R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2884, e modificato col R. decreto-legge 1° luglio 1926, n. 1212, è soppresso dal 1° gennaio 1934.

Dalla stessa data gli impiegati di gruppo *B* e *C* e gli agenti subalterni appartenenti al cennato ruolo transitorio saranno trasferiti nei ruoli ordinari del rispettivo gruppo dell'Amministrazione finanziaria, indicati nell'art. 249 del R. decreto 23 marzo 1933, n. 185, secondo le proporzioni fissate nello stesso articolo e con collocamento nel grado rivestito al 1° gennaio 1934 ed al posto spettante ai sensi dell'art. 6 del citato R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2884.

Le assegnazioni ai singoli ruoli saranno disposte dal Ministro per le finanze.

Art. 2.

Gli impiegati ed agenti subalterni del ruolo transitorio trasferiti ai termini del precedente articolo nei ruoli ordinari dell'Amministrazione finanziaria continueranno ad essere addetti alla Direzione generale delle pensioni di guerra finchè le esigenze dei servizi lo richiedano.

In caso di promozione in seguito ad esame gli impiegati ed agenti predetti potranno essere assegnati ai servizi propri del ruolo ordinario cui appartengono, salvo sostituzione con altri impiegati dello stesso ruolo ordinario qualora risulti necessaria per il funzionamento dei servizi della Direzione generale delle pensioni di guerra.

Art. 3.

Il presente decreto entra in vigore il 1° gennaio 1934.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 dicembre 1933 - Anno XII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 *dicembre* 1933 - *Anno XII*
Atti del Governo, registro 342, *foglio* 182. — MANCINI.

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 22 dicembre 1933.
Nomina dei nuovi Membri del Direttorio Nazionale del Partito Nazionale Fascista.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO

Veduto l'art. 8 della legge 14 dicembre 1929, n. 2099, contenente modifiche alla legge 9 dicembre 1928, n. 2693, sull'ordinamento e le attribuzioni del Gran Consiglio del Fascismo e norme per l'ordinamento del Partito Nazionale Fascista;
Veduti gli articoli 7 ed 8 dello statuto del Partito Nazionale Fascista, approvato con R. decreto 17 novembre 1932, n. 1456;
Sulla proposta del Segretario del Partito Nazionale Fascista;

Decreta:

Sono nominati Membri del Direttorio Nazionale del Partito Nazionale Fascista:
Marpicati prof. Arturo, vice segretario;
Serena avv. Adelchi, vice segretario;
Marinelli gr. uff. Giovanni, segretario amministrativo;
Malusardi Edoardo, membro;
Martignoni ing. Ciro, membro;
Morigi agr. Renzo, membro;
Ippolito dott. Andrea, membro;
Podestà dott. Agostino, membro;
Bonino dott. Attilio, membro.

Roma, addì 22 dicembre 1933 - Anno XII

Il Capo del Governo
Primo Ministro Segretario di Stato:
MUSSOLINI.

(6692)

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1933.

Variazioni al prospetto allegato al regolamento speciale concernente l'impiego dei gas tossici.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI DELL'INTERNO

Ritenuta la necessità di apportare modificazioni al prospetto allegato al regolamento speciale concernente l'impiego dei gas tossici, approvato con R. decreto 9 gennaio 1927, n. 147;

Veduti gli articoli 2, 4, 23, 59 e 60 del regolamento stesso;

Veduti i decreti Ministeriali in data 27 agosto 1930, 18 marzo 1931 e 13 dicembre 1932;

Veduto il decreto Ministeriale 9 maggio 1927 che approva disposizioni concernenti l'impiego dei gas tossici e gli allegati al decreto stesso;

Sentita la Commissione tecnica permanente per i gas tossici, in adunanza 30 giugno 1933-XI;

Decreta:

Art. 1.

A modifica del prospetto di cui all'art. 2 del regolamento approvato con R. decreto 9 gennaio 1927, n. 147, e delle varianti approvate con i decreti Ministeriali 27 agosto 1930, 18 marzo 1931 e 13 dicembre 1932, le persone o gli enti autorizzati ad impiegare gas tossici debbono chiedere la licenza per il trasporto ai sensi degli articoli 4 e 23 del regolamento stesso soltanto:

a) dell'acido cianidrico e dei cianuri alcalini e alcalinoterrosi (numeri 1 e 5 dell'elenco del prospetto) qualunque ne sia la quantità;

b) della cloropicrina (numero 7 dell'elenco stesso) per quantità superiore a grammi mille.

Art. 2.

Le condizioni di sicurezza di cui all'allegato 3° del decreto Ministeriale 9 maggio 1927, relative ai trasporti delle sostanze tossiche che si trovano allo stato gassoso o che per essere utilizzate devono passare allo stato di gas o di vapore, si riferiscono esclusivamente ai trasporti per via ordinaria (veicoli a trazione animale o meccanica), mentre per i trasporti per via ferrata o per via d'acqua dovranno trovare applicazione le norme che saranno sancite con apposito decreto del Ministero delle comunicazioni.

Art. 3.

Il direttore generale della sanità pubblica è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato sulla *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 13 dicembre 1933 - Anno XII

p. *Il Ministro*: BUFFARINI.

(6699)

DECRETO MINISTERIALE 13 giugno 1933.

Facilitazioni per i viaggi domenicali e festivi sulle ferrovie dello Stato.

IL MINISTRO PER LE COMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la proposta della Direzione generale delle ferrovie dello Stato (Servizio commerciale e del traffico) di cui la relazione n. C. 311/18351/20 in data 3 giugno 1933-XI;

Visto il decreto interministeriale n. 3441 del 19 maggio 1931-IX;

Visto il decreto interministeriale n. 2576 del 21 giugno 1932-X;

Visto il R. decreto n. 2641 del 10 settembre 1923;

Sentito il Consiglio di amministrazione delle ferrovie dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

La Direzione generale delle ferrovie dello Stato, allo scopo di rendere sempre più agevole l'esodo dalle grandi città per i luoghi d'interesse turistico o sportivo o storico o generale, nei giorni domenicali o festivi, ed il flusso dai piccoli Comuni, e particolarmente dai rurali, verso i maggiori centri per parteciparvi o assistervi a competizioni sportive o ad adunate particolari o generali associative o politiche, è autorizzata ad istituire dal 1° luglio 1933-XI speciali biglietti individuali domenicali e festivi, per viaggi di andata e ritorno in 1ª, 2ª e 3ª classe, in servizio interno o cumulativo con altre ferrovie concesse o con altri mezzi di trasporto, con la riduzione del 50 % sulla tariffa ordinaria differenziale (al netto del diritto fisso), per quanto riguarda il percorso sulle linee delle Ferrovie dello Stato.

Art. 2.

La Direzione generale delle ferrovie dello Stato, allo stesso scopo di cui al precedente articolo, è autorizzata altresì ad istituire dal 1° luglio 1933-XI speciali biglietti cumulativi di andata e ritorno per gruppi di almeno 15 persone viaggianti riunite, nella stessa classe, per viaggi in 2ª e 3ª classe, in servizio interno o cumulativo con altre ferrovie concesse o con altri mezzi di trasporto, con la riduzione del 70 % sulla tariffa ordinaria differenziale (al netto del diritto fisso), per quanto riguarda il percorso sulle linee delle Ferrovie dello Stato.

Art. 3.

La Direzione generale delle ferrovie dello Stato è incaricata di stabilire le relazioni per le quali verranno istituiti i biglietti speciali individuali e collettivi, di cui ai precedenti articoli; previ gli accordi che — ove del caso — saranno necessari con altre Ferrovie concesse o Società esercenti altri mezzi di trasporto.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 13 giugno 1933 - Anno XI

Il Ministro per le comunicazioni: CIANO.

p. *Il Ministro per le finanze*: PUPPINI.

(6696)

DECRETO MINISTERIALE 19 dicembre 1933.

Inibizione di riacquisto della cittadinanza italiana al signor Guido Alessandro Carlo Mario Odero di Michele.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI DELL'INTERNO

Ritenuto che il sig. Guido Alessandro Carlo Mario Odero, nato a Genova il 24 luglio 1882 da Michele e da Augusta Questa, trovasi in via di riacquistare, a norma dell'art. 9, n. 3, della legge 13 giugno 1912, n. 555, la cittadinanza italiana da lui perduta ai sensi dell'art. 9, n. 1, della legge anzidetta;

Ritenuto che gravi ragioni consigliano di inibire al predetto sig. Guido Alessandro Carlo Mario Odero, il riacquisto della cittadinanza italiana;

Veduto il parere in data 12 dicembre 1933 del Consiglio di Stato (sezione prima) le cui considerazioni s'intendono riportate nel presente decreto;

Veduto l'art. 9 della legge summenzionata e l'art. 7 del relativo regolamento approvato con R. decreto 2 agosto 1912, n. 949;

Decreta:

È inibito al predetto sig. Guido Alessandro Carlo Mario Odero il riacquisto della cittadinanza italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 19 dicembre 1933 - Anno XII

p. *Il Ministro*: BUFFARINI.

(6697)

DECRETO MINISTERIALE 19 dicembre 1933.
Inibizione di riacquisto della cittadinanza italiana alla signora Carolina Rachele Giovanna Devoto di Giovanni Battista.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI DELL'INTERNO

Ritenuto che la signora Carolina Rachele Giovanna Devoto, nata a Genova il 14 novembre 1880 da Giovanni Battista e da Luigia Garibaldi, trovasi in via di riacquistare, a norma dell'art. 9, n. 3, della legge 13 giugno 1912, n. 555, la cittadinanza italiana da lei perduta ai sensi dell'art. 8, n. 1, della legge anzidetta;

Ritenuto che gravi ragioni consigliano di inibire alla predetta signora Carolina Rachele Giovanna Devoto il riacquisto della cittadinanza italiana;

Veduto il parere in data 12 dicembre 1933 del Consiglio di Stato (sezione prima) le cui considerazioni s'intendono riportate nel presente decreto;

Visto l'art. 9 della legge summenzionata e l'art. 7 del relativo regolamento approvato con R. decreto 2 agosto 1912, n. 949;

Decreta:

È inibito alla predetta signora Carolina Rachele Giovanna Devoto il riacquisto della cittadinanza italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 19 dicembre 1933 - Anno XII

p. *Il Ministro*: BUFFARINI.

(6698)

DECRETO MINISTERIALE 24 ottobre 1933.
Istituzione di biglietti speciali di andata e ritorno fra Livorno e Marina di Pisa.

IL MINISTRO PER LE COMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Viste le tariffe e condizioni pei trasporti delle persone sulle Ferrovie dello Stato;

Vista la proposta della Direzione generale delle ferrovie dello Stato (Servizio commerciale e del traffico) di cui la relazione C.311/20879/5;

Visto il R. decreto 10 settembre 1923, n. 2641;

Sentito il Consiglio di amministrazione delle ferrovie dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

Le Ferrovie dello Stato sono autorizzate ad istituire biglietti speciali di andata-ritorno, di 3ª classe, fra le località sottoindicate ed ai prezzi seguenti:

Livorno S. M.-Lido Calambrone (o viceversa) L. 1,80.
Livorno E. M.-Asili Elioterapici (o viceversa) L. 2.
Livorno S. M.-Tirrenia (o viceversa) L. 3.
Livorno S. M.-Marina di Pisa (o viceversa) L. 4.

Art. 2.

I biglietti di andata e ritorno da e per Asili Elioterapici, Tirrenia e Marina di Pisa, saranno istituiti in servizio cumulativo con la « Società trazione e ferrovie elettriche toscane ».

La quota spettante alle Ferrovie dello Stato sul prezzo dei detti biglietti è fissata in L. 1,50.

Art. 3.

La Direzione generale delle ferrovie dello Stato stabilirà la durata del provvedimento e le norme particolari d'uso dei detti biglietti.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 24 ottobre 1933 - Anno XI

Il Ministro per le comunicazioni: CIANO.

Il Ministro per le finanze: JUNG.

(6695)

DECRETO MINISTERIALE 23 dicembre 1933.
Nomina del Consiglio di amministrazione e del Collegio dei sindaci dell'Ufficio per la vendita dello zolfo italiano, in Roma.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 2 del R. decreto-legge 11 dicembre 1933, numero 1699, recante provvedimenti per l'industria zolfifera nazionale;

Decreta:

Il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio per la vendita dello zolfo italiano, in Roma, è composto dai signori:

Comm. avv. Camillo Angelelli, presidente;
On. ing. Guido Donegani, vice presidente;
On. gr. uff. Vito Di Marzo, membro;
Cav. uff. ing. Emanuele Bergmann, membro;
On. Giovanni Micciché, membro;
Comm. avv. Vincenzo Arcuri, membro;
Gr. uff. dott. Giuseppe Dall'Oglio, membro.

Il Collegio dei sindaci è composto dai signori:

Comm. dott. Giovanni Girardi, ispettore superiore del Ministero delle corporazioni;

Comm. dott. Francesco Cremonesi, ispettore superiore del Ministero delle finanze;

Comm. rag. Benvenuto Ricci, direttore capo della Ragioneria centrale del Ministero delle corporazioni.

Roma, addì 23 dicembre 1933 - Anno XII

Il Ministro per le corporazioni: MUSSOLINI.

Il Ministro per le finanze: JUNG.

(6693)

DECRETO MINISTERIALE 19 dicembre 1933.
Modificazione alle disposizioni complementari uniformi alla Convenzione internazionale di Berna per il trasporto dei viaggiatori e dei bagagli.

IL MINISTRO PER LE COMUNICAZIONI

Visto l'art. 3 della legge 14 aprile 1927, n. 784, con la quale vengono approvate la Convenzione internazionale per il trasporto dei viaggiatori e dei bagagli per ferrovia (C.I.V.) e la Convenzione internazionale per il trasporto delle merci per ferrovia (C.I.M.);

Sentito il Consiglio d'amministrazione delle ferrovie dello Stato;

Decreta:

1° — Nella disposizione complementare uniforme n. 4 all'art. 6 della C.I.V. è soppresso l'ultimo periodo così concepito: « La copertina impiegata dalle agenzie ufficiali di viaggio o dalle agenzie private, per riunire i biglietti sotto forma di libretto, non è soggetta a tale timbratura ».

2° — La disposizione complementare uniforme all'art. 16 della C.I.V. è completata con la seguente aggiunta: « La ferrovia deve, se il viaggiatore ne fa tempestiva domanda, trasbordare in questo treno i di lui bagagli ».

3° — Il direttore generale delle Ferrovie dello Stato, mediante pubblicazione nel Bollettino ufficiale di dette Ferrovie, renderà nota la data nella quale i provvedimenti di cui ai precedenti punti 1° e 2° entreranno in vigore.

Roma, addì 19 dicembre 1933 - Anno XII

Il Ministro: CIANO.

(6694)

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 1281 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Marussich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome maritale della signora Benvin Caterina ved. Marussich Antonio, figlia del fu Simone e di Saganich Maria, nata a Bellei (Ossero) il 10 agosto 1889 e abitante a Bellei (Ossero), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Marussi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche al figlio Giuseppe, nato a Bellei il 17 febbraio 1920, ed ai figliastri, figli del fu Antonio Marussich e fu Iuriaco Maria, nati a Bellei: Marco, il 29 febbraio 1908; Agostina, il 28 agosto 1910; Giovanni, il 21 maggio 1914.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 21 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: FOSCHI.

(4973)

N. 326 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Dubaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signora Dubaz Margherita ved. Mechis, figlia del fu Domenico e di Bartolomea Druscovich, nata a Villanova del Quieto (Verteneglio), l'11 febbraio 1859 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Dobani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla nipote Biloslavo Filomena fu Antonio e fu Maria Stipcich ved. di Matteo Dubaz, nata a Villa Gardossi il 30 luglio 1882, alla pronipote Dubaz Genoveffa fu Matteo e di Filomena Biloslavo, nata a Villa Gardossi il 10 marzo 1908.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 3 novembre 1931 - Anno X

p. *Il prefetto*: SERRA.

(4974)

N. 1231 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla resti-

tuzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto legge anzidetto;
Ritenuto che i cognomi « Mejak » e « Gherbaz » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

I cognomi della signora Gherbaz Giovanna ved. Mejak Gregorio, figlia del fu Matteo e della fu Busdon Elisabetta, nata a Lanischie il 20 novembre 1878 e abitante a Gallesano (Pola) n. 331, sono restituiti, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Gherbassi » e « Meiacco » (Gherbassi Giovanna ved. Meiacco).
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana di « Meiacco » anche ai figli: Anna, nata a Lanischie il 15 aprile 1912; Natalia, nata a Gallesano il 1° gennaio 1915; Quirino, nato a Gallesano il 6 giugno 1918; Pietro, nato a Gallesano il 22 febbraio 1920.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 8 luglio 1931 - Anno IX

Il prefetto: FOSCHI.

(4975)

N. 1277 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Milussich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Milussich Silvestro, figlio del fu Antonio e della fu Giovanna Rogovich, nato a Puntacroce (Neresine) il 15 aprile 1902 e abitante a Neresine, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Migliussi ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Socolich Antonia di Giovanni e di Marianna Matcovich, nata a Neresine, l'8 maggio 1904, ed al figlio Andrea, nato a Neresine, il 10 novembre 1928.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 9 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: FOSCHI.

(4976)

N. 333 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Micolaucich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Micolaucich Matteo, figlio del fu Antonio e della fu Nesich Antonia, nato a Rozzo d'Istria il 21 settembre 1854 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Nicolacci ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Pernich Antonia fu Valentino e fu Anna Nemarnich, nata a Rozzo il 2 luglio 1865, ed ai figli, nati a Carsette (Buie): Giuseppe, il 17 gennaio 1901 e Matteo, l'8 ottobre 1903, nonchè al nipote Micolaucich Antonio di Matteo e di Antonia Clai, nata a Carsette (Buie) il 23 maggio 1925.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 8 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: FOSCHI.

(4978)

N. 1205 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che i cognomi « Micalevich » e « Radossevich » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

I cognomi del sig. Radossevich Apollonia ved. Micalevich Giovanni, figlia del fu Giovanni e della fu Demarchi Maria, nata a Medolino il 6 febbraio 1886 e abitante a Pola, via D. Rossetti, 7, sono restituiti, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Ardossi » e « Micali » (Ardossi Apollonia ved. Micali).

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana di « Micali » anche al figlio Giovanni, nato a Medolino (Pola) il 23 novembre 1917.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 24 giugno 1931 - Anno IX

Il prefetto: FOSCHI.

(4979)

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che in data 27 dicembre 1933-XII il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, ed il Ministro per le finanze hanno presentato alla Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 13 dicembre 1933-XII, n. 1706, contenente provvedimenti a favore delle famiglie dei caduti per la causa fascista, dei mutilati e feriti per la causa stessa, nonchè degli inscritti ai Fasci di combattimento anteriormente al 28 ottobre 1922.

(6700)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

SERVIZIO DELLE ASSICURAZIONI

(2ª *pubblicazione*).

Domanda di svincolo totale della cauzione costituita dalla rappresentanza in Italia della Società « The Excess Insurance Company Limited ».

Il liquidatore in Italia della Società « The Excess Insurance Company Limited » con sede in Londra, ha chiesto lo svincolo totale della cauzione, consistente in titoli di Stato per il capitale nominale complessivo di L. 650.000, asserendo di aver estinto ogni e qualsiasi impegno derivante da rischi di assicurazioni assunte nel Regno (sia per intervenuta scadenza, sia per voltura alla Società « The Italian Excess Insurance Company » di Milano) e che non vi sono reclami per sinistri da liquidare.

S'invita chiunque abbia ragione ad opporsi a detto svincolo di far pervenire, in debita forma legale, il relativo ricorso al Ministero delle corporazioni Servizio delle assicurazioni non oltre il termine di giorni 15 dalla data di pubblicazione del presente avviso, comunicandone copia, pure in forma legale, al liquidatore della predetta Società signor Peter H. Johnston, via Monforte, 2, Milano.

(6573)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

N. 271.

Media dei cambi e delle rendite

del 28 dicembre 1933 - Anno XII

Stati Uniti America (Dollaro)	12.235
Inghilterra (Sterlina)	62.38
Francia (Franco)	74.575
Svizzera (Franco)	368.50
Albania (Franco)	—
Argentina (Peso oro)	—
Id. (Peso carta)	3.20
Austria (Shilling)	—
Belgio (Belga)	2.665
Brasile (Milreis)	—
Bulgaria (Leva)	—
Canadà (Dollaro)	12.27
Cecoslovacchia (Corona)	56.90
Cile (Peso)	—
Danimarca (Corona)	2.80
Egitto (Lira egiziana)	—
Germania (Reichsmark)	4.58
Grecia (Dracma)	—
Jugoslavia (Dinaro)	—
Norvegia (Corona)	3.15
Olanda (Fiorino)	7.69
Polonia (Zloty)	215 —
Rumenia (Leu)	—
Spagna (Peseta)	157.25
Svezia (Corona)	3.24
Turchia (Lira turca)	—
Ungheria (Pengo)	—
U. R. S. S. (Cervonetz)	—
Uruguay (Peso)	—
Rendita 3,50% (1906)	94.05
Id. 3,50% (1902)	92.25
Id. 3% lordo	66.825
Consolidato 5%	99.05
Buoni novennali. Scadenza 1934 maggio	100.55
Buoni novennali. Scadenza 1934 novembre	101.10
Id. id. id 1940	105.95
Id id. id 1941	106 —
Obbligazioni Venezie 3,50%	94.475

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Avviso di rettifica.

Nella pubblicazione apparsa a pag. 5718 della *Gazzetta Ufficiale* n. 289 del 15 dicembre 1933-XII, il n. 264464 d'iscrizione della settima intestazione dell'elenco va rettificato in « 264466 », ed all'iscrizione n. 511729, ottava intestazione, sia alla proprietà come all'usufrutto, il casato Aloisio va rettificato in *Alloisio*.

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore*

SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato G. C.